

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union - Discipline – Travail

**Plan d'Action National  
multisectoriel de lutte  
contre les Résistances  
aux Anti-Microbiens  
(PAN-RAM) 2021-2025**

## **AVANT PROPOS**

Sous l’Egide de SEM Alassane OUATTARA, président de la république de Côte d’Ivoire, le pays a amorcé sa croissance fondée sur une solide planification à travers divers Plans. La cote d’ivoire entend poursuivre son objectif de croissance rapide et soutenue afin d’atteindre une qualité de vie améliorée pour sa population. Le secteur de la santé constitue de ce fait un secteur clé de développement pour soutenir la dynamique d’émergence en cours.

C’est dans ce contexte que le gouvernement ivoirien à travers son Groupe Technique de Travail multisectoriel de lutte contre la RAM (GTT-RAM) s’est engagé à développer le Plan d’Action National multisectoriel de lutte contre les Résistances aux Antimicrobiens (PAN-RAM) afin de répondre aux exigences décrites dans le Règlement Sanitaire International (RSI) de l’OMS.

Conscient des conséquences graves de cette menace dans plusieurs secteurs (santé humaine, santé animale, environnement...) le gouvernement de Côte d’Ivoire a instauré la Plateforme Nationale « Une Seule Santé » par la signature du décret N° 2019-293 du 03 avril 2019. Ce mécanisme légal de coordination multisectorielle est en charge de la prévention, la détection et la riposte pour faire face à tous types de menaces en santé publique.

Le Premier Ministre, Président de la Plateforme Nationale « Une Seule Santé » témoigne sa reconnaissance à tous les partenaires et parties prenantes de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens qui ont accompagné l’élaboration du présent plan et sollicite davantage leur adhésion et leur soutien technique et financier pour sa mise en œuvre effective.

**Le Premier Ministre**

**Patrick ACHI**

## PREFACE

Dans le cadre de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens, il est impératif de sensibiliser à la résistance aux antimicrobiens et de promouvoir un changement de comportement par le biais de programmes de communication de masse ciblant la santé humaine, animale et environnementale. Il en est de même pour l'intégration de la thématique liée à l'utilisation d'agents antimicrobiens et des résistances dans les programmes scolaires pour une meilleure compréhension et sensibilisation dès le plus jeune âge.

Les connaissances, la surveillance et la recherche sur la résistance aux antimicrobiens seront renforcées entre autres par, (i) la mise en place d'un système national de surveillance de la résistance aux antimicrobiens, (ii) le renforcement des capacités du laboratoire national de référence et des laboratoires régionaux désignés pour la surveillance de la résistance aux antimicrobiens, (iii) l'élaboration d'un programme de recherche national sur la résistance aux antimicrobiens, (iv) l'opérationnalisation d'un mécanisme coordonné qui garantira l'harmonisation des directives relatives à la résistance aux antimicrobiens, (v) la gestion des données et des systèmes de partage des données relatives à la santé humaine, animale et environnementale.

L'amélioration du cadre réglementaire pour la préservation des agents antimicrobiens et la révision des politiques, règlements, guides et directives sur l'utilisation des médicaments antimicrobiens dans le pays favoriseront leur gestion rationnelle afin de limiter le développement de la résistance aux antimicrobiens chez les humains et les animaux.

Des mesures d'hygiène et de prévention des infections sont essentielles pour limiter le développement et la propagation des agents résistants aux antimicrobiens, y compris les pathogènes multirésistants. Des programmes de Prévention et de Contrôle des Infections (PCI) intégrant une formation approfondie du personnel de santé et une éducation au niveau communautaire sont essentiels pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens chez l'homme et les animaux. Conformément à la PCI, l'hygiène individuelle et collective devrait être continuellement préconisée tout au long de la chaîne alimentaire.

Des plans nationaux efficaces nécessiteront l'appui politique d'autres ministères en plus de celui en charge de la Santé. Le programme de lutte contre la RAM figurera donc parmi les priorités politiques du gouvernement. Le document élaboré dans le cadre de l'approche « One Health / Une Seule Santé » est destiné aux travailleurs de la santé humaine, de la santé animale, de l'environnement et aux autres acteurs impliqués dans la gestion des produits antimicrobiens afin de garantir leur utilisation prudente en particulier dans les secteurs humains, agricole et vétérinaire.

Ce PAN-RAM 2021-2025 souligne la nécessité d'une approche efficace selon le principe « Une Seule Santé », impliquant une coordination de nombreux secteurs et acteurs nationaux et internationaux, parmi lesquels la médecine humaine, médecine vétérinaire, l'agriculture, les finances, l'environnement et les consommateurs bien informés. Il aborde les principaux problèmes et donne des directives sur les aspects réglementaires, les infrastructures, la gestion de la qualité, le réseau de laboratoires, la formation du personnel, la biosécurité et la biosureté

Cet outil, destiné aux différents acteurs de santé humaine, animale, environnementale et agro-alimentaire, définit la politique nationale en matière de lutte contre les RAM, applicable dans tous les secteurs précités.

Le suivi et l'application de ce plan de lutte contre la RAM en pratique quotidienne contribueront à améliorer la qualité de vie et la santé des populations.

Je voudrais à cet effet inviter, les acteurs de tous les secteurs impliqués à faire bon usage du présent document pour limiter le développement et la propagation des agents résistants aux antimicrobiens par leur utilisation rationnelle.

**Le Président du GMC RAM**

**Professeur DOSSO Mireille**

## **REMERCIEMENTS**

A terme de ce travail, nous tenons à remercier les Ministères et les Institutions nationales pour leur soutien au Comité Technique Multisectoriel de travail.

Nos sincères remerciements vont également à l'endroit de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OMSA), du Centre pour le contrôle et la Prévention des maladies (CDC) et de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement international (USAID) pour le soutien technique et financier pour l'élaboration de ce document.

Enfin, notre gratitude s'adresse à la plateforme une seule santé de Côte d'Ivoire qui est un partenaire engagé pour la lutte contre la résistance aux antibiotiques.

**Le Point focal RAM**

**Professeur GUESSENND-KOUADIO Nathalie**

## Table des matières

AVANT PROPOS.....	i
PREFACE .....	ii
REMERCIEMENTS .....	iv
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	viii
LISTE DES TABLEAUX .....	xii
LISTE DES FIGURES .....	xii
RESUME D'ORIENTATION.....	xiii
INTRODUCTION.....	1
CONSIDERATIONS GENERALES .....	3
CONTEXTE SANITAIRE :.....	7
SECTEUR HUMAIN.....	7
SECTEUR ANIMAL .....	13
SECTEUR ENVIRONNEMENTAL .....	15
COLLABORATION ET PARTENARIATS .....	16
APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE D'ÉLABORATION DU PAN-RAM 2021-2025.....	16
ANALYSE SITUATIONNELLE ET EVALUATION.....	20
REPONSE DU PAYS .....	30
GOUVERNANCE.....	30
PLAN STRATEGIQUE .....	38
Objectif stratégique 1 : Renforcer le cadre organisationnel de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens.....	38
Objectif stratégique 2 : Améliorer la sensibilisation à la RAM et la compréhension du phénomène par la communication, l'éducation et la formation .....	39

Objectif stratégique 3 : Renforcer les connaissances et les bases factuelles sur la RAM par la surveillance et la recherche .....	42
Objectif stratégique 4 : Réduire l'incidence des infections par des mesures efficaces d'assainissement, d'hygiène et de prévention.....	45
Objectif stratégique 5 : Optimiser l'utilisation rationnelle des médicaments antimicrobiens en santé humaine, animale et environnementale.....	47
Objectif stratégique 6 : Promouvoir les investissements durables en fonction des besoins du pays ainsi que la recherche et le développement .....	52
PLAN OPERATIONNEL ET BUDGET .....	54
Objectif stratégique 1 : Renforcer le cadre organisationnel de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens.....	54
Objectif stratégique 2 : Améliorer la sensibilisation à la RAM et la compréhension du phénomène par la communication, l'éducation et la formation.....	62
Objectif stratégique 3 : Renforcer les connaissances et les bases factuelles sur la RAM par la surveillance et la recherche .....	81
Objectif stratégique 4 : Réduire l'incidence des infections par des mesures efficaces d'assainissement, d'hygiène et de prévention.....	96
Objectif stratégique 5 : Optimiser l'utilisation rationnelle des médicaments antimicrobiens en santé humaine, animale et environnementale.....	103
Objectif stratégique 6 : Promouvoir les investissements durables en fonction des besoins du pays ainsi que la recherche et développement.....	127
PLAN DE SUIVI ET EVALUATION .....	130
Objectif stratégique 1 : Renforcer le cadre organisationnel de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens.....	130
Objectif stratégique 2 : Améliorer la sensibilisation à la RAM et la compréhension du phénomène par la communication, l'éducation et la formation....	131
Objectif stratégique 3 : Renforcer les connaissances et les bases factuelles sur la RAM par la surveillance et la recherche .....	133
Objectif stratégique 4 : Réduire l'incidence des infections par des mesures efficaces d'assainissement, d'hygiène et de prévention.....	134
Objectif stratégique 5 : Optimiser l'utilisation rationnelle des médicaments antimicrobiens en santé humaine, animale et environnementale.....	136
Objectif stratégique 6 : Promouvoir les investissements durables en fonction des besoins du pays ainsi que la recherche et développement.....	139
ANNEXE 1 : L'analyse situationnelle a été résumée dans une analyse SWOT .....	141
DOCUMENTS CONSULTES .....	150
COMITE DE REDACTION .....	152
COMITE DE LECTURE .....	152

LISTE DES PARTICIPANTS A L'ATELIER DE VALIDATION .....	153
--	-----



## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ABC	Association à Base communautaire
AMM	Autorisation de Mise sur le Marché
ANDE	Agence National De l'Environnement
BMR	Bactéries multi résistantes
BNETD	Bureau National d'Etude Technique et de Développement
CCC	Communication pour le Changement de Comportement
CDC	Centers for Diseases Control and Prevention
C-CLIN	Coordination-Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales
CHS	Centre Hospitalier Spécialisé
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CIAPOL	Centre Ivoirien Antipollution
CNESVS	Comité National d'Ethique des Sciences de la Vie et la Santé
CNR	Centre National de Référence
CNTS	Centre National de Transfusion Sanguine
CODINORM	Côte d'Ivoire normalisation
CSU	Centre de Santé Urbain
CTM	Comité Technique Multisectoriel
DD	Direction Départementale
DGSHP	Direction Général de la Santé et de l'Hygiène Publique
DHPSE	Direction de l'Hygiène Publique de la Santé et de l'Environnement
DPC	Développement Personnel Continu
DPLM	Direction de pharmacie, du laboratoire et des médicaments
DR	Direction Régionale
DSV	Direction des Services Vétérinaires
EBLSE	Entérobactérie produisant des Beta Lactamase à Spectre Elargi

EEC	Evaluation Externe conjointe
EEQ	Evaluation Externe de la Qualité
EPH	Etablissement Public Hospitalier
EPN	Etablissement Public National
ESCP	Etablissement sanitaire de premier contact
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FSUCOM	Formation Sanitaire Urbaine à base COMMunautaire
GHSA	Global Health Security Agenda /Agenda mondial de la sécurité sanitaire
GLASS	Global Antimicrobial resistance Surveillance System /Système mondial de surveillance de la résistance aux antimicrobiens
GMC	Groupe Multisectoriel de Coordination
GMC RAM	Groupe Multisectoriel de Coordination -Resistance aux anti microbiens
HPCI	Hygiène Prevention Contrôle des infections
IAS	Infection Associée aux Soins
ICA	Institut de Cardiologie d'Abidjan
INHP	Institut National de l'Hygiène Publique
INS	Institut National de la Statistique
INSP	Institut National de la Santé Publique
IPC	Prévention et de Contrôle des Infections
IPCI	Institut Pasteur de Côte d'Ivoire
IRF	Institut Raoul Follereau
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
LANADA	Laboratoire National de Développement de l'Agriculture
LCE	Laboratoire Central de l'Environnement
LCHAI	Laboratoire Central pour l'Hygiène et l'Agro-Industrie
LCVB	Laboratoire Central Vétérinaire de Bingerville
LNSP	Laboratoire National de la Santé Publique

MESRS	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MIRAH	Ministère des ressources Animales et Halieutiques
MSHP	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique
NPSP	Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique
OBC	Organisation à Base communautaire
OIE	Organisation International des Epizooties
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
OMSA	Organisation Mondiale de la Santé Animale
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
ORMICI	Observatoire de la résistance des anti- infectieux
OTC	Obstacles Techniques au Commerce
PACIR	Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Régionale
PADECI	Projet d'Appui au Développement de l'Elevage
PAN	Plan d'Action National
PASA-HPV	Projet d'Appui à la Santé Animale et à l'Hygiène Publique Vétérinaire
PCI	Prevention contrôle des Infections
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PFNRSI	Point Focal Nation du Règlement Sanitaire International
PMT	Praticien de Médecine Traditionnelle
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PNLT	Programme National de Lutte contre la Tuberculose
PNMT	Programme National de la promotion de la Médecine traditionnelle

POLLUMAR	Plan d'urgence de lutte contre les pollutions accidentelles en mer, en lagune et dans les zones côtières
SOP	Standard Operating Procédure
PROGIRS	Projet de gestion Intégré des Ranchs et Stations
PSDEPA	Plan Stratégique de Développement de l'Elevage de la Pêche et de l'Aquaculture
RAM	Résistance aux antimicrobiens
RGPH	Recensement Général de la Population et des Habitats
RSI	Règlement Sanitaire International
SAMU	Service d'Aide Médical d'Urgence
SHHPCI	Service d'Hygiène Hospitalière Prévention contrôle des infections
SPS	Accords de mesures sanitaires et phytosanitaires
SSM	Sécurité Sanitaire Mondiale
SWOT	Strengths – Weaknesses – Opportunities –. Threats / Forces - Faiblesses - Opportunités - Menaces
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
USAID	Agence des Etats Unis pour le développement international

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau II : Nombre d'établissements sanitaires privés par niveau.....	10
Tableau II : Nombre de laboratoires au niveau local, intermédiaire/district et national .....	12
Tableau III : Pyramide du système de santé animale .....	14

## **LISTE DES FIGURES**

Figure 1 : Carte de administration territoriale déconcentrée .....	5
Figure 2: Pyramide sanitaire de Côte d'Ivoire .....	8
Figure 3 : Taux de mortalité générale dans les pays de l'UEMOA et au Rwanda en 2020.....	13
Figure 4 : Organigramme des structures de gouvernance multisectorielle .....	20

## RESUME D'ORIENTATION

Le Plan d'Action National de la lutte contre la Résistance aux antimicrobiens (PAN-RAM) définit les orientations stratégiques traduisant l'ambition du Gouvernement ivoirien en matière de protection des populations contre les pathogènes résistants pour la période 2021-2025. Il est aligné sur les priorités nationales définies dans le Plan National de Développement sanitaire (PNDS) 2021-2025.

L'analyse des progrès réalisés au cours de la mise en œuvre du précédent plan, le PAN RAM 2016-2020 révèle des acquis enregistrés dans divers domaines : Gouvernance et leadership, financement, offre de plateau technique, lutte contre les pathogènes résistances. Toutefois, des efforts restent encore à fournir car l'objectif assigné à tous les pays d'ici 2030 à travers l'ODD 3 à savoir « Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge » est encore loin d'être atteint.

Ce PAN RAM 2021-2025 est la parfaite illustration des efforts à poursuivre pour bâtir un système de lutte contre les pathogènes bactériens résistants prioritaires susceptible d'anticiper et de fournir une réponse adéquate en cas de crises sanitaires majeures. Il a été développé à partir d'une revue documentaire et l'organisation de concertation dans le cadre d'un processus participatif et inclusif (Etat, organisations de la société civile, partenaires au développement) depuis l'analyse situationnelle jusqu'au développement du cadre stratégique.

Afin de soutenir l'ambition de développement social de l'état de Côte d'Ivoire, le GMC-RAM, envisage de contribuer à l'atteinte l'impact du PNDS vise : d'ici 2025, à améliorer l'état de santé des populations vivant en Côte d'Ivoire à travers les 6 (six) priorités stratégiques du PAN RAM (i) Renforcer le cadre organisationnel de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens ; (ii) Améliorer la sensibilisation à la RAM et la compréhension du phénomène par une communication, éducation, formation; (iii) Renforcer les connaissances et les bases factuelles sur la RAM par la surveillance et la recherche ; (iv) Réduire l'incidence des infections par des mesures efficaces d'assainissement, d'hygiène et de prévention; (v) Optimiser l'utilisation rationnelle des médicaments antimicrobiens en santé humaine, animale et environnementale; (vi) et Promouvoir les investissements durables en fonction des besoins du pays, la recherche et le développement durable qui tiennent compte des besoins de tous les pays et accroître les investissements dans de nouveaux médicaments, outils de diagnostic, vaccins et autres interventions.

Ces priorités stratégiques sont étés induire les changements souhaités pour améliorer l'état de santé des populations.

La mise en œuvre des interventions du PAN RAM sera accompagnée par la mise en œuvre de réformes en lien avec le renforcement du système de santé

Les indicateurs et les cibles sont également décrits et les dispositions détaillées pour le suivi de la mise en œuvre sont fournies dans le plan de suivi et d'évaluation accompagnant le PAN RAM 2021-2025.

## INTRODUCTION

La Côte d'Ivoire est résolue à garantir un accès équitable à des soins de santé de qualité pour tous. Le Plan National de Développement (PND) 2021–2025 et le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2021-2025 s'inscrivent dans cette dynamique. Pour réaliser cet ambitieux objectif et atteindre les cibles de l'ODD 3, notamment celle relative à la couverture sanitaire universelle (CSU), le gouvernement ivoirien soutenu par ses partenaires au développement, a lancé plusieurs réformes et initiatives.

L'exécution du précédent PAN-RAM 19-20 a été arrimé au PNDS 2016-2020 a permis d'enregistrer des résultats notables.

L'évaluation en 2020 des capacités du pays avec l'outil SPAR a montré plus de 60% de mise en œuvre du PAN-RAM 19-20. La crise de la COVID-19 a aggravé les vulnérabilités socio-économiques, la plupart des ménages (80,7%) ont été impactés par au moins une des mesures restrictives pour freiner la propagation de la pandémie. Compte tenu de la révision du PNDS 16-20 après échéance, il a été proposé une analyse situationnelle en vue de la révision du PAN-RAM pour la période 2021-2025.

La résistance aux antimicrobiens qui constituait un problème de santé publique est aujourd'hui une véritable menace, tant en Côte d'Ivoire en Afrique que dans le monde. Les données de surveillance du Centre National de Référence (CNR) des antibiotiques en Côte d'Ivoire montrent des taux alarmants, avec pour exemple des taux d'entérobactéries productrices de bêta lactamases à spectre élargi chez l'homme qui sont passées de 9% en 2002 à plus de 40% en 2017 en 2021 *Escherichia coli* 34,9%, *Klebsiella pneumonia* 35,16% *Staphylococcus aureus* méthiciline Résistant 30%. Dans l'environnement BLSE *Klebsiella sp* et *Escherichia coli* sont de 50%. La production de BLSE entraîne une incapacité d'utilisation des beta lactamine (1ere intention d'antibiothérapie). En 2015, la production de carbapénemase, (15,9 %) de *P. aeruginosa* étaient résistants à l'imipénème (Gba et al. 2018). Cela signifie que les carbapénèmes qui sont des antibiotiques de derniers recours ne peuvent être utilisé pour les infection à ces germes. Selon l'OMSA, il a été démontré à ce jour, chez l'animal, que la résistance est établie pour toutes les formes de préparation à base de tétracycline (portée économique de la résistance en santé animale).

La RAM a de multiples implications, telles qu'un traitement prolongé et plus coûteux pour les patients d'une part, et une réduction de l'arsenal thérapeutique pour les prestataires de soins de santé d'autre part. La RAM a également pour conséquences des séjours hospitaliers prolongés avec pour corolaire, le développement et la propagation de la résistance des microorganismes et des taux de mortalité plus élevés. De ce fait la RAM a un impact négatif sur l'économie nationale et sur la population dont elle contribue fortement à l'appauvrissement.

Le Plan d'Action Mondial a été développé en étroite collaboration avec la Tripartite plus (FAO, OMS et OMSA, UNEP) qui reconnaît que la menace de la RAM exige d'abord une approche efficace, ensuite une coordination impliquant de nombreux secteurs tant au niveau national qu'international et enfin un engagement des pays traduit dans un Plan d'Action National de lutte contre la RAM (PAN-RAM).

Les objectifs du PAN-RAM 2021-2025 s'articulent autour des points suivants : 1) renforcer le cadre organisationnel de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens ; 2) améliorer la sensibilisation et la compréhension de la résistance aux antimicrobiens grâce à une communication, une éducation et une formation efficaces ; 3) renforcer les connaissances et de preuves par la surveillance et la recherche ; 4) réduire l'incidence de l'infection grâce à des mesures efficaces d'assainissement, d'hygiène et de prévention des infections ; 5) optimiser l'utilisation des agents antimicrobiens en santé humaine et animale ; 6) promouvoir les investissements durables en fonction des besoins du pays et la recherche et développement durable qui tiennent compte des besoins de tous les pays et accroître l'investissement dans de nouveaux médicaments, outils de diagnostic, vaccins et autres interventions.

Dans le processus de révision du PAN-RAM 19-20, une analyse situationnelle a été réalisée par les comités Techniques Multisectoriels 3, 4, et 5 avec l'appui des partenaires financiers. Les CTM 1 et 6 ont été mis en place avec définition de leur activités et responsabilités.

Le PAN-RAM 21-25 fournit une matrice organisationnelle et structurelle pour une gestion inclusive et coordonnée des secteurs tels que la médecine humaine et vétérinaire, l'agriculture, l'environnement, la finance, et des acteurs tels que les consommateurs et les ONG.

La mise en œuvre de ce plan va permettre de réduire le développement et la propagation de la RAM aussi bien dans les secteurs humain, animal que dans l'environnement, de façon à améliorer significativement la qualité de vie de nos populations.

Le document est structuré en cinq grandes parties : i) considération générale ; ii) analyse situationnelle et évaluation iii) réponse du pays ; iv) gouvernance v) les plans (stratégiques, opérationnel, suivi évaluation).



## CONSIDERATIONS GENERALES

### Présentation la Côte d'Ivoire (Afrique de l'Ouest)

Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2014 indique une population totale de 22 671 331 habitants avec une densité de 70,3 habitants/km<sup>2</sup>. Elle est composée de 11 708 244 d'hommes soit 51,7% et de 10 963 087 de femmes soit 48,3%. Le tableau ci-dessous en présente les principales caractéristiques.

Tableau I : Profil démographique de la Côte d'Ivoire

	Population RGPH 2014	
	Effectif	Pourcentage (%)
Population totale	22 671 331	100
Population féminine	10 963 087	48,4
Population masculine	11 708 244	51,6
Population active (15-64 ans)	12 491 695	56
Population urbaine	11 370 347	50,2
Population rurale	11 300 984	49,8
Population étrangère	5 491 972	24,2
Population âgée de moins de 15 ans	9 408 602	41,5
Densité moyenne (habitants/ km <sup>2</sup> )	70,3	-
Taux de dépendance		78,6
Taux d'accroissement annuel moyen	-	2,6
Indice synthétique de fécondité (enfant/femme)	5	-

Source : INS, 2014

La population vivant en milieu urbain est de 11 370 347 soit 50,2% contre 11 300 984 en milieu rural soit 49,8%. La Côte d'Ivoire connaît un fort taux d'immigration, la population étrangère était de 5 490 222 personnes soit 24,2% de la population totale.

L'espérance de vie à la naissance tenant compte de l'impact du VIH/sida sur la mortalité donnée par Spectrum pour la Côte d'Ivoire est de 54,3 ans en 2015 avec respectivement 53,4 ans pour les hommes et 55,2 ans pour les femmes<sup>1</sup>. La population est très jeune avec un nombre de dépendants élevé puisqu'un habitant sur deux à moins de 20 ans et deux sur trois ont moins de 25 ans (Figure 1). La diminution rapide des taux de dépendance suite à la maîtrise de leurs niveaux de fécondité, a permis aux pays émergents d'ouvrir une « fenêtre d'opportunité démographique » plus favorable à l'épargne, aux investissements productifs et aux investissements dans le capital humain, ce qui leur a permis de bénéficier du dividende démographique. Le Dividende Démographique est le bénéfice que peuvent tirer les pays au cours de la période unique de leur histoire où ils réalisent leur transition démographique, c'est-à-dire le passage de niveaux élevés de mortalité et de fécondité à des niveaux moindres maîtrisés.

La maîtrise progressive de la mortalité puis de la fécondité se traduit par une diminution du pourcentage de jeunes à charge des actifs, ce qui permet de mieux maîtriser l'augmentation des dépenses en santé et en éducation imputables auparavant à l'augmentation continue du nombre d'enfants et de jeunes. La réalisation de la transition démographique (en panne en Côte d'Ivoire depuis les années 1990) est l'une des transformations majeures nécessaire pour atteindre l'émergence et bénéficier du dividende démographique. Dans les pays émergents, la croissance démographique se situe aujourd'hui entre 0,5% et 1,5% par an (contre 2,6% en Côte d'Ivoire), les femmes ont en moyenne au plus 3 enfants (contre 5 enfants en Côte d'Ivoire), et 60 à 85 % d'entre elles utilisent une méthode de contraception ce qui favorise leur insertion sur le marché du travail (contre 18% seulement en Côte d'Ivoire en 2012).

---

<sup>1</sup> PNDS 2016-2020

## Contexte administratif

L'administration territoriale est structurée selon les principes de la déconcentration et décentralisation.

L'administration territoriale déconcentrée est assurée dans le cadre de circonscriptions administratives hiérarchisées avec : 145 Districts autonomes; 31 Régions ; 108 Départements ; 410 Sous-Préfectures et plus de 8600 Villages. Elle est ainsi organisée en vue d'assurer l'encadrement des populations, de pourvoir à leurs besoins, de favoriser le développement économique, social et culturel et de réaliser l'unité et la cohésion nationales.



Figure 1 : Carte de administration territoriale déconcentrée

La capitale politique, Yamoussoukro, se trouve au centre du pays, à 248 km d'Abidjan, la capitale économique située dans le Sud. Quant à l'administration territoriale décentralisée, elle est représentée par 201 communes et 31 conseils régionaux gérés par les élus locaux.

## **Contexte socio-économique <sup>2</sup>**

Sur le plan économique, le taux de croissance du PIB réel s'est élevé en moyenne à 6,9%, largement au-dessus de celui de l'Afrique subsaharienne. De même, le revenu par tête a progressé de 13,6% entre 2016 et 2019. Par ailleurs, l'inflation a été maîtrisée en dessous de 3% sur toute la période. Le déficit budgétaire s'est progressivement réduit pour s'établir à 2,3% du PIB en 2019. Le renforcement de la richesse créée et l'amélioration des conditions sociales se sont traduits par un accroissement du niveau de vie des populations.

Malgré cette croissance économique, la proportion de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté bien qu'en baisse, reste élevée. En effet, le taux de pauvreté est passé de 51% en 2011 à 46,3% en 2015 pour s'établir à 39,4% en 2020. Bien qu'en nette diminution, la pauvreté est marquée par des disparités régionales et reste toujours défavorable aux femmes et aux zones rurales.

## **Contexte régional et international**

Au niveau régional, l'élaboration du PNDS 2021-2025 intervient dans une période marquée au plan sous régional, par l'amorce de l'élaboration de la vision 2050 par la CEDEAO. Vision qui devrait réaffirmer l'engagement des autorités pour une plus forte convergence des économies et une meilleure intégration économique pour un marché estimé à 380 millions de personnes.

En Afrique de l'Ouest, la recrudescence des épidémies de maladies émergentes ou réémergentes et l'insuffisance des capacités locales de diagnostic biologique ont fait émerger la nécessité de mutualiser les capacités régionales de détection précoce des menaces de santé publique pour renforcer la lutte contre les maladies à potentiel épidémique dans les pays membres de la CEDEAO.

Ainsi, en 2016, l'OOAS a mis en place le Réseau régional des laboratoires de référence (RRLN) des pays membres de la CEDEAO avec pour objectif d'améliorer la qualité et l'accessibilité du diagnostic biologique en Afrique de l'Ouest. Ce réseau regroupe des laboratoires de référence nationaux et régionaux pour les maladies à potentiel épidémique, des centres d'excellence et des instituts de recherche sur les maladies infectieuses dont le laboratoire de la RAM basé à l'IPCI. Le Plan stratégique régional des laboratoires 2019-2023 et le Plan de renforcement des laboratoires de référence ont également été élaborés et validés par l'Assemblée des ministres de la Santé en juin 2018, à Banjul.

---

<sup>2</sup> PNDS 2021-2025

En 2018, à Abuja, lors de la 1ère réunion annuelle des laboratoires, le règlement régional pour le transport des échantillons a été validé ainsi que l'analyse de la situation de la Résistance aux Antimicrobiens (RAM) en Afrique de l'Ouest. Malheureusement, depuis cette première réunion, la pandémie de COVID-19 a empêché la tenue d'autres réunions

Au niveau international par l'apparition d'une grave crise sanitaire liée à la pandémie à coronavirus 2019 (Covid-19). Face à l'ampleur de cette pandémie, la plupart des pays ont instauré, dès le début de l'année 2020, des mesures restrictives de lutte qui ont durement ébranlé les secteurs d'activités et perturbé l'offre ainsi que la demande de biens et services. Dans le secteur de la santé, en 2020, les pays ont signalé qu'en moyenne, environ de la moitié des services de santé essentiels étaient perturbés<sup>3</sup>.

### **CONTEXTE SANITAIRE :**

L'année 2020 a été marquée par la fin du cycle de planification du PNDS. Cependant, elle a été confrontée à la crise sanitaire mondiale liée à la COVID-19, dont le premier cas est apparu en Côte d'Ivoire le 11 mars 2020. Le système de santé Ivoirien, bien qu'impacté, a su résister aux effets de cette crise sanitaire.

### **SECTEUR HUMAIN**

#### **Politique sanitaire**

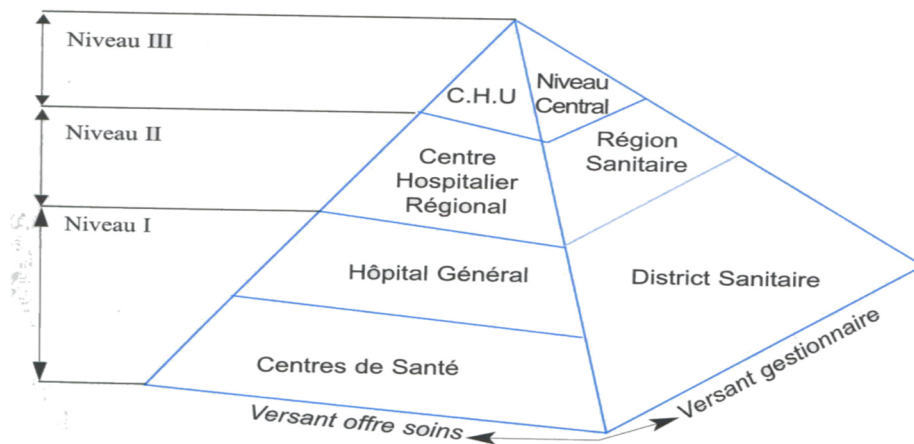
Le PNDS 2021-2025 met un accent particulier sur l'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène de l'environnement dans la lutte contre la maladie.

Depuis quelques années, la Côte d'Ivoire a entrepris de nouvelles réformes dans le secteur de la santé. Il s'agit principalement (i) de la réforme hospitalière, (ii) du financement basé sur la performance, (iii) de la décentralisation sanitaire, (iv) de l'organisation des interventions à base communautaire, (v) de l'organisation et de la réorganisation des services des urgences dans les Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) et les Centres Hospitaliers Régionaux (CHR) et (vi) la couverture sanitaire universelle (CSU).

#### **Organisation du système sanitaire ivoirien**

---

<sup>3</sup> <https://www.who.int/fr/news/item/23-04-2021-covid-19-continues-to-disrupt-essential-health-services-in-90-of-countries>



**Figure 2. Pyramide sanitaire de Côte d'Ivoire**

Le système de santé ivoirien comprend l'offre publique de soins, l'offre privée de soins et l'administration sanitaire. Il est de type pyramidal avec trois (3) échelons et deux versants : l'un gestionnaire et l'autre prestataire (Figure 3).

Il comprend trois (03) niveaux dans sa structuration administrative :

- Le niveau central, avec le cabinet du Ministre, les Directions, les Services centraux et les Programmes de santé, est chargé de la définition de la Politique, de l'appui et de la coordination globale ;
- Le niveau intermédiaire est composé de 33 Directions Régionales ayant une mission d'appui aux districts sanitaires pour la mise en œuvre de la politique sanitaire ;
- Le niveau périphérique est composé de 113 Directions Départementales ou Districts Sanitaires, chargés de coordonner l'activité sanitaire dépendant de leur ressort territorial et de fournir un support opérationnel et logistique aux services de santé. Le district sanitaire, unité opérationnelle du système de santé est lui-même subdivisé en aires sanitaires ou bassins de desserte des ESPC.

## Offre de soins

Le système de santé ivoirien est dominé par un secteur public prépondérant et un secteur privé en plein essor, à côté desquels existe la médecine traditionnelle qui occupe une place relativement importante.

### Secteur sanitaire public

Le secteur public de soins en 2020 est organisé en trois niveaux :

- le niveau primaire représenté par 2 311 Etablissements Sanitaires de Premiers Contacts (ESPC); ce sont tous les établissements sanitaires publics qui assurent une fonction de premier contact avec les usagers pour dispenser des prestations de type curatif, préventif, éducatif et promotionnel.
- Le niveau secondaire comprend tous les établissements de soins publics assurant une fonction de premier recours pour les cas ne pouvant pas être pris en charge par le niveau primaire et possédant une capacité technique de diagnostic et de traitement. Le pays compte 131 hôpitaux de référence (100 hôpitaux publics, 12 confessionnels et 19 Centres Hospitaliers Régionaux) et 2 Centres Hospitaliers Spécialisés (Hôpitaux psychiatriques de Bingerville et de Bouaké)
- le niveau tertiaire composé des établissements sanitaires publiques de recours pour la deuxième référence pour les cas ne pouvant pas être pris en charge par le niveau secondaire et possédant une capacité technique de diagnostic, de traitement, de formation et de recherche. Ce sont 05 Centres Hospitaliers Universitaires (CHU), 05 Instituts Nationaux Spécialisés<sup>4</sup> (INS).

Il est à noter que d'autres ministères tels que ceux de la Défense, de l'Économie et des Finances, de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, de l'Éducation Nationale et de l'Intérieur participent à l'offre de soins à travers leurs infrastructures sanitaires.

### Secteur sanitaire privé

---

<sup>4</sup>l'Institut de Médecine Nucléaire d'Abidjan (IMENA), le Centre National de Radiothérapie Alassane Ouattara (CNRAO), le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS), le Laboratoire National de Santé Publique (LNSP) et la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique de Côte d'Ivoire (Nouvelle PSP CI), l'Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA), l'Institut Raoul Follereau de Côte d'Ivoire (IRFCI), l'Institut National d'Hygiène Publique (INHP), l'Institut National de la Santé Publique (INSP) et le Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU).

Le secteur sanitaire privé s'est développé ces dernières années avec l'émergence d'établissements sanitaires privés de toutes classes et de toutes catégories (polycliniques, cliniques, centres et cabinets médicaux, officines de pharmacie et infirmeries privées). Il est essentiellement présent dans les grandes agglomérations ou les pôles économiques. En 2020 la collecte de l'indicateur des services sanitaires privés a intégré toutes les structures privées à but lucratif dites de premier niveau ainsi l'on dénombre 1 100 ESPC privés qui comprennent 760 privés lucratifs de premier niveau, 96 privés confessionnels, 54 privés d'entreprise et 190 privés ONG<sup>5</sup>

**Tableau II : Nombre d'établissements sanitaires privés par niveau**

niveau d'intervention	nombres d'établissements
Polyclinique médicale	24
Clinique médicale	317
Centre médical	465
Cabinet médical	55
Maternité	114
Centre de soins infirmiers	548

En 2021<sup>6</sup>, le secteur pharmaceutique privé occupe une place très importante dans le système de santé et couvre entre 80 et 90% de l'offre en médicament. Ce secteur pharmaceutique privé comprend essentiellement :

- Quatre (04) grossistes-répartiteurs ;
- 1 150 officines privées de pharmacie ouvertes ;
- Treize (13) industries pharmaceutiques locales (IPL). La production locale est évaluée à 6% du marché pharmaceutique national.

Le système communautaire basé sur les prestations des agents de santé communautaire. On note dans ce système communautaire, des organisations à base communautaire et des leaders communautaires qui sont des canaux de sensibilisation et qui constituent des réseaux sociaux et favorisent l'autonomie des membres des communautés à la prise en charge de leur propre problème de santé. Les travailleurs communautaires que sont les agents de santé

<sup>5</sup> RAPPORT ANNUEL SUR LA SITUATION SANITAIRE (RASS) 2020 Juillet 2021

<sup>6</sup> Etude pour le Développement des Industries pharmaceutiques locales en Côte d'Ivoire- ONUDI-PACIR- Projet EE/IVC/010/001- 2014



communautaires (environ 11400<sup>7</sup>) sont des membres des communautés dans lesquelles ils travaillent, après avoir été sélectionnés par elles. Ils sont encadrés et supervisés par les agents de santé des ESPC (infirmier et ou sage-femme).

### **Médecine traditionnelle**

Il existe un secteur en pleine extension de médecine traditionnelle dont l'exercice et l'organisation sont réglementés par la Loi n°2015-536 du 20 juillet 2015 et le Code d'Ethique et de Déontologie des praticiens de médecine et pharmacopée traditionnelles par le Décret n°2016-24 du 27 janvier 2016. Le répertoire national des PMT a enregistré en 2020, 7020 praticiens<sup>8</sup>. En 2010, 1204 PMT ont été formés ; certains en anatomie et en hygiène conventionnelle, et d'autres en droits de propriété intellectuelle.

### **Données sur les laboratoires**

Comme la pyramide sanitaire, le réseau des laboratoires est organisé de façon pyramidale. Le décret n°96-876 du 25 octobre 1996 portant classification des établissements sanitaires publics donne la composition du plateau technique de chaque établissement sanitaire public et précise la disponibilité de laboratoires d'analyses de biologie médicale dans chaque type d'établissement depuis le centre de santé rural jusqu'au CHU.

En Côte d'Ivoire, le nombre de laboratoires d'analyses de biologies médicales existant dans les établissements sanitaires publics du premier et deuxième niveau est passé de 265 en 2019 à 247 en 2020, soit une baisse de 6,79%. Sur les 247 laboratoires, 08 ne sont pas fonctionnels. Il n'existe pas de service public de laboratoire d'analyses biomédicales dans dix (10) districts<sup>9</sup>.

Les données statistiques sur la répartition des laboratoires se présentent comme suit :

---

<sup>7</sup> Rapport direction de la santé communautaire, PNDS 21-25

<sup>8</sup> Répertoire national des PMT, de leurs pratiques et des pathologies traitées, 2020

<sup>9</sup> RAPPORT ANNUEL SUR LA SITUATION SANITAIRE (RASS) 2020 Juillet 2021

**Tableau II : Nombre de laboratoires au niveau local, intermédiaire/district et national**

<b>Niveau</b>	<b>Nombre</b>
I : Laboratoires des Etablissements Sanitaires de Premier Contact (ESPC)	247
II : Laboratoires des Hôpitaux Généraux et Centres Hospitaliers Régionaux	100
III : Laboratoires centraux :	11
Total	457

### **Profil épidémiologique**

Le profil épidémiologique de la Côte d'Ivoire est marqué par la persistance de diverses situations qui induisent un état de morbidité important. Ces situations sont en rapport avec, la prévalence de maladies transmissibles, non transmissibles et des maladies tropicales négligées, les grossesses précoces, la sécurité routière, le vieillissement.

En effet, les estimations de la Banque Mondiale font ressortir, pour la Côte d'Ivoire, un niveau de ***mortalité générale élevée*** se situant à 9,9 pour 1000 personnes en 2020. Ce chiffre qui contraste de loin avec celui du Rwanda (5,1‰), classe la Côte d'Ivoire en tête de liste des pays de l'UEMOA en ce qui concerne la mortalité générale.

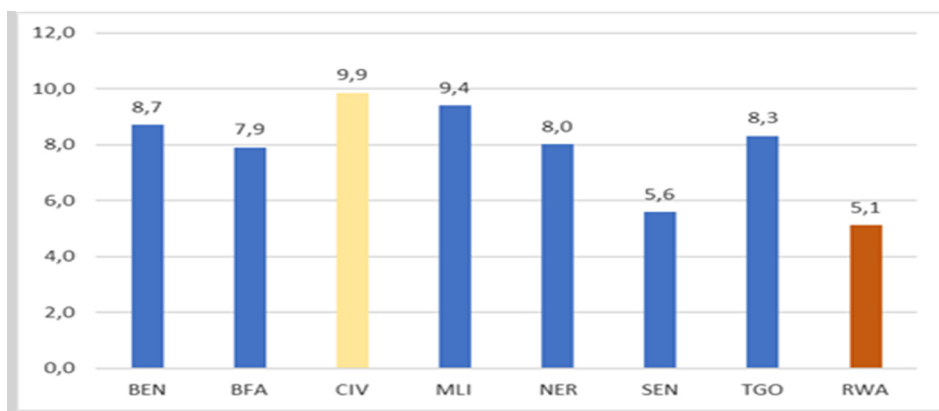


Figure 3 : Taux de mortalité générale dans les pays de l’UEMOA et au Rwanda en 2020<sup>10</sup>

### SECTEUR ANIMAL

La structuration du secteur des ressources animales et halieutiques s’articule en trois niveaux :

- niveau tertiaire composé des directions centrales
- niveau intermédiaire composé des directions régionales et départementales
- niveau primaire composé par les postes d’élevage et postes d’entrée

Les activités au niveau de ce secteur sont prises en compte par le PSDEPA 2016-2022 qui comporte trois grands projets :

- PROGIRS : projet intégré de gestion des ranchs et stations
- PADECI :
- PASA-HPV :

Le PSDEPA 2016-2022 retrace l’amélioration génétique par l’introduction de races nouvelles performantes d’ovins et de caprins et l’introduction de coqs améliorateurs au niveau de la volaille traditionnelle. Ce volet est géré pour le projet intégré de gestion des ranchs et stations (PROGIRS) avec ancrage institutionnel à la DPE.

<sup>10</sup> [www.donnees.banquemondiale.org](http://www.donnees.banquemondiale.org) (PNDS 21-25)

Il existe également un projet de développement de l'élevage par l'installation de producteurs et des espèces en production à savoir les ovins, les porcins, les volailles et les filières en développement à savoir les escargots, les lapins, les agoutis géré par le PADECI (Projet d'appui au développement de l'élevage en CI) ancré à la Direction des Productions Animales ( DPA), ex Direction des Productions et d'élevage(DPE).

L'amélioration de la santé animale et de l'hygiène publique vétérinaire qui s'appuie sur les volets de lutte contre les épizooties, de lutte contre la vente de médicaments frauduleux, les inspections des denrées alimentaires d'origine animale et les importations d'animaux sur pied est géré par le PASA-HPV (Projet d'appui à la santé animale et à l'hygiène publique vétérinaire) avec ancrage institutionnel à la DSV.

Au niveau régional et départemental les services de l'état assurent la coordination des opérations édictées par la DSV, notamment le suivi des programmes de prophylaxie de masse. Ces programmes sont exécutés par les vétérinaires installés en clientèle privée titulaires d'un mandat sanitaire.

Au niveau primaire, les postes d'entrée et les postes d'élevage assurent l'exécution de la remontée des informations zoo sanitaires au niveau des fermes via les vétérinaires privés du groupement de défense sanitaires (GDS) via le DD et le DR.

Dans son organisation, le secteur s'appuie sur les laboratoires du LANADA qui se répartissent seulement aux niveaux tertiaire et secondaire.

**Tableau III : Pyramide du système de santé animale**

Niveau III	Directions Centrales	Direction des Services Vétérinaires (DSV) 01 Direction des Productions Animale (DPA) 01 Direction de l'Aquaculture (01) Direction des Pêches 01	Laboratoire Central Vétérinaire de Bingerville (LCVB) Laboratoire Central d'Hygiène Alimentaire et d'Agro-Industrie (LCHAI) Laboratoire Central d'Agrochimie et d'Ecotoxicologie (LCAE)
Niveau II	Directions Régionales 20	Cabinets vétérinaires	Laboratoire Régional de Korhogo (LRK) Laboratoire Régional de Bouake (LRB)
	Directions Départementales 58	Odienné	
		Boundiali	
		Korhogo	
		Bouna	
		Man	
		Duekoue	

		Séguéla	
		Soubre	
		Divo	
		Bouafle	
		Daloa	
		San pedro	
		Abidjan 1	
		Abidjan 2	
Niveau I	Postes d'élevage 170	Groupement de défense sanitaire	
	Postes d'entrée terrestres 06	Porcin	
	Maritime 01	Volailles	
	Aéroportuaire 01		

### SECTEUR ENVIRONNEMENTAL

Ce secteur est organisé sur 2 niveaux, central et régional.

Le niveau central comporte la Direction générale de l'environnement (DGE) et trois directions centrales : CIAPOL (Centre Ivoirien Antipollution), Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) et l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR)

Le niveau régional est couvert par 31 directions régionales dont 25 sont fonctionnelles dépendant de la DGE et 3 antennes régionales dépendant du CIAPOL.

Ces antennes couvrent le niveau primaire à savoir les matrices environnementales.

La surveillance de la faune sauvage relève de l'OIPR au niveau des parcs et réserves. Pour tout autre espace non protégé, la surveillance est assurée par les agents du ministère des Eaux et Forêts.

## **COLLABORATION ET PARTENARIATS**

Le PAN-RAM veut être le cadre stratégique de référence d'interventions pour l'amélioration des indicateurs de la lutte contre la résistance antimicrobienne en Côte d'Ivoire. Il doit fédérer les efforts de toutes les parties prenantes de tous les secteurs de la santé (humain, animal, environnemental et agroalimentaire) à travers des partenariats. La réussite du présent PAN-RAM 2021-2025 sera adossée sur une approche one health de partenariat à divers niveaux.

La mobilisation des ressources, la mise en œuvre s'appuiera sur les différents cadres de partenariats existants et sur des initiatives nouvelles.

Dans le cadre des partenariats existants, on peut évoquer les Partenariats Internationaux (GHSA-CDC, OMS, USAID, MTaPS, Breakthrough action, FAO, OMSA), à travers des projets multicentriques (IRD, réseau des institut pasteur, CIRAD centre de coopération international en recherche agronomique pour le développement, INSERM) et biomerieux qui offrent une plateforme pour la coordination et l'alignement des efforts, le partage des connaissances, la reddition mutuelle de comptes autour d'une coopération efficace en soutenant les stratégies nationales.

Dans la dynamique d'engagement pris par la Côte d'Ivoire, le PAN-RAM pourrait servir de mobilisation de ressources additionnelles pour assurer les interventions contre la résistance aux antimicrobiens.

Il existe dans le cadre du Partenariat Public Privé (PPP), un Comité National de Pilotage du Partenariat Public Privé (CNP-PPP), placé sous la responsabilité de la Présidence de la République. Ce cadre pourrait également constituer une opportunité pour le financement des interventions du PAN-RAM 2021-2025 ainsi que la Plateforme Nationale une seule santé.

Des mécanismes de partenariats seront également utiles avec certains partenaires techniques et financiers dans le cadre de la mise en œuvre du PAN-RAM. Il s'agira de :

- Approches à la fois d'appuis techniques et de mobilisation des ressources avec des partenaires multilatéraux, bilatéraux et initiatives internationales, etc.
- Collaborations en termes de partenariat avec certaines organisations non gouvernementales internationales pour assurer une couverture de certaines interventions au niveau régional avec un alignement sur les priorités définies par le PNDS.

Des partenariats seront également nécessaires avec les organisations nationales dans le cadre des interventions communautaires.

Une conférence des bailleurs sera nécessaire pour susciter l'engagement officiel des partenaires

## **APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE D'ÉLABORATION DU PAN-RAM 2021-2025**

Le processus d'élaboration du PAN-RAM 2021-2025 a été participatif pour une appropriation plus grande afin de disposer d'un document répondant aux besoins réels de la lutte contre la RAM. Il a regroupé l'ensemble des acteurs des différents secteurs du ONE HEALTH à savoir santé humaine, animale, environnementale et agroalimentaire. L'innovation est rapport avec la participation de la société civile et l'UNEP et les universités.

Ce processus a été guidé par les outils de planification stratégique de l’OMS notamment l’analyse causale, l’analyse des Forces-Faiblesses et Opportunités-Menaces, l’analyse des parties prenantes et les risques.

L’élaboration du PAM-RAM 2021-2025 a été conduite par un Groupe Technique de Travail (GTT-RAM) mis en place.

Ce processus a bénéficié de l’appui technique et financier des partenaires au développement et a été organisé autour de plusieurs étapes majeures, sous forme d’ateliers, d’entretiens et de visites aux structures :

### **1. La préparation et l’élaboration du document**

- Elaboration de la note méthodologique qui a permis d’identifier l’ensemble des activités nécessaires à l’élaboration du PAN-RAM 2021-2025 et a servi d’instrument de plaidoyer et de mobilisation de ressources auprès des partenaires au développement ;
- L’évaluation finale de la mise en œuvre du PAN-RAM 2016-2020 (par l’outil SPAR, ATLAS, Auto évaluation à l’aide des benchmark de l’OMS et du GHSA) qui a permis d’apprécier le niveau d’atteinte des objectifs fixés ;
- Revue documentaire qui a permis de disposer d’informations nécessaires à la rédaction du document et de disposer d’une base d’analyse ;
- Analyse diagnostique à travers laquelle les problèmes centraux ainsi que leurs différentes causes ont été identifiés.
- Développement du cadre stratégique du PAN-RAM 2021-2025 ayant permis de formuler des indicateurs pertinents tout en s’assurant de leur alignement au PNDS 2021-2025 et les différentes actions prioritaires du PAN-RAM 2021-2025 pour les cinq prochaines années.

### **2. La budgétisation des actions/activités a été faite de selon les pratiques locales et routinières en attendant la formation de l’équipe à l’usage de l’outil de planification et de budgétisation « One Health Tools » (OHT) de l’OMS.**

### **3. L’élaboration du plan de suivi et évaluation**

Pour faciliter la mise en œuvre des principales actions du PAN-RAM 2021-2025, le plan de suivi-évaluation a été élaboré à travers un processus participatif. Son élaboration s’est faite en deux étapes.

- le diagnostic du système de planification de suivi et évaluation du PAN-RAM 2016-2020 de façon participative couplée à une revue documentaire, des entretiens individuels et des enquêtes (quantitative et qualitative).
- l'élaboration du cadre de suivi des indicateurs et des outils de collecte de données et de rapportage du PAM-RAM conformément à la matrice de l'OMS.

#### **4. La validation et la diffusion**

- La validation du PAN-RAM 2021-2025, et de son Plan de Suivi-Evaluation ont été faite de façon consensuelle au cours d'ateliers de validation avec les principales parties prenantes du secteur dans le cadre d'une synergie intersectorielle.
- La diffusion se fera à travers le partage du document aux parties prenantes, tant au niveau central qu'au niveau régional, des ateliers d'orientations ont été organisé à leur endroit afin d'assurer une meilleure appropriation par les acteurs.

La méthodologie de rédaction du PAN RAM 2021-2025 s'est appuyée sur l'analyse des résultats de performances du PAN-RAM 2016-2020. Ceux-ci indiquent que des progrès ont été réalisés dans différents secteurs. Cette analyse montre, néanmoins, qu'il reste des efforts à fournir non seulement pour consolider les acquis mais pour poursuivre le renforcement des interventions. Les principales leçons apprises au terme de la mise en œuvre de ce plan sont nombreuses. Certaines sont de bonnes pratiques et d'autres constituent des faiblesses nécessitant des orientations stratégiques qui s'inscrivent dans une approche de défis pour l'atteinte des objectifs du PAN-RAM 2021-2025.

En matière de leçons apprises en termes de réussites et de bonnes pratiques, l'approche de mise en œuvre du PAN-RAM 2016-2020 est une excellente leçon apprise. En effet, elle s'appuie sur des plans stratégiques sectoriels. Cette approche a permis aux structures nationales de renforcer leurs capacités en ressources humaines et en équipements. Elle a également permis d'améliorer la mobilisation de ressources au profit du secteur et la lisibilité des interventions des partenaires au développement. En termes de financement du PAN-RAM, des nouvelles initiatives ont été saisies et elles ont permis de financer certaines interventions. A titre d'illustration, on peut citer : la journée de sensibilisation des élèves en 2021 à Agnibilékro avec la participation de la DAI, la sensibilisation des clubs one health des universités par AfroHun et biomerieux aux abords des hôpitaux et des écoles en 2021.

Pour les leçons apprises en termes de faiblesses, la mise en œuvre du PAN-RAM a enregistré également des faiblesses qui constituent des points d'amélioration.



En termes de Gouvernance et coordination, le déficit d'harmonisation des interventions entre le niveau central et régional n'a pas favorisé une bonne articulation de la mise en œuvre des activités prioritaires. La faible appropriation du PAN-RAM par les différents niveaux de la pyramide sanitaire (niveau central, régional et districts) a constitué des goulots d'étranglement majeurs dans la mise en œuvre du PAN-RAM ;

Le suivi de la mise en œuvre du PAN-RAM a été rendu difficile d'une part par l'absence d'un cadre de performance qui met en exergue la corrélation entre les indicateurs et les interventions et d'autre part, du fait de l'absence d'un cadre de gestion et de coordination de la mise en œuvre du PAN-RAM. Cela a entravé la synergie d'action entre les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PAN-RAM (Etat, structures déconcentrées, partenaires techniques et financiers, collectivités territoriales, société civile...) et contribué à une lecture moins évidente de l'évaluation de la performance du PAN RAM ;

En matière de financement, l'absence de cadre budgétaire précisant les sources de financement et les engagements financiers nationaux et internationaux a rendu difficile l'analyse de la contribution des différents acteurs au financement des interventions du PAN-RAM. En outre l'absence de cadre de coordination d'allocation et d'utilisation des ressources financières mobilisées n'a pas permis d'apprécier l'alignement des ressources des partenaires autour des priorités du PAN-RAM.

En matière d'information sanitaire, la documentation des enseignements issus de la mise en œuvre des programmes est à renforcer pour mieux cibler les stratégies efficaces de même que la documentation des expériences pilotes mais aussi généralisées pour éclairer les décisions stratégiques et opérationnelles.

Le processus d'élaboration du PAN-RAM 2021 2025 a été confronté à certaines difficultés. Certes, il s'est efforcé de respecter l'exigence de la disponibilité d'informations crédibles et référencées à travers une documentation issue des différents domaines couverts par les différents secteurs impliqués dans la lutte contre la RAM. Cependant, l'indisponibilité de certaines données actualisées a rendu difficile l'affinement de l'analyse situationnelle et les projections des cibles de certains indicateurs.

Les informations financières utilisées sont issues des comptes des partenaires techniques et financiers et non des comptes nationaux des différents secteurs. Mais elles ont le mérite de fournir une lecture de la situation de la lutte contre la RAM en côte d'ivoire et elles permettent aisément de mettre en exergue les nombreux défis auxquels le présent PAN-RAM 2021-2025 devra faire face pour les cinq prochaines années.

## ANALYSE SITUATIONNELLE ET EVALUATION

L'analyse de la persistance des problèmes de la lutte contre la RAM prendra en compte les piliers d'un système national de santé (Gouvernance, Financement, Information Sanitaire, Ressources Humaines, Infrastructures, Médicaments et technologies, Prestations). Cette analyse se fera sous les aspects ou facette suivants : 1- cadre législatif et réglementaire, 2- cadre institutionnels, 3-surveillance, 4- prévention, 5- sensibilisation, 6-les ressources du système de santé, 7-la promotion de la santé, 8-les prestations des services de santé

On identifiera les progrès ou performances puis les difficultés ou insuffisances dans chaque domaine.

### 1- CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

La Côte d'Ivoire dispose d'une plateforme législative, réglementaire et de directives pour la gestion de façon générale de la sécurité sanitaire dans les secteurs de la santé humaine, animale, environnementale et dans le domaine agroalimentaire. Cependant, l'application de ces dispositions réglementaires demeure un défi à relever, ce qui constitue un facteur de maintien d'une situation de risque sanitaire potentiel pour les populations. Dans le cas spécifique de la RAM, un cadre législatif et réglementaire applicable dans les différents secteurs évoqués est à mettre en place.

De façon sommaire et selon les secteurs, on distingue les dispositions suivantes :

#### **-Santé humaine :**

##### *Progrès réalisés*

Des lois, règlements et directives régissent la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments de façon générale et des antimicrobiens en particulier. Il existe dans le pays, une réglementation de l'importation et de la mise sur le marché de médicaments en santé humaine, de même qu'un code de déontologie et un référentiel de dispensation de médicaments pour les secteurs de la santé humaine et animale.

##### *Difficultés, barrières et défis*

Cependant, en dehors des programmes nationaux de lutte contre la Tuberculose (PNLT), le VIH (PNLS), le Paludisme (PNLP), les hépatites (PNLH) et des algorithmes de traitement des IST, on note une insuffisance de directives nationales pour l'utilisation des antimicrobiens.

Malgré des efforts certains, il en reste encore à faire pour améliorer le cadre juridique et institutionnel. En effet, la revue des textes qui régissent le secteur de la santé laisse apparaître un vide juridique concernant certaine disposition.

Certains textes réglementaires par contre nécessitent des corrections ou de révision pour la prise en compte de nouvelles dispositions qui ont soit été omises soit n'étaient pas applicables lors de son élaboration concernant la RAM.

## **-Santé animale**

### *Progrès réalisés*

Les textes législatifs et réglementaires relatifs au secteur de santé animale bien que présentant des dispositions spécifiques à la Côte d'Ivoire, sont harmonisés sur ceux relevant des accords internationaux que le pays a ratifiés. Il s'agit notamment, des accords de mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et des Obstacles techniques au commerce (OTC), des lignes directrices sur la législation vétérinaire de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale anciennement appelée de l'Office Internationale des épizooties (OIE) et des textes communautaires de l'UEMOA. Parmi ces dispositions législatives, on peut citer celles relatives à l'inspection qualitative des denrées animales, la prévention et le contrôle des infections zoonotiques, l'assurance de la surveillance épidémiologique des maladies animales et de la sécurité sanitaire des viandes destinées à la consommation, la loi N°2020-995 du 30 décembre 2020 portant code de la santé animale.

### *Difficultés, barrières et défis*

Il faut cependant noter que le système de santé animale en Côte d'Ivoire a besoin d'une réglementation spécifique relative à la RAM.

Les arrêtés d'applications ce code doivent être pris pour l'utilisation des antimicrobiens en santé animale et pour la lutte contre la RAM.

## **-Secteur environnement**

### *Progrès réalisés*

En Côte d'Ivoire, des instruments juridiques ont été mis en place pour la protection de l'environnement contre les risques de pollution et de dégradation. Il s'agit notamment de la loi n°96-766 du 03 octobre 1996 portant code de l'environnement, du décret n°97-678 du 3 décembre 1997 sur la protection de l'environnement marin et lagunaire contre la pollution et celui du décret n°98-42 du 28 janvier 1998 relatif à l'organisation du plan d'urgence de lutte contre les pollutions accidentelles en mer, en lagune et dans les zones côtières (POLLUMAR).

### *Difficultés, barrières et défis*

Cependant, de même que dans les secteurs précédemment évoqués, il y a une absence de dispositions législatives et réglementaires spécifiques visant à prévenir la contamination du secteur de l'environnement par les antimicrobiens.

## **-Secteur agroalimentaire et agroindustriel**

### *Progrès réalisés*

Dans le secteur agricole, la loi n° 2015-237 de juillet 2015 d'orientation agricole, définit et met en œuvre une politique visant l'assurance de la sécurité sanitaire des aliments d'origine végétale et animale et la santé publique vétérinaire par la maîtrise des zoonoses. Par ailleurs, Des textes, normes ou règlements régissent la qualité hygiénique pour toute denrée en alimentation humaine et animale (contrôle et obligations pour les professionnels). On peut citer la Loi n°63-323 du 25 juillet 1963 relative à la police sanitaire des animaux en Côte d'Ivoire ; celle de la loi n°63-

301 du 26 juin 1963 relative à la répression des fraudes dans la vente des marchandises et falsification des denrées alimentaires et des produits agricoles et le décret n° 79-573 du 4 juillet 1979 portant réglementation des restaurants. Des dispositions normatives sont également mises en place avec la création de Côte d'Ivoire normalisation (CODINORM) dont les objectifs entre autres sont d'élaborer des normes et développer des certifications de conformité.

### *Difficultés, barrières et défis*

Il y a une absence de dispositions législatives et réglementaires spécifiques visant à prévenir la contamination dans le secteur agroalimentaire par les antimicrobiens

Il n'existe pas de plan national de surveillance la RAM dans le secteur agroalimentaire

## **2-GOUVERNANCE ET INSTITUTION**

D'un point de vu institutionnel, à l'initiative de tous les ministères impliqués dans le programme de sécurité sanitaire mondiale, le décret n° 2020-967 du 23 décembre 2020 modifiant le décret 2019-995 du 03 avril 2019 portant création, attribution, organisation et fonctionnement de la plateforme « nationale une seule santé » a été pris. Par ailleurs, le Point Focal National RSI (PFNRSI) est nommé et le nom de l'Institution qui abrite le PFNRSI est l'Institut National de l'Hygiène Publique (INHP). Des centres nationaux de références pour la lutte contre les maladies transmissibles ont été créés par arrêté interministériel à l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire (IPCI) en 2006. Il existe des organismes pour le contrôle de la qualité des agents antimicrobiens en santé humaine (LNSP), en santé animale et dans l'agriculture (LANADA). Il en est de même pour l'organisme de gestion et de distribution des agents antimicrobiens et de la chaîne d'approvisionnement (NPSP) en santé animale et en agriculture.

### **Gouvernance**

#### *Progrès réalisés*

Sous le couvert de ces textes généraux, plusieurs textes d'organisation ont été pris : i) la loi portant réforme hospitalière a été adoptée et promulguée<sup>39</sup>. Elle vient fixer un nouveau cadre d'organisation des soins dans les établissements de santé publics et privés ; ii) la loi créant l'Autorité Ivoirienne de Régulation Pharmaceutique (AIRP) prise pour mettre le pays en conformité avec les directives internationales et régionales, de l'OMS, de l'UA et de l'UEMOA, permettra de redynamiser l'homologation, l'inspection, la surveillance du marché et l'assurance de la qualité des produits pharmaceutiques<sup>40</sup> ; a été adoptée et promulguée.

La désignation des points focaux nationaux pour la surveillance des antimicrobiens et surveillance de résistance en 2019 a marqué l'inscription de la cote d'ivoire au GLASS.

S'agissant de la planification, en Côte d'Ivoire, le secteur de la lutte contre la RAM développe à échéance périodique, des plans nationaux de développement sanitaires exposant les orientations et objectifs stratégiques sectoriels. A côté de ces plans stratégiques sectoriels, les programmes verticaux du secteur élaborent également des plans stratégiques et, pour certains, des plans opérationnels annuels. Les établissements de santé et leurs structures d'encadrement (Directions départementales et Directions régionales) ont l'obligation d'établir des plans d'action.

*Difficultés, barrières et défis*

Bien que le GTT RAM soit logé à la plateforme une seule santé, il persiste des problèmes organisationnels : manque de personnels dédiés, manque d'adresse géographique, manque de moyen de fonctionnement

### **Financement de la PAN RAM**

*Progrès réalisés*

Concernant le financement de la PAN-RAM, les PTF en fait ont continué leur effort de financement des activités de la RAM.

*Difficultés, barrières et défis*

Pas d'engagement officiel de certains Partenaire technique et financier,  
La partie nationale n'a pas intégré le PAN-RAM dans leur budget annuel

### **Information, recherche et innovation en matière de lutte contre la RAM**

*Progrès réalisés*

Les premières données de la RAM ont été transmis au GLASS en 2021.

Des projets multicentriques sont en cours en matière de Ram (Tricycle, REACH, RAMSES, CIRCUS)

Pour ce qui est de la gestion de l'information de la RAM des rapports annuels sont élaborés. Il existe des fichiers Excel et Epiinfo dans les 11 laboratoire de région en santé humaine

De 2019 à 2020, 6 thèses sont en cours sur la RAM en collaboration avec les universités du pays.

Revue de littérature sur les données RAM en côte d'ivoire de 2010-2021

*Difficultés, barrières et défis*

La collecte de données n'est pas structurée au niveau national, public et privé

Il n'existe pas de système de surveillance national de la RAM en santé dans les secteurs humains, animal, et environnemental

Pour ce qui est de la disponibilité et de l'utilisation des outils on note malgré la disponibilité d'outils (papiers et électroniques) : i) un approvisionnement insuffisant des structures en outils de gestion du fait de l'inexistence d'un mécanisme pour la reprographie des outils de collecte au niveau des districts et structures sanitaires de références qui est encore sous la dépendance des financements extérieurs, ii) la faible disponibilité de matériels informatiques destinés à la gestion des données sanitaires du fait de l'absence d'un plan d'équipement et de renouvellement du matériel informatique , iii) l'inadéquation entre les logiciels utilisés par la majorité des établissements privés lucratifs et les besoins en collecte du SNIS, et iv) l'absence de logiciels (DHIS 2, e-SIGL, OpenELIS, WHONET...) de gestion de données.

Pour ce qui est de la disponibilité et utilisation des données, on relève :

- i) L'absence de mécanismes opérationnels pour disposer des données sur la RAM des EPN hospitaliers, de l'armée;
- ii) La non intégration des données des établissements sanitaires privés lucratifs,
- iii) L'archivage et la diffusion insuffisante des documents produits ;
- iv) Absence de rétro-information des données RAM;
- v) la faible ou l'absence utilisation des données au niveau des établissements de soins et moyenne aux niveaux district et région.

S'agissant de la qualité des données, on constate

- i) L'absence de textes portant création et organisation d'un service de gestion de l'information sanitaire (SGIS) au niveau des établissements sanitaires et celui portant création et organisation d'un corps de métier de gestionnaire de données de santé ;
- ii) L'insuffisance de personnels dédiés à la gestion de données ;
- iii) L'insuffisance d'un contrôle qualité interne des données collectées au sein des structures sanitaires ;
- iv) L'insuffisance d'un mécanisme d'assurance qualité et d'utilisation des données pour la prise de décision.

Pour ce qui est du développement de la recherche et l'innovation en santé, malheureusement, l'organisation de la recherche et l'utilisation de ses résultats pour le développement dans le contexte africain en général et en Côte d'Ivoire en particulier est faible voire inexistant.

### 3-SURVEILLANCE

En Côte d'Ivoire, la surveillance de la RAM est basée à l'état actuel, sur les systèmes de surveillance des agents pathogènes au travers des Centres Nationaux de Référence (CNR), ainsi qu'un Observatoire de la Résistance de Micro-organismes aux anti-Infectieux en Côte d'Ivoire (ORMICI).

Il existe un réseau de 11 laboratoires de région publics, équipés et formés pour faire la détection de la RAM et 19 laboratoires privés. Le laboratoire national de référence est capable de réaliser des analyses prioritaires. Tous ces laboratoires nationaux sont engagés dans un système de management de la qualité en santé humaine.

Pour la santé animale, il y a 2 laboratoires dans le réseau (LANADA Bingerville et Treichville),

Pour le secteur environnemental nous avons le laboratoire de microbiologique du CIAPOL

#### *Progrès réalisés*

Organisation des 11 laboratoires de région et les 19 laboratoires privés en réseau de surveillance de la RAM

Il existe également un système d'Evaluation Externe de la Qualité (EEQ) en place coordonné par l'IPCI pour la RAM pour les 11 laboratoire de région en octobre 2021.

Des guides ont été élaborés pour la détection, la surveillance de la RAM en 2020 et sont en cours d'édition

Formation des lab managers et techniciens des 11 laboratoires de régions

Des équipements de laboratoires (tables à niveau, pieds à coulisse, distributeurs automatique de disque d'antibiotique, des densitometres...) ont été fournis aux 11 laboratoires de régions

#### *Difficultés, barrières et défis*

Malgré ces succès, il y a une insuffisance de système national de surveillance de la résistance aux antimicrobiens chez l'homme. Par contre chez les animaux, l'agroalimentaire et l'environnement il n'existe aucun système de surveillance au laboratoire. Les données disponibles sur la morbidité, la mortalité et pour la santé liée à la résistance aux antimicrobiens ne sont que partielles et peu fiables. De même, il n'y a pas d'investissement pour la durabilité dans les nouveaux médicaments, les outils de diagnostic, les vaccins et autres interventions et il n'y a pas d'agenda national de recherche sur la résistance aux antimicrobiens.

Il n'existe pas de mécanisme permettant de collecter systématiquement des données sur les agents pathogènes et la prévalence de la résistance aux antibiotiques chez les agents pathogènes

Il n'existe pas de surveillance moléculaires de la RAM dans les laboratoires, pas de surveillance des résidus des antimicrobiens dans les effluents et l'environnement et les produits alimentaires, absence d'unité d'épidémiologique de la RAM.

## **4- PREVENTION**

#### *Progrès réalisés*

Le CTM en charge de la prévention et contrôle des infections a été érigé en task forces dans la gestion et prévention des infections pendant la covid 19

Dans le secteur de la santé humaine les activités de la PCI ont été érigées en programme national PCI 2022

Un plan d'action nationale PCI en santé humaine et animal 2021-2025 ont été réalisés.

Réalisation de plusieurs missions conjointes sur l'évaluation des capacités des comité PCI dans des établissements de santé humaine et animal

Un plan d'urgence PCI multisectoriel a été développé en 2019

Des comité d'hygiène ont été installés dans certains établissement de soins (chu bouaké, clinique vétérinaire de la direction regionale de bouake, centre antirabique de cocody, chu de cocody)

Une vingtaine d'évaluations des établissements de soins ont été réalisés avec l'outil IPCAF de l'OMS (daloa, abengourou, ...) en 2019 et 2020

Des documents de directives nationales en PCI, des modules des formations pour les PCI en santé humaine et animale ont été produits en 2020

La formation de formateurs et de prestataires de soins en santé humaine et animale a été réalisé en 2020

#### *Difficultés, barrières et défis*

Les informations sur l'état des lieux ne sont pas disponibles

La gestion des déchets et l'hygiène dans les installations des communautés doit être renforcés

Pas de notification des IAS

Insuffisance de collaboration entre comité d'hygiène, comité médicament et laboratoires en matière de RAM

L'analyse des données de la PCI a relevé que tous les établissements de soins de premier contact ont un niveau de prévention et de contrôle de l'infection inadéquat

## **5- SENSIBILISATION, FORMATION ET PROMOTION DE LA LUTTE CONTRE LA RAM**

La promotion de la lutte contre la RAM constitue un levier important pour l'adoption de comportements et modes de vie favorables à la santé et l'autonomisation des communautés dans les activités de santé. Bien que, la Côte d'Ivoire ne dispose pas de politique de promotion de la santé, plusieurs actions ont été mises en œuvre.

Un Plan Stratégique National de la Santé Communautaire 2017-2021 qui encadre les interventions communautaires a été adopté. Dans cette optique, un paquet intégré du service offert par les intervenants communautaires a été défini, un cadre national de concertation des intervenants communautaires a été opérationnalisé, l'intégration des données communautaires dans le DHIS2 a connu un début d'exécution.

En Côte d'Ivoire, la sensibilisation du public à la résistance aux antimicrobiens reste un défi, car il n'existe actuellement aucun programme de ce type. Les connaissances des patients en matière d'antimicrobiens prescrits, y compris les voies d'administration, la posologie, la fréquence d'administration, la durée d'utilisation et l'importance de l'adhésion au traitement, même s'ils se sentent mieux, sont limitées. Les patients demandent généralement des antibiotiques, même pour ces maladies, la diarrhée de l'eau et la grippe, et se soignent eux-mêmes avec des antimicrobiens.

Cependant, il existe des institutions telles que la Direction de la Santé Communautaire dans le secteur de la santé humaine et l'unité d'éducation des éleveurs au sein du MIRAH, qui ont pour mandat d'informer la communauté sur divers sujets liés à la santé humaine et à la santé animale.

### *Progrès réalisés*

Trois éditions de la journée mondiale de lutte contre la RAM ont été organisées en 2019-2020-2021. Au cours de ces journées plusieurs cibles ont été sensibilisées étudiants, agents de santé, les patients, les populations générales, les faïtières des éleveurs.

75 journalistes de 3 régions (Bouake, Abengourou, Abidjan) ont été formés sur la RAM de 2019 à 2020

Une enquête socio comportementale liée à la RAM et à l'utilisation des antimicrobiens a eu lieu en 2021.

Un plan de communication a été élaboré, validé et attendu de diffusion

Un recueil de messages de lutte contre la RAM a été élaboré et validé en attendant de diffusion 2021.

Un document de plaidoyer a été élaboré

### *Difficultés, barrières et défis*

Le Plan Stratégique National de la Santé Communautaire 2017-2021 qui encadre les interventions communautaires n'intègre pas les activités de la RAM



Insuffisance de sensibilisation des publiques cibles (professionnel de santé, décideurs, population, guide religieux...) dans la lutte contre la RAM  
Absence de site web d'information grand public sur la RAM

## **6-LES RESSOURCES DU SYSTEME DE SANTE,**

Les ressources du système de santé sont représentées par : i) les ressources humaines ; ii) les ressources matérielles en termes d'infrastructures et d'équipements ; iii) les produits médicaux et les technologies de santé.

### **i) les ressources humaines**

S'agissant des ressources humaines, grâce aux efforts entrepris depuis plusieurs années en matière de recrutement, le nombre de personnels de santé a fortement progressé.

Pour ce qui est de la production de ces ressources humaines de santé, la formation initiale est assurée par les UFR des sciences médicales, pharmaceutiques et biologiques et d'odonto-stomatologie, de l'Institut National de Formation des Agents de Santé et autres structures privés.

Au sujet de la formation continue, le programme de renforcement des capacités a permis de perfectionner et de mettre au service du système de santé 1 121 cadres et agents de santé de 2016 à 2020.

#### *Progrès réalisés*

11 laboratoires ont été pourvus en biologistes comme chef de laboratoire. Ces derniers ont été formés à l'identification des bactéries et à la détection de la RAM en 2021. Ils bénéficient de coaching sur site deux fois par ans sur les bonnes pratiques d'identification des bactéries et de la détection de la RAM.

58 stagiaires ont reçu une formation continue en détection de la RAM

#### *Difficultés, barrières et défis*

S'agissant de la formation continue, on note une inexistence de plan national de formation continue, initiale et de la recherche et une insuffisance du financement par l'État pour la formation continue incluant la RAM.

Une mauvaise répartition des spécialistes en microbiologie pour la détection de la RAM

En santé animale, environnementale et agroalimentaire les Ressources humaine sont très faibles

## **ii) les ressources matérielles en termes d'infrastructures et d'équipements ;**

En ce qui concerne les capacités opérationnelles des infrastructures sanitaires, le système sanitaire était confronté en 2020 à la non fonctionnalité des laboratoires de biologie médicale. Tous les CHR et HG sont vétustes et ont besoin de réhabilitation et d'équipement.

### *Progrès réalisés*

Au niveau des infrastructures, on note que les partenaires techniques et financiers (GHSA-CDC) ont réhabilité et équipé 9 laboratoires régionaux sur 11 du réseau de la surveillance de la RAM

20 hôpitaux ont bénéficié d'équipements pour la gestion des déchets à travers MTaPS

### *Difficultés, barrières et défis*

En matière d'infrastructures sanitaires, bien qu'une amélioration soit constatée sur la période 2016-2020, les résultats restent en deçà des besoins prioritaires en infrastructures au regard de la demande sans cesse croissante. L'accessibilité géographique aux services de santé demeure encore un obstacle majeur à l'utilisation des services par les populations.

Malgré sa relative bonne couverture, l'offre de services de laboratoire reste limitée par différents facteurs dont, i) l'inadéquation et/ou l'insuffisance de la formation dispensée au personnel de laboratoire ; ii) la faiblesse de l'infrastructure des laboratoires ; iii) l'insuffisance dans la maintenance préventive et curative du matériel et des dysfonctionnements dans l'approvisionnement en réactifs et produits consommables essentiels ; iv) les faiblesses des protocoles d'assurance et de contrôle de la qualité et dans la gestion de l'information de laboratoire et v) les insuffisances dans les systèmes de référence contre référence des échantillons.

Quand le laboratoire existe, il n'y a pas de laboratoire pour la microbiologie et une insuffisance d'équipement de microbiologie

## **iii) les produits médicaux et les technologies de santé**

La réforme du secteur pharmaceutique débuté depuis 2012 a conduit à la création de plusieurs entités à savoir, la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique de Côte d'Ivoire (NPSP-CI), l'Autorité Ivoirienne de Régulation Pharmaceutique (AIRP), la Direction de l'Activité Pharmaceutique (DAP).

Le marché illicite et la contrefaçon des médicaments, estimé à environ 30 % du marché pharmaceutique national compte tenu de son caractère clandestin est une préoccupation pour l'Etat de Côte d'Ivoire. Cela s'est traduit par la création du Comité National de Lutte contre le trafic illicite et la contrefaçon des médicaments (COTRAMED) par Décret N° 2013-557 du 05 août 2013, la signature de la Convention MEDICRIME en juillet 2019, l'organisation d'opération de saisie de médicaments vendus en dehors du circuit légal et la sensibilisation de la population à la lutte contre

les médicaments illicites. Cependant, les marchés connus pour la vente illicite de médicaments (Adjamé Roxy, Marché de Bouaké...) sur l'ensemble du territoire restent actifs.

### *Progrès réalisés*

Existence de Textes et Outils réglementaires : Liste National des Médicaments Essentiel 2020, Recueil de Protocole Thérapeutique National 2019, Directives de prise en charge des pathologies,

Concernant la gestion des antimicrobiens, plusieurs documents ont été validés : ces sont les modules de formations des comités médicaments en santé humaine, les directives de gestion des antimicrobiens 2020, la politique de gestion des antimicrobiens 2020, le plan d'action pour la GAM.

Des formations des membres de comité médicaments des CHR et de certaines cliniques d'Abidjan ont lieu en 2021

Des évaluations des comité médicaments ont été faite à l'aide d'un outil de l'USAID 2020

La catégorisation des antibiotiques est en cours à l'aide de l'outil AWARE de l'OMS 2021

### *Difficultés, barrières et défis*

En dépit des opérations visant à limiter leur approvisionnement, et à saisir les quantités détenues par les marchés pharmaceutiques illicites, ces marchés continuent de fonctionner et d'être des places fortement visitées par une partie de la population.

Pour ce qui est de la résistance aux antimicrobiens, la mauvaise diffusion du PAN-RAM et d'un système de surveillance efficace limite les résultats

Dans les différents secteurs, les données de quantification sont encore de qualité peu fiable et de disponibilité limitée ou insuffisante pour une meilleure prévision des besoins en médicament. Par conséquent, de nombreuses prévisions sont effectuées sur la base d'hypothèses ou des données de morbidité et non sur les données de consommation réelle.

Pour disposer de médicaments surs et de qualité, le contrôle doit être effectué. Le Laboratoire National de Santé Publique (LNSP) qui est habilité à le faire ne dispose pas d'un plateau technique suffisant pour assurer le contrôle qualité des produits.

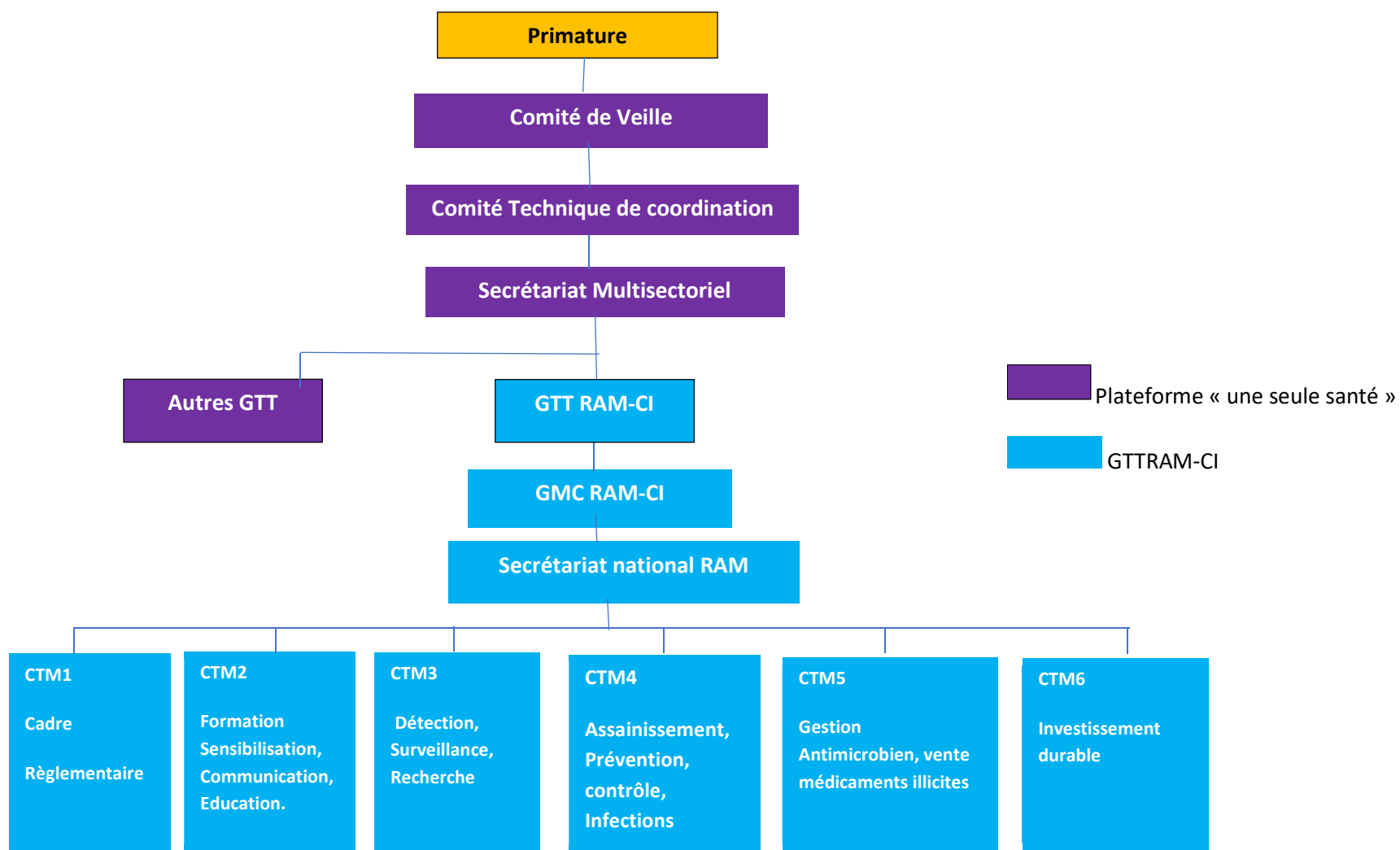
S'agissant de l'utilisation rationnelle des produits de santé, le mauvais usage des médicaments résulte du mauvais comportement des prescripteurs ainsi que des consommateurs. Par ailleurs, les directives de traitement évoluant, elles doivent être souvent révisées, adaptées et largement diffusées aux prestataires de santé, auquel cas, leur utilisation cohérente n'est pas suffisamment renforcée.

L'analyse situationnelle a été résumée dans une analyse SWOT (Voir Annexe 1).

## **REPONSE DU PAYS**

### **GOUVERNANCE**

La gouvernance de la RAM est arrimée à la Plateforme multisectorielle, issue elle-même des Ministères techniques rattachés à la Primature. Un Comité de Coordination assure le lien entre le Groupe Technique de Travail (GTT) RAM et la plateforme multisectorielle. Le GTT est dirigé par un organe central de coordination national multisectoriel dénommé Groupe Multisectoriel de Coordination sur la RAM (GMC-RAM). Le Secrétariat national de la RAM est assuré par l'Observatoire de la Résistance des Microorganismes aux antimicrobien en Côte d'Ivoire (ORMICI). Dans une approche « Une seule santé », le Centre National de Référence de la résistance (CNR) aux antibiotiques de l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire (IPCI) est le Point Focal national. Six (6) Comités Techniques Multisectoriels (CTM) sont créés en s'appuyant sur les objectifs stratégiques globaux identifiés pour réaliser le PAN-RAM. Le CTM comprend des experts de spécialités techniques désignés par le GMC-RAM et se réunit de façon ordinaire tous les deux (2) mois (réunion bimestrielle ordinaire). Toutefois, le CTM se réunit de façon extraordinaire en cas de besoin. Le CTM soumet des rapports d'activités deux semaines avant la réunion du GMC. La figure 3 ci-après présente l'Organigramme de gouvernance multisectorielle de la RAM.



**Figure 4 : Organigramme des structures de gouvernance multisectorielle de la RAM**

## **II. Rôles et attributions des organes de la gouvernance**

Les principaux organes de gouvernance de la lutte contre la RAM comprennent : le Groupe Multisectoriel de Coordination (GMC), le Secrétariat national, le Point Focal national et les Comités Techniques Multisectoriels (CTM). Les modalités de désignation des membres et les fonctions de chaque organe ont été définies.

### **1- Point focal de la résistance antimicrobienne**

Le Point focal de la résistance antimicrobienne est l’Institut Pasteur de Côte d’Ivoire, à travers le responsable du Centre National de Référence pour les antimicrobiens (CNR). Le point focal de la résistance antimicrobienne joue le rôle de secrétaire exécutif du secrétariat national de la RAM.

L’élaboration du PAN-RAM a été réalisée selon l'approche « Une seule santé » et coordonnée par le Ministère en charge de la Santé.

Les Points focaux sectoriels nommés par leurs Ministères respectifs font partie de l’ORMICI, de la santé humaine, de la santé animale, de l’environnement, de l’agriculture et de la recherche scientifique.

Le Point focal est le contact primaire pour l’ensemble des problèmes liés à la RAM dans le pays.

Le Point focal CNR-RAM devra :

1. Mettre en place des partenariats durables et œuvrer au plan national et international en faveur du confinement de la RAM ;
2. Identifier les parties prenantes et faciliter la constitution d’un GMC inclusif ;
3. Diriger et coordonner l’élaboration d’un projet de plan d’action national pour le confinement de la RAM ;
4. Faciliter et superviser la mise en œuvre, le suivi et l’évaluation du PAN-RAM par le biais du GMC.

### **2- Groupe Multisectoriel de Coordination (GMC)**

Un Groupe RAM de Coordination (GMC) sur la RAM est l'organe central de coordination national. Le GMC supervise et coordonne toutes les activités liées à la RAM dans tous les secteurs. Les membres du GMC sont des représentants de différents secteurs et disciplines, en particulier des secteurs responsables de la santé humaine, de la santé animale, de la santé environnementale, ainsi que de l'élevage et de l'alimentation.

La direction du GMC bénéficie d'un soutien politique sous l'autorité de la Primature avec une Présidence consensuelle tournante pour un mandat de 2 ans renouvelable une fois, acté par un document officiel ou arrêté interministériel de nomination (voire Charte GMC-RAM). Le premier mandat sera assuré par un Président issu du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS), le second mandat assuré par le Ministère en charge de la santé humaine, le troisième mandat assuré par le Ministère en charge de la santé animale et le dernier mandat par le Ministère en charge de l'environnement. Les opérations du PAN-RAM sont gérées et mises en œuvre par le biais du GMC sous la Présidence de l'autorité supérieure (Premier Ministre). Le responsable du GMC est une personne ressource expérimentée, compétente, suffisamment influente, ayant de l'autorité et très engagée dans la lutte contre la RAM et respectant la parité Hommes/Femmes dans l'homogénéité des membres du groupe qu'il administre. Il est également recommandé que le GMC dispose d'un mécanisme et des attestations appropriées garantissant l'absence de conflit d'intérêts de ces membres et une activité transparente en faveur de la santé publique.

Pour le démarrage des activités, une liste non exhaustive de 54 membres représentant 46 Structures et Institutions de Côte d'Ivoire a été validée (voir liste des membres du GMC). La désignation des membres se fait par un courrier écrit du secrétariat du GMC. Une série de 4 réunions par an, est convoquée le dernier jeudi ouvré du trimestre. Une majorité d'au moins un tiers des membres est exigée pour atteindre le quorum des membres convoqués ou au cas échéant les représentants issus d'au moins deux secteurs clés sur les 4 secteurs (santé humaine et animale, environnement et recherche scientifique). Les invitations sont envoyées un mois avant la date de la réunion avec rappel une semaine avant la date de réunion. Un procès-verbal sanctionne la tenue de chaque réunion avec une transmission au comité de coordination du GTT-RAM suivi d'une large diffusion à chaque représentant des structures et institutions membres.

Le Responsable de l'ORMICI est membre du GMC tout comme des représentants des Ordres nationaux (médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, vétérinaires) et des Comités médicaments des hôpitaux, du partenariat mondial pour la résistance aux anti-microbiens, des Ministres chargés de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche et des Autorités de réglementation. Les Organisations membres du GMC comprennent également des partenaires au développement et des Organisations internationales, notamment l'OMS, l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) et l'Organisation Mondiale pour la santé animale (OIE). Le GMC comprend également les Universités formant aux métiers de la santé et de l'agriculture.

## **Rôles et responsabilités du GMC**

1. Assurer la responsabilité de la coordination, le cas échéant coordonner la réponse nationale à la menace de la RAM ;
2. Superviser l'élaboration du PAN-RAM et l'approuver ;
3. Coordonner la formulation des programmes / projets nationaux sur la résistance aux antimicrobiens ;
4. Superviser et évaluer la mise en œuvre des activités de gestion du patrimoine dans le pays ;
5. Fournir une structure pour le partage d'informations afin de renforcer mutuellement les activités entre les secteurs ;
6. Faciliter et, le cas échéant, convenir, coordonner les efforts visant à contenir et à réduire la menace de la RAM aux niveaux national, régional, des districts et des communautés ;
7. Établir des liens et une collaboration avec des agences et des organisations internes et externes afin d'améliorer le programme national de lutte contre la RAM ;
8. Renforcer et promouvoir la mise en réseau national des systèmes d'information et des programmes spécifiques aux maladies afin d'assurer une utilisation efficace et efficiente des ressources et le partage de l'information ;
9. Promouvoir le partage d'expertise et de ressources pour la surveillance et la recherche intersectorielle de la résistance aux antimicrobiens ;
10. Convoquer ou organiser des séminaires scientifiques et servir de plate-forme scientifique nationale pour la résistance aux anti-microbiens.
11. Établir des partenariats durables et œuvrer aux niveaux national et international pour endiguer la résistance aux antimicrobiens ;
12. Identifier les parties prenantes et faciliter la formation d'un GMC RAM et multidisciplinaire ;

### **3- Secrétariat national de la RAM**

L'Observatoire des Résistances des Microorganismes aux anti-infectieux en Côte d'Ivoire (ORMICI) joue le rôle de secrétariat du GMC.

#### **Rôles et responsabilités du secrétariat national de la RAM**

1. Elaborer et diffuser les documents d'information, rapport et notes consultatives du GMC ;
2. Archiver les actes et les travaux des réunions du GMC ;
3. Standardiser les techniques de détection de la RAM (Procédures Opérationnelles Standardisées) ;
4. Coordonner l'élaboration, la révision, la mise à jour d'un plan d'action national pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens ;
5. Faciliter et superviser la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du plan sous la supervision du GMC ;



6. Assurer la collecte régulière de données et le partage d'informations entre toutes les parties prenantes, membres du GMC et leurs groupes constitutifs, secteurs et disciplines ;
7. Coordonner les activités nationales pour la mise en place du système de surveillance de la résistance aux antimicrobiens ; la prévention des infections, la gestion des antimicrobiens
8. Elaborer un rapport sur la prévalence et les tendances de la RAM dans le système mondial de surveillance de la RAM (GLASS) et au niveau national.

#### **4- Comités Techniques Multisectoriels (CTM)**

Des critères d'adhésion à un comité technique multisectoriel (CTM) ont été adoptés et validés par le GMC RAM. Un CTM comprend des spécialités techniques pertinentes avec des experts des maladies infectieuses, de la microbiologie, de la prévention et du contrôle des infections, de la santé sociale, de la santé animale, de l'utilisation rationnelle des médicaments, de la lutte contre les médicaments illicites, de la réglementation des aliments et des drogues, du système de surveillance, de la santé environnementale et de la promotion de la santé.

#### **Six (6) CTM ont été validés selon les objectifs :**

- 1- CTM sur le cadre réglementaire ;
- 2- CTM pour la sensibilisation, la communication et l'éducation ;
- 3- CTM sur la formation, la détection, la surveillance et la recherche ;
- 4- CTM sur l'assainissement, la prévention et le contrôle des infections ;
- 5- CTM sur la gestion de l'utilisation des antimicrobiens ;
- 6- CTM sur l'investissement durable en matière de RAM.

Chaque CTM comprend un responsable désigné par le GMC et une dizaine (10) au moins d'autres membres ; le recours à d'autres experts sera envisagé selon le sujet traité. Le responsable du CTM est un expert de la thématique du CTM et a le même mandat que celui du GMC. En cas de départ volontaire du président du GMC avant la fin de son mandat, un choix consensuel est admis pour la désignation d'un autre responsable suppléant.

Le responsable propose les membres du CTM à l'approbation du GMC. Les réunions bimestrielles (tous les 2 mois) soit un total de 6 réunions annuelles des CTM se tiendront avant celles du GMC.

Le GMC établit des termes de référence (TdR) pour chaque CTM, spécifiant la portée, les rôles et les responsabilités spécifiques. Les CTM qui sont des groupes nationaux, interagissent avec les représentants des secteurs requis dans les pays, en fonction de l'étendue de leurs travaux et font régulièrement les rapports au GMC.

**Les activités des CTM comprennent, sans toutefois s'y limiter :**

1. collaborer avec le GMC pour la formulation du PAN-RAM ou autres plans ;
2. mettre en œuvre le PAN-RAM ou autre dans le cadre de leurs objectifs stratégiques ;
3. Elaborer le plan de travail annuel conformément au PAN-RAM ;
4. informer le GMC des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'objectif stratégique correspondant ;
5. développer des documents stratégiques (POS, projets, ...) ;
6. transmettre les rapports d'activités bimestriels à l'ORMICI ;
7. élaborer un programme annuel de réunions des CTM à soumettre à l'ORMICI (au plus tard 2 semaines avant la réunion du GMC) ;
8. orienter le GMC ou le Point focal national de la RAM sur sa thématique ;
9. conseiller le GMC en matière de médicaments et traitements.

**5- Comité Médicaments des Hôpitaux (CMH)**

Le CMH a pour mandat de garantir l'utilisation rationnelle des médicaments, y compris la gestion des anti-microbiens. Les fonctions du CMH sont telles que stipulées dans les directives sur les médicaments et les traitements, notamment :

- 1- surveiller les pratiques pour se conformer aux directives de traitement standard ;
- 2- surveiller la prescription, la délivrance et l'utilisation d'antimicrobiens par rapport aux directives nationales de traitement ;
- 3- faciliter la recherche opérationnelle pour l'utilisation rationnelle des antimicrobiens ;
- 4- suivre les promotions éthiques des médicaments et des fournitures médicales par les promoteurs des médicaments ;
- 5- assurer une formation continue du personnel et prodiguer des informations sur l'utilisation d'antimicrobiens et la thérapie ;
- 6- assurer la disponibilité du matériel de référence actualisé pour les informations sur les médicaments ;
- 7- conseiller les équipes de gestion et tout le personnel sur les questions relatives aux anti-microbiens.

Les équipes d'amélioration de la qualité et de sécurité des patients et le CMH dirigent les activités de prévention et de contrôle des infections visant à réduire la propagation des infections à l'hôpital.

## **6- Comité PCI**

Le comité PCI est un organe d'orientation, de coordination, d'échanges et d'aide à la prise de décisions au niveau périphérique qui assure le relais de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de Prévention et de Contrôle des Infections associées aux soins.

A ce titre, il est chargée de :

1. accompagner le district, l'EPH et les autres établissements sanitaires dans la mise en œuvre des activités d'Hygiène Hospitalière et de Lutte contre les Infections Nosocomiales ;
2. coordonner la diffusion des outils (supports de CCC, documents de référence, matériel de collecte de données, etc.) et la mobilisation de tous les acteurs ;
3. organiser le renforcement des capacités du personnel de santé, des agents des collectivités territoriales et de la communauté en matière d'Hygiène Hospitalière et de Lutte contre les Infections Nosocomiales ;
4. œuvrer à la mise en place d'un système de gestion durable des déchets sanitaires ;
5. assurer la disponibilité et l'utilisation correcte des matériels de sécurité des injections (seringues de sécurité et boîtes de sécurité), des produits de nettoyage et d'hygiène, des équipements de protection individuelle et du matériel de collecte séparée des déchets (poubelles et sacs poubelles) dans les unités de soins ;
6. promouvoir les méthodes de gestion efficace des Accidents d'Exposition aux Liquides Biologiques ;
7. participer à l'élaboration ou à la mise à jour du micro-plan du district sanitaire ou de l'EPH ou de l'établissement sanitaire privé en matière d'Hygiène Hospitalière et de Lutte contre les Infections Nosocomiales ou de tout autre document d'orientation destiné à l'usage de tous les acteurs du district ou de l'EPH ou de l'établissement sanitaire privé ;
8. faire appliquer les normes et directives en matière d'organisation des soins hospitaliers ;
9. utiliser les outils, standards et directives pour l'élaboration des projets d'établissement hospitalier ;
10. accompagner les établissements sanitaires publics et privés dans le processus d'élaboration des projets d'établissement hospitalier ;
11. assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des activités d'Hygiène du district sanitaire ou de l'EPH ou de l'établissement sanitaire privé.

## PLAN STRATEGIQUE

Les six objectifs doivent être mis en œuvre afin d’atteindre les résultats escomptés selon le plan. Dans chaque objectif stratégique, les objectifs spécifiques, les actions stratégiques et les activités planifiées ont été identifiés.

### Objectif stratégique 1 : Renforcer le cadre organisationnel de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens

Le Plan de Sécurité Sanitaire Mondial (GHSA) développé par la tripartite (OMS, FAO et OIE) reconnaît que la menace de la RAM est avérée. C’est pourquoi elle exige une approche efficace et une coordination multisectorielle au niveau national.

Le Groupe Multisectoriel de Coordination (GMC) sur la RAM est l'organe central de coordination nationale. Le GMC supervise et coordonne toutes les activités liées à la RAM dans tous les secteurs. Pour atteindre cet objectif stratégique, les objectifs spécifiques suivants ont été identifiés :

1. Optimiser la gouvernance ou coordination du GMC-RAM du cadre de la lutte en côte d’ivoire,
2. Assurer la pérennisation des financements pour le fonctionnement du secrétariat national de la RAM (ORMICI).

### Objectif spécifique 1.1 Optimiser la gouvernance ou coordination du GMC-RAM du cadre de la lutte

Objectif spécifique 1.1	Optimiser la gouvernance ou coordination du GMC-RAM du cadre de la lutte
Action stratégique	Activités planifiées
1.1.1 amélioration de la gouvernance du plan de lutte contre la RAM	1.1.1.1. Organiser le suivi annuel du PAN- RAM 2021-25
	1.1.1.2 optimiser la communication et coordonner les activités des différents organes du GMC-RAM
	1.1.1.3. Redynamiser les organes de lutte contre la RAM
1.1.2 Assurer le fonctionnement des organes de coordination de la lutte contre la RAM	1.1.2.1. organiser les réunions, le fonctionnement du GMC et la mise en œuvre du PAN-RAM-2021-25
	1.1.2.2. organiser et participer à des activités de sensibilisation et journées scientifiques sur le RAM
	1.1.2.3. développer des prix d’excellence
1.1.3. Renforcer le cadre organisationnel de la lutte contre la résistance aux anti microbiens	1.1.3.1. Réviser les documents normatifs et réglementaires existants du GMC-RAM

**Objectif spécifique 1.2. Assurer la pérennisation des financements pour le fonctionnement du secrétariat de la RAM (ORMICI)**

Action stratégique	Activités planifiées
1.2.1 Mobilisation des ressources internes et externes pour la mise en œuvre du Plan Stratégique National (PSN)-RAM	1.2.1.1 Mobiliser des ressources internes pour la lutte contre la RAM
	1.2.1.2 Mobiliser des ressources externes pour la lutte contre la RAM

**Objectif stratégique 2 : Améliorer la sensibilisation à la RAM et la compréhension du phénomène par la communication, l'éducation et la formation**

Des mesures doivent être prises immédiatement pour sensibiliser le public à la résistance aux antimicrobiens et promouvoir le changement de comportement. Cela nécessite la mise en place de programmes de communication publique, visant tous les acteurs de la santé humaine, animale, environnementale et végétale. En outre, l'intégration du bon usage des agents antimicrobiens et de la connaissance de la résistance dans les programmes scolaires favorise une meilleure compréhension et une sensibilisation dès le plus jeune âge.

La mise en place d'un cadre de formation (professionnelle, diplômante et continue) sur la RAM constitue un élément essentiel qui va contribuer à assurer une meilleure compréhension et sensibilisation.

Pour atteindre cet objectif stratégique, les objectifs spécifiques suivants ont été identifiés.

**1- Sensibilisation et communication des risques**

## 2- éducation

Les objectifs de ces domaines prioritaires sont d'accroître la sensibilisation nationale et d'améliorer la connaissance de la résistance aux antimicrobiens.

Ces objectifs sont atteints par la mise en œuvre de diverses actions stratégiques, notamment : l'établissement d'un programme de santé fondé sur des bases factuelles en matière de communication et le plaidoyer auprès des autorités pour leur engagement effectif dans la lutte contre la RAM.

La mise en place d'un mécanisme de gestion de la RAM en tant que composante du développement professionnel continu (DPC).

### **Objectif spécifique 2.1      Organiser l'information et la sensibilisation à la RAM aux niveaux central, régional et communautaire**

<b>Action stratégique</b>	<b>Activités planifiées</b>
2.1.1 Réaliser une enquête multisectorielle socio comportementale sur la RAM et en valoriser les résultats	2.1.1.1 Réaliser une enquête multisectorielle socio comportementale sur la RAM
	2.1.1.2 Réaliser les activités de valorisation des résultats de l'enquête multisectorielle socio comportementale sur la RAM
2.1.2 Développer un Plan National intégré de Communication sur la RAM	2.1.2.1 Elaborer un Plan National intégré de Communication sur la RAM
	2.1.2.2 Mettre en œuvre le Plan National de Communication sur la RAM

**Objectif spécifique 2.2 Renforcer l'éducation et la formation du personnel des secteurs de santé humaine, animale et agroalimentaire sur la RAM**

Action stratégique	Activités planifiées
2.2.1 Intégrer les modules sur la RAM dans les programmes d'enseignement général, technique, professionnel et universitaire	2.2.1.1 Faire le plaidoyer auprès des autorités académiques et ministérielles pour l'intégration des modules sur la RAM dans les curricula de formation de base au niveau de l'enseignement secondaire et supérieur
	2.2.1.2 Concevoir les modules de formation de base sur la RAM à tous les niveaux de l'enseignement
	2.2.1.3 Concevoir les modules sur la RAM pour la formation des formateurs
2.2.2 Renforcer les capacités du personnel des secteurs de santé humaine, animale, environnementale et agroalimentaire sur la RAM	2.2.2.1 Organiser des sessions de renforcement des capacités en direction du personnel des secteurs de santé humaine, animale, agroalimentaire et environnementale sur la RAM
	2.2.2.2 Concevoir un plan pour la formation continue du personnel des secteurs de santé humaine, animale, environnementale et agroalimentaire sur la RAM
	2.2.2.3 Mettre en place un pool de formateurs pour le renforcement des capacités du personnel des secteurs de santé humaine, animale, environnementale et agroalimentaire
2.2.3 Développer une formation diplômante universitaire (Master) sur la RAM	2.2.3.1 Analyser les besoins en formation
	2.2.3.2 Esquisser et présenter le projet de formation en Master sur la RAM
	2.2.3.3 Démarrer la conception du programme de formation sur la RAM (identifier les personnes impliquées dans la responsabilité et la gestion académique et administrative du programme)
	2.2.3.4 Préparer les documents requis pour la conception du programme
	2.2.3.5 Faire approuver les documents requis pour la conception du programme
	2.2.3.6 Mettre en œuvre le programme de formation et le suivi et évaluation

### **Objectif stratégique 3 : Renforcer les connaissances et les bases factuelles sur la RAM par la surveillance et la recherche**

Bien que les agents antimicrobiens soient largement utilisés dans les domaines humain, animal, agricole et environnemental, la Côte d'Ivoire manque de données sur la consommation des antimicrobiens, leur gestion et le partage d'informations relatives aux agents anti-microbiens. En outre, il n'y a pas de programme de recherche national sur la résistance aux antimicrobiens et peu d'informations sur la résistance aux antimicrobiens chez l'homme, les plantes, les animaux et l'environnement sont disponibles dans les hôpitaux tertiaires, les instituts de recherche et les établissements d'enseignement supérieur.

Il n'existe pas de surveillance de la résistance aux antimicrobiens dans le cadre d'une approche « une seule santé », ce qui limite les efforts déployés aux niveaux national et mondial pour lutter contre le problème de la résistance aux anti-microbiens. La plupart des laboratoires manquent de matériel et de réactifs pour les services de détection liés à la RAM et les traitements sont donc rarement fondés sur les résultats de tests de sensibilité microbiologique et antimicrobienne. Il en résulte des données partielles et peu fiables sur la morbidité, la mortalité et d'autres résultats pour la santé qui sont essentiels pour la prise de décision.

Pour faire face à ces défis, les connaissances, la surveillance et la recherche sur la résistance aux antimicrobiens seront renforcées grâce à :

- la mise en place d'un système national de surveillance de la résistance aux antimicrobiens,
- la création et le renforcement des capacités d'un laboratoire national de référence et de laboratoires régionaux / zonaux désignés pour la surveillance de la résistance aux antimicrobiens,
- l'élaboration d'un programme de recherche national sur la résistance aux antimicrobiens,
- l'opérationnalisation d'un mécanisme coordonné qui garantira l'harmonisation des directives sur la résistance aux antimicrobiens, la gestion et le partage des données.

#### **Objectif spécifique 3.1 Développer un système national multisectoriel de surveillance de la RAM**

Action stratégique	Activités planifiées
--------------------	----------------------



3.1.1 Renforcer la coordination nationale de la surveillance au laboratoire de la RAM dans tous les secteurs	3.1.1.1 Redynamiser la coordination de la surveillance multisectorielle de la RAM au laboratoire
3.1.2 Améliorer le système national multisectoriel de surveillance de la RAM au laboratoire	3.1.2.1 Renforcer la surveillance au laboratoire de la RAM au niveau de la santé humaine, animale, environnementale, agroalimentaire, des eaux et des forêts
	3.1.2.2. Intégrer la surveillance au laboratoire de la RAM au niveau de la santé environnementale
	3.1.2.3. Mettre en place le réseau de surveillance de la RAM au niveau de la sécurité agroalimentaire

**Objectif spécifique 3.2 Renforcer les capacités des laboratoires en vue de produire des données microbiologiques de haute qualité permettant de prendre en charge les patients et d'appuyer les activités de surveillance dans les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale**

Action stratégique	Activités planifiées
3.2.1 Renforcement des capacités de détection de la RAM dans les laboratoires de santé humaine, animale, environnementale, agroalimentaire (bactérie, virus, parasite, champignon)	3.2.1.1 Mettre aux normes les infrastructures du CNR et des laboratoires identifiés dans le plan de surveillance de la RAM de tous les secteurs
	3.2.1.2 Doter les laboratoires d'équipements pour la détection de la RAM dans tous les secteurs
	3.2.1.3 Approvisionner en continu les laboratoires en réactifs et consommables
	3.2.1.4 Standardiser les méthodes de détection de la RAM dans tous les secteurs

	3.2.1.5 Former le personnel des laboratoires à la détection et à la notification de la RAM (standardisation des techniques de détection, biosécurité et biosûreté, conservation - packaging - transport sécurisé des échantillons) dans tous les secteurs
	3.2.1.6 Développer un mécanisme de gestion des données RAM au sein des laboratoires dans tous les secteurs
	3.2.1.7 Mettre en place un système de transport des échantillons pour la RAM dans tous les secteurs
	3.2.1.8 Identifier les laboratoires participant à la surveillance de la RAM
	3.2.1.9 Enrôler les laboratoires participants à la surveillance de la RAM dans un programme d'évaluation externe de la qualité (EEQ) national et international
3.2.2 Renforcer les capacités du CNR anti microbien de l'ORMICI	3.2.2.1 Approvisionner en continu les laboratoires en réactifs et consommables
	3.2.2.2 Accompagner le CNR ORMICI, le LANADA et le CIAPOL dans le processus d'accréditation selon les normes ISO 15189, 17025 et 14001
	3.2.2.3 Mettre en place le système d'information de laboratoire de tous les secteurs
	3.2.2.4 Développer un programme national d'évaluation externe de la qualité (EEQ) pour la RAM
	3.2.2.5 Enrôler le CNR dans le programme mondial de surveillance de la RAM (GLASS)
3.2.3 Renforcer les capacités des organes en charge de la riposte contre les antimicrobiens (C-CLIN, CLIN, SHH)	3.2.3.1 Réaliser une analyse situationnelle du réseau de services d'hygiène hospitalière ou comité de lutte contre les infections associées aux soins (IAS) en charge de la riposte contre la RAM (C-CLIN, CLIN, SHH)

	3.2.3 .2 Approvisionner en continu les organes de prévention et de lutte contre les IAS en matériels de prélèvements (boîtes de Pétri, écouvillons), réactifs et consommables
	3.2.3 .3 Standardiser les méthodes de surveillance et de prévention de lutte contre la RAM dans le secteur humain et animal
	3.2.3 .4 Former le personnel des sites pilotes retenus à l'exploitation des données de laboratoires et à la mise en place de mesures de prévention appropriée contre la RAM

### **Objectif spécifique 3.3 Identifier les priorités de la recherche opérationnelle sur la RAM**

<b>Action stratégique</b>	<b>Activités planifiées</b>
3.3.1 Recherche et développement	3.3.1.1 Soutenir les projets de Recherche fondamentale sur la RAM
	3.3.1.2 Soutenir les projets de Recherche appliquée sur la RAM

### **Objectif stratégique 4 : Réduire l'incidence des infections par des mesures efficaces d'assainissement, d'hygiène et de prévention**

De meilleures mesures d'hygiène et de prévention des infections sont essentielles pour limiter le développement et la propagation des agents pathogènes résistants aux anti-microbiens. La pharmaco-résistance ne survient pas seulement dans les établissements de santé, mais également au niveau des ménages. La Prévention et le Contrôle des Infections (PCI) avec une formation adéquate du personnel de santé et une éducation au niveau communautaire sont nécessaires pour lutter contre la résistance aux anti-microbiens.

Pour relever ces défis, trois (3) interventions prioritaires ont été identifiées, à savoir :

- mise en place d'un programme national de prévention et de contrôle des infections associées aux soins ;

- appui aux organes de prévention et de contrôle des infections associées aux soins ;
- appui aux laboratoires et aux services de diagnostic ;
- formation continue et développement professionnel par la promotion des compétences des acteurs d'hygiène et de PCI ;
- renforcement de la collaboration et le partenariat sur le plan national et international pour lutter contre la résistance aux anti-microbiens
- renforcement de la couverture vaccinale pour réduire les taux d'infections, voire la dépendance aux agents antimicrobiens ;
- réduction du risque de développement et de propagation d'agents pathogènes résistants aux antimicrobiens dans la chaîne alimentaire et dans l'environnement.

En somme, les mesures efficaces d'assainissement, d'hygiène et de prévention conduiront à l'amélioration de la santé humaine, animale et environnementale, et réduiront les coûts de traitement globaux.

#### **Objectif spécifique 4.1 Mettre en place un programme national de lutte contre les infections dues aux RAM**

<b>Action stratégique</b>	<b>Activités planifiées</b>
4.1.1 Mettre en œuvre un plan national de lutte contre les infections associées aux soins en santé humaine, animale et environnementale	4.1.1.1 Mettre en place des comités d'Hygiène, de Prévention et de Contrôle de l'Infection (HPCI) dans tous les secteurs
	4.1.1.2
4.1.2 Gérer les infections à microorganismes multirésistants chez l'homme et l'animal	4.1.2.1 Notifier les infections dues aux RAM
	4.1.2.2 Mettre en place des stratégies de quarantaine et d'isolement des patients infectés par des microorganismes RAM à potentiel épidémique (Cf. Objectif stratégique 3)
	4.1.2.3 Développer la recherche opérationnelle en matière de contrôle et de prévention des infections dues aux RAM
	4.1.3.1 Cf. Programme de biosécurité et de biosûreté

4.1.3 Renforcer le plateau technique en matière de contrôle et prévention des infections dues aux RAM	4.1.3.2 Cf. Programme en charge de la gestion des Infections nosocomiales
4.1.4 Améliorer la sécurité sanitaire des aliments et des eaux par le renforcement de la collaboration multisectorielle	4.1.4.1 Mettre à jour les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'inspection selon les normes internationales
	4.1.4.2 Mettre en place un Plan de contrôle et de surveillance des effluents véhicules des bactéries RAM
	4.1.4.3 Surveiller les denrées de grande consommation (poissons, œufs, lait, pain, ...)

#### **Objectif spécifique 4.2 Introduire des programmes de lutte contre l'infection dans l'exercice de la médecine vétérinaire et dans l'élevage animal**

Action stratégique	Activités planifiées
4.2.1 Œuvrer aux changements de comportements et aux bonnes pratiques de santé animale et à l'hygiène	4.2.1 .1 Elaborer les référentiels de bonnes pratiques de santé animale et à l'hygiène
4.2.2 Renforcer les capacités des vétérinaires, les techniciens et les leaders d'association d'éleveurs	4.2.2 .1 Former les vétérinaires, les techniciens et les leaders d'association d'éleveurs dans la lutte contre les infections dans l'exercice de la médecine

#### **Objectif stratégique 5 : Optimiser l'utilisation rationnelle des médicaments antimicrobiens en santé humaine, animale et environnementale**

L'utilisation irrationnelle d'anti-microbiens, avec pour conséquence l'émergence des résistances chez l'homme est bien connue et décrite. Cette problématique est de plus en plus d'actualité dans les élevages, du fait de l'utilisation abusive des antimicrobiens comme facteurs de croissance ce qui occasionne des résidus dans les denrées alimentaires d'origine animale (viande, lait, œufs...). La mise en place d'une gestion rationnelle des antimicrobiens permettra de prévenir le développement de cette résistance aussi bien chez l'homme que chez l'animal. Les domaines prioritaires pour résoudre ce problème comprennent l'amélioration du cadre réglementaire pour la préservation des agents antimicrobiens et la révision des politiques et directives relatives à l'utilisation des antimicrobiens dans le pays.

Les interventions comprendront le renforcement de l'autorité de réglementation chargée du contrôle de la qualité, de la distribution et de l'utilisation des agents anti-microbiens. D'autres stratégies consistent à renforcer la sensibilisation des patients et des prestataires de soins de santé, à réduire la prévalence des médicaments non conformes destinés à un usage humain et vétérinaire, et à l'utilisation inappropriée et non réglementée d'agents antimicrobiens en agriculture à renforcer la gestion de l'utilisation d'antimicrobiens dans les établissements de santé, en fournissant une base factuelle de prescription et de délivrance des soins standards. Cette gestion consistera à surveiller et à évaluer l'utilisation et la consommation d'antibiotiques à tous les niveaux. Les objectifs stratégiques de la gestion de l'utilisation d'antimicrobiens ont été définis dans ce document comme suit :

**Objectif spécifique 5.1 : Garantir un accès ininterrompu des médicaments antimicrobiens de bonne qualité**

Action stratégique	Activités planifiées
5.1.1 Garantir la qualité des antimicrobiens commercialisés sur le territoire national	5.1.1.1 Renforcer le contrôle pré et post Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) des anti-microbiens
	5.1.1.2 Appuyer les laboratoires pour le contrôle des agents antimicrobiens en pré et post AMM
5.1.2 Garantie de la disponibilité, l'accessibilité géographique et financière des antimicrobiens sur le territoire national	5.1.2 .1 Mettre en place une chaîne d'approvisionnement et un système d'information pharmaceutique solides, capables de signaler à l'avance les pénuries et ruptures de stock possibles de médicaments antimicrobiens
	5.1.2.2 Mettre à jour la liste positive des médicaments vétérinaires circulant sur le territoire national y compris les antimicrobiens en sante animale
	5.1.2.3 Réaliser la cartographie des approvisionnements et de la distribution/consommation des médicaments vétérinaires
	5.1.2.4 Elaborer le Système d'information en gestion logistique des médicaments vétérinaires

	5.1.2.5 Renforcer les capacités des formateurs nationaux en quantification des médicaments vétérinaires
	5.1.2.6 Collecter les données nécessaires à la quantification (y compris la consommation des antimicrobiens en médecine vétérinaire) pour la quantification et l’approvisionnement en médicaments et intrants de laboratoire vétérinaires
	5.1.2.7 Réaliser la quantification des médicaments vétérinaires y compris les antimicrobiens en santé animale
5.1.3. Contribution à la lutte contre les produits dont les antimicrobiens de qualité inférieure et falsifiés (OS1)	5.1.3.1. Renforcer les capacités des comités de lutte contre les antimicrobiens de qualité inférieure et falsifiés
	5.1.3.2 Renforcer l’inspection des établissements publics et privés en santé humaine, animale, agricole
	5.1.3.3 Renforcer les missions d’inspection dans les installations classées (unité industrielle) détentrices des antimicrobiens
	5.1.3.4 Renforcer les campagnes de surveillance des résidus d'antimicrobiens dans les matrices environnementales et agro-alimentaires
	5.1.3.5 Renforcer les campagnes d’assainissement du marché du médicament vétérinaire (CAMMVET)
	5.1.3.6 Renforcer les campagnes d’assainissement du marché des produits phytosanitaires (DPVCQ)

**Objectif spécifique 5.2**
**Améliorer l'utilisation des agents antimicrobiens en milieux de soins**

Action stratégique	Activités planifiées
5.2.1 Renforcer la formation des prescripteurs des antimicrobiens en santé humaine, animale et environnementale	5.2.1.1 Faire le plaidoyer auprès des autorités académiques et ministérielles pour l'intégration des modules sur la GAM dans les curricula de la formation de base au niveau de l'enseignement secondaire et supérieur
	5.2.1.2 Concevoir des manuels et les modules sur la GAM de la formation de base à tous les niveaux de l'enseignement
	5.2.1.3 Mettre en place un pool de formateurs pour le renforcement des capacités des personnels de santé humaine, animale et environnementale
5.2.2 Mettre en place un système national de surveillance des anti-microbiens	5.2.2.1 Organiser la formation des prescripteurs, dispensateurs et autres professionnels de la santé sur l'utilisation rationnelle des antimicrobiens en santé humaine
	5.2.2.2 organiser la formation des prescripteurs, dispensateurs et autres professionnels de la santé sur l'utilisation rationnelle des agents antimicrobiens en santé animale
	5.2.2.3 Organiser la formation dispensateurs, operateurs et autres professionnels de la santé sur l'impact de l'utilisation des antimicrobiens (pesticides) sur l'environnement
	5.2.2.4 organiser la formation des pharmaciens, vétérinaires, médecins et chirurgiens-dentistes (public et privé) sur la RAM via e-learning
5.2.3. Sensibilisation des acteurs et de la population en particulier sur l'importance de la gestion rationnelle et de l'usage des antimicrobiens	5.2.3.1 Organiser des campagnes de sensibilisations des acteurs et des populations
	5.2.3.2 - Promouvoir et coordonner l'accès à des tests diagnostiques microbiologiques, appropriés et abordables (tests de diagnostic, test de sensibilité)
5.2.4 Implémentation des activités de gestion des antimicrobiens dans les établissements de santé sentinelles/ Rendre fonctionnelle les comités médicaments existant dans les établissements	5.2.4.1 Redynamiser l'activités des comités médicaments dans les établissements sentinelles de santé humaine et des cellules de gestion de médicaments vétérinaires
	5.2.4.2. Renforcement les capacités des comités médicaments et des cellules de gestion des antimicrobiens dans les établissements sentinelles de santé humaine et animale



**Objectif spécifique 5.3 : Renforcer le système national de surveillances des antimicrobiens**

5.3.1. Mettre en œuvre une surveillance continue de la consommation et de l'utilisation des antimicrobiens	5.3.1.1. Réaliser la surveillance continue de la consommation (importation, distribution ...) des antimicrobiens à usage humain, vétérinaire et agricole
	5.3.1.2 Réaliser la surveillance continue de l'utilisation (hopitaux...) des antimicrobiens à usage humain et vétérinaire

**Objectif spécifique 5.4: Renforcer la réglementation et système normatif en matière de gestion et d'usage des antimicrobiens**

5.4.1. Optimisation de la réglementation de la prescription et de la dispensation des médicaments antimicrobiens	5.4.1.1 Proposer un cadre réglementaire pour assurer un meilleur usage des antimicrobiens
	5.4.1.2 Élaborer et adopter des textes réglementaires pour optimiser l'importation, la production et l'utilisation d'antimicrobiens
5.4.2. Développement ou révision le cadre réglementaire national pour une utilisation appropriée des antimicrobiens	5.4.2.1 Renforcer la réglementation spécifique à la gestion des antimicrobiens à usage vétérinaire en matière de pharmacovigilance, de surveillance RAM et d'analyse de laboratoires
	5.4.2.2. Renforcer la réglementation spécifique à la gestion des antimicrobiens à usage vétérinaire à la prescription, la dispensation des médicaments vétérinaires et à la surveillance des résidus dans les aliments
	5.4.2.3 Renforcer la réglementation spécifique à la gestion des antimicrobiens dans les secteurs environnemental et agro alimentaire
	5.4.2.4 Diffuser et vulgariser les documents nationaux de gestion rationnelle des médicaments antimicrobiens.
5.4.3. Élaboration / mise à jour et diffuser des lignes directrices nationales sur la gestion des antimicrobiens / directives de traitements incluant la liste des médicaments essentiels (LME) pour les antibiotiques favorisant l'utilisation appropriée des antimicrobiens	5.4.3.1 Élaborer / mettre à jour et diffuser la liste des médicaments essentiels (LME) pour les antibiotiques favorisant l'utilisation appropriée des antimicrobiens
	5.4.3.2 Réviser le répertoire des protocoles thérapeutiques nationaux (RPTN)

	5.4.3.3 Elaborer et valider le répertoire des protocoles thérapeutiques nationaux (RPTN) pour la santé animale
	5.4.3.4. Faire la catégorisation des antibiotiques de la liste nationale des médicaments essentiels avec l’outil AWARE de l’OMS
5.4.4. Révision de la liste des pesticides homologués favorisant une utilisation appropriée.	5.4.4.1 Réviser la liste des pesticides homologués et la liste des pesticides obsolètes dans le secteur environnemental et agricole

### **Objectif stratégique 6 : Promouvoir les investissements durables en fonction des besoins du pays ainsi que la recherche et le développement**

Des efforts de recherche ciblés et interdisciplinaires sont nécessaires pour combler les lacunes en matière de compréhension de la survenue de la résistance aux anti-microbiens, de sa propagation et de son impact épidémiologique sur les agents pathogènes et les maladies chez l'homme et chez l'animal. Une meilleure compréhension de la question de la résistance aux antimicrobiens permettra de garantir que des mesures ciblées et efficaces pourront également être prises à l'avenir.

De nouveaux médicaments, outils de diagnostic et vaccins sont nécessaires pour lutter contre les nouveaux agents pathogènes résistants aux anti-microbiens. Pour y parvenir, des études seront menées afin de déterminer les arguments économiques en faveur d'investissements supplémentaires dans la recherche pour la découverte de nouveaux anti-microbiens, la mise au point de nouveaux outils de diagnostic, la vaccination et d'autres interventions.

Afin de préparer les arguments économiques en faveur d'investissements durables dans les interventions de résistance aux anti-microbiens, les investissements nécessaires seront identifiés, les priorités de recherche scientifique fondamentale sur la résistance aux antimicrobiens seront définies et la collaboration internationale sera encouragée afin de soutenir les recherches et les essais de technologies innovantes.

#### **Objectif spécifique 6.1 Evaluer les besoins d'investissements**

<b>Action stratégique</b>	<b>Activités planifiées</b>
6.1.1 - Evaluer les besoins en investissements pour la mise en œuvre du PAN sur la RAM	6.1.1 1 Identifier les besoins et les ressources disponibles pour la mise en œuvre du PAN en utilisant une approche une seule santé

6.1.2- Intégrer le PAN sur la RAM dans les plans sectoriels	6.1.2.1 Développer les besoins en investissement RAM
	6.1.2.2 Intégrer le PAN de la RAM dans les plans sectoriels
6.1.3- Impliquer les secteurs public et privé (nationaux et internationaux) et les partenaires de développement sur les besoins en investissements pour la mise en œuvre du PAN sur la résistance aux anti-microbiens	6.1.3.1. Mobiliser les partenaires au développement locaux et internationaux à la mise en œuvre du PAN sur la résistance aux anti-microbiens

## **Objectif spécifique 6.2 Soutenir et prioriser la recherche sur les maladies infectieuses chez l'homme et l'animal**

Action stratégique	Activités planifiées
6.2.1 Identifier les domaines prioritaires de collaboration potentielle dans l'investigation des sources naturelles de biodiversité et des référentiels en tant que source de nouveaux agents anti-microbiens	6.2.1.1 Organiser une réunion des parties prenantes pour identifier les domaines prioritaires de collaboration
	6.2.1.2 Identifier des collaborateurs potentiels locaux et internationaux

## **Objectif spécifique 6.3 Promouvoir les investissements dans la recherche et le développement (R & D) de nouveaux médicaments, outils de diagnostic, vaccins et autres alternatives thérapeutiques**

Action stratégique	Activités planifiées
6.3.1 Développer des innovations thématiques sur les nouveaux médicaments, outils de diagnostic, vaccins et autres alternatives thérapeutiques	6.3.1.1 Réaliser un état des lieux de la recherche sur l'activité antibactérienne des extraits de plantes et d'algues en Côte d'Ivoire
	6.3.1.2 Elaborer et valider un projet de recherche sur les extraits de plantes ou d'algues sur les RAM comme alternative thérapeutique sur les bactéries multi résistantes

## PLAN OPERATIONNEL ET BUDGET

La matrice du plan opérationnel comprend les sous-activités, la mesure unitaire, la quantité, la date de réalisation d'une sous-activité, la portée de mise en œuvre, le coût de la mise en œuvre, la source de financement, les indicateurs et les livrables.

**Objectif stratégique 1 : Renforcer le cadre organisationnel de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens**

**Objectif spécifique 1.1. : Assurer la mise en place du cadre de la lutte contre la RAM**

**Action stratégique 1.1.1. : amélioration de la gouvernance du plan de gestion des antimicrobiens**

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
1.1.1.1. organiser le suivi annuel du PAN- RAM 2021-25								
1.1.1.1.1. Budgétiser le PAN RAM 2021-25 par experts nationaux (5 personnes 20 jours hors abidjan, 75000f/jour)	expertise	1	2022	national	secretariat RAM	7 500 000	partenaire	plan annuel RAM existe
1.1.1.1.2. consolider et Valider le plan opérationnel annuel budgétisé de la PAN RAM (2 ateliers de 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	Atelier	2	2022	national	secretariat RAM	24 472 600	partenaire	plan annuel RAM existe
1.1.1.1.3 Organiser la revue annuelle du plan de PAN RAM chaque fin d'exercice budgétaire (1 atelier par an de 40 personnes pendant 5 jours Hors abidjan)	Atelier	5	2022-23-24-25	national	secretariat RAM	40 000 000	BIOMERIEUX	plan annuel RAM revu
1.1.1.1.4 Former les membres du CTM à la RAM et aux outils de gestion de la RAM (2 sessions de formation par an de 5 jours avec 2 formateurs hors abidjan 40 personnes)	formation	20	2022-23-24-25	national	secretariat RAM	40 000 000	partenaire/ministere	nombre membre du ctm formé
1.1.1.1.5 organiser des ateliers de priorisation annuelle des activités du plan RAM par le GMC (5 ateliers à raison de 1 atelier par an de 5jours 25personnes Hors abidjan)	atelier	5	2022-24	national	Point focal	8 680 000	partenaire/ministere	domaines prioritaires identifiés/ rapport d'atelier
1.1.1.1.6 Elaborer le plan de suivi evaluation de la PAN RAM par des experts nationaux (5 personnes pendant 20 jours hors abidjan 75000f/jour)	expertise	1	2022	national	Point focal	7 500 000	partenaire/ministere	plan de suivi évaluation RAM
1.1.1.1.7. Valider le plan de suivi evaluation de la PAN RAM (1 ateliers de 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	atelier	1	2023	national	Point focal	8 680 000	partenaire/ministere	plan de suivi évaluation RAM
1.1.1.1.8. Editer et diffuser les plans strategique, opérationnels et de suivi évaluation de la lutte contre RAM (500 copies papiers, par site web nationaux et partenaires)	diffusion	1	2022	national	Point focal	5 000 000	partenaire/ministere	PAN RAM
1.1.1.1.9. organiser des ateliers pour realiser la revue du PAN RAM 2021-2025 par CTM (6 ateliers, 15 personnes/ ateliers, 5 jours par atelier hors Abidjan)	expertise	6	2024-25	national	Point focal	37 050 000	partenaire/ministere	PAN RAM

1.1.1.1.10. organiser la revision du PAN-RAM 2021-2025 par des experts nationaux (8 experts, 60 jours, 100000 par jour par personnes)	expertise	1	2025	national	Point focal	48 000 000	partenaire/ministere	PAN RAM
1.1.1.1.11. organiser l'atelier de valider du PAN RAM 2026-2030 (1 atelier, 30 personnes, 5 jours hors Abidjan)	atelier	1	2025	national	Point focal	9 850 000	partenaire/ministere	PAN RAM 2025-2030
1.1.1.1.12. editer et diffuser les PAN-RAM 2026-2030	edition	1	2025	national	Point focal	5 000 000	partenaire/ministere	PAN RAM
total1						236 732 600		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livable
1.1.1.2 optimiser la communication et coordonner les activités des différents organes du GMC-RAM								
1.1.1.2.1 Renforcer la coordination en moyens de fonctionnement pour la mise en œuvre du plan annuel RAM	fonctionnement	forfait	2022-23-24-24	national	ctm	30 000 000	partenaire/ministere	moyen de fonctionnement
1.1.1.2.2 Assurer le fonctionnement des 6 CTM	fonctionnement	12	2022-23-24-25	national	Point focal	30 000 000	partenaire/ministere	moyen de fonctionnement
total2						60 000 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livable
1.1.1.3. Redynamiser les organes de lutte contre (ou de gestion de) la RAM								
1.1.1.3.1 Renouvellement des membre des organes du Groupe Technique de Travail (GTT) pour la gestion de la RAM(6 reunion, 15 personnes, 1 jour, abidjan)	reunion	6	2022	national		11 250 000	partenaire/ministere	liste de membre de ctm
1.1.1.3.2 organiser une reunion bilan des organe du GMC RAM (secretaire executif et CTM)(6 reunion, 15 personnes, 1 jour, abidjan)	reunion	6	2022	national	Point focal	11 250 000	partenaire/ministere	rapport de reunion
total3						22 500 000		

#### Action stratégique 1.1.2. :

Assurer le fonctionnement des organes coordination de la lutte contre la RAM

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livable
---------------	-------	----------	------	--------	--------------------	----------------	-----------------------	--------------------

1.1.2.1. organiser les réunions, le fonctionnement du GMC et la mise en œuvre du PAN-RAM-2021-25

1.1.2.1.1 organiser les reunions trimestrielles de coordination du secretariat RAM (20 reunion, 15 personnes, 1 jour, abidjan)	reunion	20	22-23-24-25	national	secretariat RAM ctm	5 000 000	partenaire/ministere	existence de rapport de suivi des reunions
1.1.2.1.2 Organiser les réunions/ateliers bimestrielles ou biannuelle de suivi du plan annuel de la PAN RAM et de de mise à jour des progrès de la lutte contre la RAM (6 reunion, 15 personnes, 1 jour, abidjan)	reunion/atelier	30	2022-23-24-25	national	ctm	11 250 000	Biomerieux	rapport de suivi des activités
1.1.2.1.3 Assurer le fonctionnement du GMC, du point focal et du secretariat executif	fonctionnement	forfait	2022-23-24-25	national	Point focal	30 000 000	partenaire/ministere	rapport de reunion
1.1.2.1.4 Personnel d'appui : coordonnateur (1) secretaire permanent (2) conducteur courtier (4) financier (2) suivi evaluteur (1), logisticien (1), salaire, couverture medicale, vehicule 4x4 (4), frais de communication, bureautique, internet, location de siege, gardiennage (1) service entretien (1) frais de fonctionnement du siege, carburant, maintenance logistique,	fonctionnement	forfait	2022-23-24-25	national	Point focal	45 000 000	partenaire/ministere	
1.1.2.1.5 Assurer des primes de motivation des fonctionnaires fonctionnaires et agents non contractuel de la RAM	fonctionnement	forfait	2022-23-24-25	national	Point focal	18 000 000	partenaire/ministere	liste des personnes ayant reçu de prime
1.1.2.1.5 organiser 2 sessions annuelles du groupe de travail technique sur la RAM. (20 reunion, 15 personnes, 1 jour, abidjan)	reunion	10	2022-23-24-25	national		10 000 000	CDC	rapport de reunion

total4 119 250 000

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
1.1.2.2. organiser et participer à des activités de sensibilisation et journées scientifiques sur le RAM								
1.1.2.2.1 organiser des semaines nationales et internationales de la lutte contre la RAM (5 journées mondiales de lutte contre la RAM Abidjan et interieurs du pays à raison de 1 session de 1 semaine par an)	sensibilisation	5	2022-2023-2024-2025	national	president GMC	125 000 000	CDC	rapport de semaine national
1.1.2.2.2 organiser des journées nationales et internationale du lavage des mains et de l'hygiène des mains (5 journées nationale de lavage et hygiène des mains à raison de 1 session de xxx jours par an abidjan et interieurs du pays)	sensibilisation	5	2022-2023-2024-2025	national	president GMC	75 000 000	partenaire/ministere	rapport des journées national

1.1.2.2.3 participer à des congrès scientifiques internationales sur la RAM (3 congrès par an de 5 jours pour 2 à 3 personnes par congrès)	congrès	75	2022-2023-2024-2025	national	président GMC	225 000 000	partenaire/ministère	rapport de participation au congrès
1.1.2.2.4 organiser des journées scientifiques nationales sur la RAM (3 congrès nationaux par an de 5 jours pour 250 à 300 personnes par congrès Abidjan et hors Abidjan)	sensibilisation	15	2022-2023-2024-2025	national	président GMC	900 000 000	partenaire/ministère	rapport de journées scientifiques

total5 1 325 000 000

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
1.1.2.2. organiser et participer à des activités de sensibilisation et journées scientifiques sur le RAM								
1.1.2.2.1 organiser des semaines nationales et internationales de la lutte contre la RAM (5 journées mondiales de lutte contre la RAM Abidjan et intérieurs du pays à raison de 1 session de 1 semaine par an)	sensibilisation	5	2022-2023-2024-2025	national	président GMC	125 000 000	CDC	rapport de semaine nationale
1.1.2.2.2 organiser des journées nationales et internationale du lavage des mains et de l'hygiène des mains (5 journées nationale de lavage et hygiène des mains à raison de 1 session de xxx jours par an Abidjan et intérieurs du pays)	sensibilisation	5	2022-2023-2024-2025	national	président GMC	75 000 000		rapport des journées nationale
1.1.2.2.3 participer à des congrès scientifiques internationales sur la RAM (3 congrès par an de 5 jours pour 2 à 3 personnes par congrès)	congrès	75	2022-2023-2024-2025	national	président GMC	225 000 000		rapport de participation au congrès
1.1.2.2.4 organiser des journées scientifiques nationales sur la RAM (3 congrès nationaux par an de 5 jours pour 250 à 300 personnes par congrès Abidjan et hors Abidjan)	sensibilisation	15	2022-2023-2024-2025	national	président GMC	900 000 000		rapport de journées scientifiques

total5

1 325 000 000

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
1.1.2.3. développer des prix d'excellence								
1.1.2.3.1 organiser la remise du prix du meilleur journaliste Ram	prix	5	2022-23-24-25	national		90 000 000		rapport de remise de prix
1.1.2.3.2 organiser la remise du prix de la meilleure these sur la RAM	prix	5	2022-23-24-25	national		90 000 000		rapport de remise de prix
					total	180 000 000		

**Action stratégique 1.1.3. :**

Renforcer le cadre organisationnel de la lutte contre la résistance aux anti microbiens

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
1.1.3.1. Réviser les documents normatifs et réglementaires existants du GMC-RAM								
1.1.3.1.1 Recruter des experts nationaux pour recenser les instruments juridiques pertinents pour la RAM ;repertorier les administrations et les organismes détenteurs des textes) (3 réunions, 15 personnes, 1 jour, Abidjan).	reunion	3	2022-23-24	national	CTM1	1 500 000	Ministeres / partenaires	compte-rendus disponibles
1.1.3.1.2 organiser le recensements des instruments juridiques pertinents pour la RAM ;repertorier les administrations et les organismes détenteurs des textes par les experts (15 personnes pour 3 jours, hors abidjan)	expertise	1	2022-23-24	national	CTM1	10 000 000	Ministeres / partenaires	travaux des experts prévalidés
1.1.3.1.3 organiser un atelier de Validation nationale de la liste des instruments juridiques de la RAM (30 personnes pour 3 jours, hors abidjan)	atelier	1	2022-23-24	national	CTM1	15 000 000	Ministeres / partenaires	liste des instruments juridiques des expert validés
1.1.3.1.4 organiser des reunions de planification pour la revision des instruments juridique se rapportant à la RAM issue du rapport recensement des experts (30 personnes sur 3 jours, hors abidjan)	reunion	1	2022	national	CTM1	10 000 000	Ministeres / partenaires	plan de revision des instruments juridiques
1.1.3.1.4 elaborer ou reviser les instruments juridiques se rapportant à la RAM issue du rapport recensement des experts (30 personnes sur 3 jours, hors abidjan)	expertise	1	2022	national	CTM2	1 000 000	Ministeres / partenaires	nombre d'instruments juridiques révisés



1.1.3.1.4 élaborer ou reviser les instruments juridiques se rapportant à la RAM issue du rapport recensement des experts (30 personnes sur 3 jours, hors abidjan)	expertise	1	2022	national	CTM3	10 000 000	Ministeres / partenaires	nombre d'instruments juridiques révisés
total						47 500 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livvable
1.1.3.2. Elaborer et valiser de textes complémentaires normatifs et réglementaires du GMC-RAM								
1.1.3.2.1 organiser des reunions de planification pour l'élaboration des textes complementaires normatifs et reglementaire du GMC-RAM (30 personnes sur 3 jours, hors abidjan)	reunion	1	2022	national	CTM1	10 000 000	Ministeres / partenaires	plan d'élaboration des textes complementaires
1.1.3.2.2 Elaborer les textes normatifs et reglementaires complementaires du GMC-RAM par des experts (15 personnes sur 3 jours, hors abidjan 3 ateliers) par an de 2022 - 2025	expertise	12	2022 - 2025	national	CTM1	20 000 000	Ministeres / partenaires	nombre projets de textes normatifs disponibles
1.1.3.2.3 Valider les textes normatifs et reglementaires complementaires du GMC-RAM par des experts ( 40 personnes sur 3jours, Yamoussoukro) 3 ateliers par an de 2022 - 2025	ateliers	12	2022 - 2025	national	CTM1	12 000 000	Ministeres / partenaires	nombre projets de textes normatifs disponibles
1.1.3.2.4 Organiser le suivi de la signature des instruments juridique afin de la injecter dans le droit positif national ou sous regional(reunion 40 personnes sur 3jours, abidjan) 3 ateliers par an de 2022 - 2026	reunion	16	2023 - 2025	national	CTM2	16 000 000	Ministeres / partenaires	nombre de textes normatifs signés
total						48 000 000		

## Objectif spécifique 1.2. Assurer la pérennisation des financements pour le fonctionnement du Secrétariat RAM

### Action stratégique 1.2.1

Mobilisation des ressources internes et externes pour la mise en œuvre du Plan Stratégique National (PSN)-RAM

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livvable
1.2.1.1 Mobiliser des ressources internes pour la lutte contre la RAM								
1.2.1.1.1. Organiser un atelier de présentation du plan annuel de PAN RAM aux parties prenantes (Mobiliser des ressources, appropriation et information des ministères apres la mise en œuvre du plan annuel de la PAN RAM) (2 ateliers de 40 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	Atelier	4	2022	national	secretariat RAM	12 136 300	partenaire/ministere	plan annuel RAM existe

1.2.1.1.2 organiser une reunion de presentation du Plan strategique RAM à tous les ministeres pour appropriation (1 reunion par ministere)	reunion	6	2022-23	national	secretariat RAM	11 250 000	partenaire/ministere	rapport de reunion
1.2.1.1.3 Développer un plan de plaidoyer pluriannuel pour faire avancer les principales priorités liées à la RAM ou elaborer ou réviser et adopter un document de plaidoyers (atelier de 40 personnes pour 4 jours, Abidjan )	expert	1	2022	national	CTM1	15 000 000	BTA	nombre de document de plaidoyer sur la RAM élaboré
1.2.1.1.4 Adopter ou valider le document de plaidoyers (atelier de 40 personnes pour 4 jours, Abidjan )	Atelier	1	2022	national	CTM3	10 340 000	ministeres / partenaires	nombre de document de plaidoyer sur la RAM élaboré
editer et diffuser le document de plaidoyers (25 copies par ministeres pour 6 ministeres et partenaires, Abidjan)	copies	300	2023	national	CTM1	1 500 000	ministeres / partenaires	nombre de partenaires ayant reçu le document de plaidoyer
1.2.1.1.5 organiser des réunions de plaidoyer pour la mise en place d'un fonds de la lutte contre la RAM auprès des 5 ministères concernés (5 rencontre à raison de 1 rencontre par ministère par 1/2 journée, Abidjan, 2023- 2025)	Reunion	5x3 = 15	2023 - 2025	national	CTM1	37 500 000	partenaire/ministere	Nombre de rencontre
1.2.1.1.6 organiser une table ronde de plaidoyer pour la mise en place d'un fonds de la lutte contre la RAM auprès des partenaires (1 rencontre avec tous partenaires, ministères et privés; 1/2 journée 100 personnes de haut niveau, Abidjan)	Table ronde	2	2023, 2025	national	CTM1	12 000 000	partenaire/ministere	nombre de participant à la tables ronde
1.2.1.1.7 Identifier les besoins en ressources disponibles pour la mise en œuvre du PAN-RAM en utilisant l'approche " une seule santé" et développer les besoins en investissement du PAN-RAM (20 personnes 2 jours abidjan, tous les 02 ans )	réunion	2	2022 , 2024	national	CTM6	12 000 000	Ministères/Partenaires	compte-rendu de réunion disponible
1.2.1.1.8 Intégrer le PAN-RAM dans les plans sectoriels(MIRAH-MINEDD-MSHPCMU-MEMINADER-MESRS) (GTT 15 personnes 2 jours abidjan) //NB:Impliquer les Ministères en charge de l'Economie et du Budget ainsi qu'une personne ressource des banques	réunion	4	2022 -2025	national	CTM6	30 000 000	Ministères/Partenaires	compte-rendu de réunion disponible

total 141 726 300

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
1.2.1.2 Mobiliser des ressources externes pour la lutte contre la RAM								
1.2.1.2.1 recruter des expert nationaux pour l'elaboration de la cartographie des financement de la RAM	Réunion	1	2022	national	secretariat RAM	1 000 000	partenaire/ministere	

1.2.1.2.2 Elaborer la cartographie des financement de la RAM par des experts nationaux (expert, 45 jours Abidjan)	expertise	1	2022	national	secretariat RAM	10 125 000	partenaire/ministere	cartographie des financement de la RAM
1.2.1.2.3 Valider la cartographie des financement de la RAM (atelier 30 personnes, 49 000f par jour et par personne, 5 jours hors abidjan)	atelier	1	2022	national	secretariat RAM	9 850 000	partenaire/ministere	liste des partenaires financiers de la Ram
1.2.1.2.4 Impliquer les secteurs public et privé (locaux et internationaux) et les partenaires au développement sur les besoins en investissements et fonctionnement pour la mise en œuvre du PAN-RAM (1 rencontre avec les entreprises privées chaque 2 mois par an pour 20 personnes par reunion à abidjan)	Réunion	30	2023	national	secretariat RAM	3 000 000	partenaire/ministere	nombre de partenaires impliqués
1.2.1.2.5 Mobiliser les partenaires au développement à la mise en œuvre du PAN-RAM (50 personnes sur un jour Abidjan deux fois par an).	Réunion	8	2022 -2025	national	Secretariat RAM	8 000 000	Ministères/Partenaires	partenaires au développement engagés/ document d'engagement signé par les partenaires
total						31 975 000		

**total général ob1 : 2 212 683 900**

## Objectif stratégique 2 : Améliorer la sensibilisation à la RAM et la compréhension du phénomène par la communication, l'éducation et la formation

### Objectif spécifique 2.1 Organiser l'information et la sensibilisation à la RAM au niveau central, régional et communautaire

#### Action stratégique 2.1.1

Réaliser une enquête multisectorielle socio comportementale sur la RAM et valoriser les résultats

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
2.1.1.1 Réaliser une enquête multisectorielle socio comportementale sur la RAM								
2.1.1.2 Réaliser les activités de valorisation des résultats de l'enquête multisectorielle socio comportementale sur la RAM								
2.1.1.2.1 Reproduire le rapport de l'enquête en 1000 (document 100 pages) exemplaires	Exemplaire de rapport	1000	2024	National	GMC secrétariat	2 000 000	BTA	Nombre d'exemplaire produits
2.1.1.2.2 Organiser des réunions pour diffuser les résultats de l'étude qualitative avec la population ciblée dans les sites où l'étude a été mise en œuvre.	Session de restitution		2024-2025	régionale	GMC secrétariat	9000000	BTA	Rapport de réunion

total 11 000 000

#### Action stratégique 2.1.2

Développer un Plan National intégré de Communication sur la RAM

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
2.1.2.1 Elaborer un Plan National intégré de Communication sur la RAM								
2.1.2.1.1 Organiser 1 édition de Journées scientifiques (ORMICI) chaque année pendant trois (3) jours sur 5 ans pour partager les résultats des différentes études sur la RAM (250 participants par édition)	TDR	1	2022-23-24-25	Abidjan	GMC secretariat	12 500 000	GMC secretariat	livre des résumés, rapport d'édition, liste de présence, photos de famille et de l'évènement
2.1.2.1.2 Renforcer les capacités de 125 professionnels de santé par trimestre, à travers les Enseignements Post-Universitaires (EPU) sur 2 ans	EPU	8	2022-23-24-25	Abidjan	GMC	1 800 000	GMC	nombre de professionnel de santé formé, rapport de formation

2.1.2.1.3 Organiser deux (2) exercices de simulation, par trimestre avec les vétérinaires et les aides vétérinaires (125 participants /exercice ) sur 1 an.	exercices de simulation	2	2022-23-24-25	yakro	secretariat	5 000 000	secretariat RAM	Liste des participants, rapport d'activité, images de l'évènement
2.1.2.1.4 Produire et diffuser 5 types de supports de communication (2 articles de presse, 2 interviews télévisées, 2 spots publicitaires de 30 secondes, 1 émission télé et 1 émission radio, 1 publipage) au cours de la semaine de lutte contre la RAM	supports de communication	5	2022-23-24-25	National	CTM2	200 000	GMC	rapport d'activité, supports concus
2.1.2.1.5 Produire 10.000 affiches publicitaires (A3) à afficher dans les hôpitaux, les cabinets vétérinaires et les officines sur le territoire national	Affiches	10000	2022-23-24-25	National	CTM2	500 000	ministere/ partenaire	rapport d'activité, accusés de réception, bon de livraison
2.1.2.1.6 Elaborer quatre (4) documents de plaidoyer spécifique à l'occasion de la semaine de lutte contre la RAM à l'intention des ordres des medecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et vétérinaires (1 document par Ordre ).	réunion	1	2022-23-24-25	National	CTM2/Secretariat	2 000 000	ministere/ partenaire	document de plaidoyer, accusé de réception
2.1.2.1.7 Elaborer et valider un cahier de charge pour le recrutement de deux (2) consultants nationaux (santé humaine, animale et environnementale) pour les formations en matière de communication sur la RAM (1 réunion de 10 personnes, Abidjan 1jr)	atelier	1	2022-23-24-25	Abidjan	CTM2	4 450 000	ministere/ partenaire	rapport d'activité, cahier de charge
2.1.2.1.8 Publier l'appel d'offre de recrutement de deux (2) consultants pour la réalisation des formations en matière de communication sur la RAM (diffusion par presse écrite et en ligne pendant 2 semaines)	reunion	1	2022-23-24-25	abidjan	CTM2	500 000	ministere/ partenaire	document de l'appel d'offre, support de publication
2.1.2.1.9 Recruter deux (2) consultants pour les formations en matière de communication sur la RAM (recueil des candidatures/ dépouillement et analyse/entretien et sélection. (1 réunion 1 jr 10 personnes, Abidjan)	consultants	2	2022-23-24-25	abidjan	CTM2/Secretariat	1 000 000	ministere/ partenaire	PV de recrutement
2.1.2.1.10 Organiser deux (2) sessions de formations des formateurs en matière de communication sur la RAM en santé humaine, santé animale et environnementale (consultants)(5 jrs, 25 personnes, Jacqueville en 2 sessions)	sessions de formation/ consultance	2	2023-2025	Jacqueville	CTM2	17 000 000	ministere/ partenaire	rapport de formation, liste de présence
2.1.2.1.11. Participer aux congrès internationaux ou nationaux sur les RAM (7jrs, 6 congrès (2 internationaux et 4 nationaux), 2 per/secteur congrès au plan international ou national / an en présentiel ou webinaire Ex: RICAI (international), SIPIT (national))	congrès	6	2022-23-24-25	national international	CTM2	35 760 000	ministere/ partenaire	attestation de participation, ordre de mission, titre de transport
2.1.2.1.12. Organiser une reunion ordinaire bi-mestrielle (chaque deux mois) du CTM 2 RAM (15 personnes / réunion / bi-mestrielle sur 5 ans )	réunion CTM2	6	2022-23-24-25	Abidjan	CTM2	4 500 000	ministere/ partenaire	compte rendu de réunion, liste de présence
total						85 210 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Coût (FCFA)	Source de financement	Indicateur
2.1.2.2 Mettre en œuvre le Plan National de Communication sur la RAM								
2.1.2.2.1 Organiser trois (3) ateliers d'élaboration de supports: microprogrammes, capsules didactiques et boîtes à image (1 atelier de trois jours pour chaque support, avec 25 participants)	atelier	3	2022	Abidjan	CTM2	16 500 000	GMC secretariat	Rapport d'atelier, TDR de l'atelier, liste des participants
2.1.2.2.2. Recruter par appel d'offre un producteur de film (court métrage) de sensibilisation sur la RAM (rediger des TDR, diffuser un appel d'offre et sélectionner le scénariste)	producteur	1	2022	Abidjan	CTM2/Breakthrough Action	5 000 000	ministere/ partenaire	rapport de recrutement, TDR de recrutement
2.1.2.2.3 Identifier une équipe d'acteurs pour la réalisation d'un (1) film (court métrage) sur la sensibilisation à la RAM	équipe d'acteurs	1	2022	Abidjan	CTM2/Breakthrough Action	20 000 000	ministere/ partenaire	Liste des acteurs identifiés, photo de famille des acteurs identifiés
2.1.2.2.4 Diffuser le film (court métrage) sur la sensibilisation à la RAM dans chacun des chefs lieux de région (une fois par an sur 5 ans)	diffusion de film	10	2022	national		5 000 000	ministere/ partenaire	Copie du film, nombre et Canal de diffusion, rapport de diffusion
2.1.2.2.5 Organiser chaque année une (1) rencontre d'information avec les acteurs et responsables des faïtières dans les chefs lieux de région (soit 1 réunion/région/an sur 5 ans)	reunion	10	2022	national	CTM2	50 000 000	ministere/ partenaire	Liste de présence, rapport de la rencontre, photo de famille
2.1.2.2.6 Organiser chaque année une campagne multimédia d'information, communication de masse et de sensibilisation sur les risques de la RAM (radio, presses, télévision et réseaux sociaux pendant une semaine)	campagne Sensibilisation	1	2022	national	CTM2	60 000 000	ministere/ partenaire	rapport d'activités, canaux de diffusion
2.1.2.2.7. Organiser une (1) conférence sur la RAM pour les industriels (250 participants en présentiel et en ligne)	conférence	1	2021	national	CTM2	5 000 000	ministere/ partenaire	rapport d'activité, liste de présence, capture d'ensemble des participants en ligne
2.1.2.2.8. Organiser une causerie éducative pour les petits exploitants par chef lieu de région à raison d'une / an sur 5 ans	causerie éducative	10	2022	national	CTM2	1 500 000 000	ministere/ partenaire	liste des participants, photos des participants, rapport d'activités, vidéos, témoignages
2.1.2.2.9. Diffuser 20 microprogrammes sur 10 radios de proximité dans les langues locales pour les petits exploitants à raison de 2 /radio sur deux (2) ans ( 2 fois par semaine pendant 1 mois)	diffusion de microprogrammes	96	2022	national	CTM2	144 000 000	ministere/ partenaire	plan média de chaque radio, rapport de diffusion, liste des radios, témoignages

2.1.2.2.10 Organiser quatre (4) ateliers de renforcement des capacités des journalistes et des points focaux de la plateforme d'information sur la communication des risques (voir Plateforme proposée dans le Plan de Sécurité Sanitaire 2017-2020 volet communication des risques) sur toute l'étendue du territoire (4 séances de 25 participants) pendant 3 jours (Agnibilékrou, Bouaké, Korhogo et Abidjan)	ateliers de renforcement de capacité	4	2022	national	CTM2	27 000 000	ministere/ partenaire	rapports d'atelier, liste de présence, photos de famille, images des ateliers, copies presse et liens
2.1.2.2.11. Créer un réseau de presse (journaliste bloguers, communicateurs) dédié à la RAM (Effectif des membres du réseau = 50 et deux (2) productions par an sur 5 ans)	reseau de presse	1	2022	national	CTM2	5 000 000	ministere/ partenaire	Liste des membres du réseau, rapport de création, rapport d'activités
2.1.2.2.12 Produire un film documentaire tous les deux ans et organiser deux séances de projections par mois sur 5 ans	film documentaire	1	2023	national	CTM2	7 000 000	ministere/ partenaire	rapport de production et support du film documentaire, fiche technique du film, photos et des séances de production, coupure de presse
2.1.2.2.13. Organiser 600 visites à domicile (VAD) et sur les lieux de travail (1 VAD / semestre pour chacun des 60 agents sur 5 ans) et informer 144 000 personnes (20 pers X 2 VAD X 60 Agents X 60 mois) au cours de ces VAD	VAD	144000	2022	national	CTM2	10 000 000	ministere/ partenaire	Rapport de VAD, liste des VAD
2.1.2.2.14. Organiser un atelier d'élaboration du contenu des supports de communication sur la RAM et sa validation (flyers, spots, sites web, boîtes à images) à Grand Bassam pendant 5 jours/ 25 participants	TDR atelier	1	2022	Grand-Bassam	CTM2	8 625 000	ministere/ partenaire	TDR de l'atelier, rapport d'activités, liste de présence, support de communication, photo de famille
2.1.2.2.15 Produire des supports de communication sur la RAM (15000 flyers, 1 spot télé 2 fois par trimestre/ 5ans, 1 site web, 100 boîtes à images par région)	Supports communiactions	forfait	2022	abidjan	CTM2	30 000 000	ministere/ partenaire	rapport de production, supports conçus, bon de livraison
2.1.2.2.16. Produire 1000 exemplaires du plan de communication sur la RAM	plan de communication	1000	2022	abidjan	CTM2	2 000 000	ministere/ partenaire	rapport de production, plan de communication, bon de livraison
2.1.2.2.17. Diffuser le plan de communication et le contenu des supports de communication sur la RAM auprès des différents acteurs.	diffusion plan de communication	1	2023-2024	national	CTM2	2 000 000	ministere/ partenaire	rapport de diffusion, accusés de réception
2.1.2.2.18. Organiser des activités de sensibilisation et d'information sur la résistance aux antimicrobiens pendant la semaine nationale de la RAM (2 jours, 2 kakemonos, 10 banderoles, 1000 tee-shirts, 500 dépliant, 1 émission télé et 1 émission radio)	sensibilisation	1	2022-23-24-25	national	CTM2	30 000 000	ministere/ partenaire	rapport d'activités, images et vidéos des activités

2.1.2.2.19. Elaborer et valider les cahiers de charge d'un consultant pour la création et l'animation d'un site web (1 réunion de 10 personnes, Abidjan 1 jour)	atelier	1	2022	Abidjan	CTM2	250 000	ministere/ partenaire	rapport d'activités, liste de présence, cahier de charge
2.1.2.2.20. Publier l'appel d'offre de recrutement d'un développeur Web et d'un web-journaliste pour l'animation du site web (diffusion dans la presse écrite et en ligne pendant 2 semaines)	appel d'offre	1	2022	Abidjan	CMT2/ Secretariat RAM	350 000	ministere/ partenaire	lien de publication de l'appel, copie de l'appel d'offre, copie de presse
2.1.2.2.21. Recruter un développeur Web et d'un web-journaliste pour l'animation du site web. Réception des candidatures/ dépouillement et analyse/entretien et sélection. (2 réunions 1 jour, 10 personnes Abidjan)	développeur Web et web-journaliste	2	2022	Abidjan	CMT2/ Secretariat RAM	500 000	ministere/ partenaire	rapport de recrutement d'un développeur Web et d'un web-journaliste
2.1.2.2.22. Créer et héberger un site web pour la RAM (1 création, location du domaine)	Site web	1	2022	Abidjan	CMT2/ Secretariat RAM	5 000 000	ministere/ partenaire	rapport de création, lien du site et caputre de la page d'accueil
2.1.2.2.23. Gérer le site web de la RAM par le développeur Web et le web-journaliste sur 5 ans (2 pers , Abidjan)	gestionnaire	2	2022	Abidjan	CMT2/ Secretariat RAM	5 000 000	ministere/ partenaire	Rapport trimestriel de gestion du site
total						1 938 225 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Coût (FCFA)	Source de financement	Indicateur
2.1.2.2 Mettre en œuvre le Plan National de Communication sur la RAM								
2.1.2.2.1 Organiser trois (3) ateliers d'élaboration de supports: microprogrammes, capsules didactiques et boîtes à image (1 atelier de trois jours pour chaque support, avec 25 participants)	atelier	3	2022	Abidjan	CTM2	16 500 000	GMC secretariat	Rapport d'atelier, TDR de l'atelier, liste des participants
2.1.2.2.2. Recruter par appel d'offre un producteur de film (court métrage) de sensibilisation sur la RAM (rediger des TDR, diffuser un appel d'offre et sélectionner le scénariste)	producteur	1	2022	Abidjan	CTM2/Breakthroug Action	5 000 000		rapport de recrutement, TDR de recrutement
2.1.2.2.3 Identifier une équipe d'acteurs pour la réalisation d'un (1) film (court métrage) sur la sensibilisation à la RAM	équipe d'acteurs	1	2022	Abidjan	CTM2/Breakthroug Action	20 000 000		Liste des acteurs identifiés, photo de famille des acteurs identifiés
2.1.2.2.4 Diffuser le film (court métrage) sur la sensibilisation à la RAM dans chacun des chefs lieux de région (une fois par an sur 5 ans)	diffusion de film	10	2022	national		5 000 000		Copie du film, nombre et Canal de diffusion, rapport de diffusion



2.1.2.2.5 Organiser chaque année une (1) rencontre d'information avec les acteurs et responsables des faïtières dans les chefs lieux de région (soit 1 réunion/région/an sur 5 ans)	reunion	10	2022	national	CTM2	50 000 000		Liste de présence, rapport de la rencontre, photo de famille
2.1.2.2.6 Organiser chaque année une campagne multimédia d'information, communication de masse et de sensibilisation sur les risques de la RAM (radio, presses, télévision et réseaux sociaux pendant une semaine)	campagne Sensibilisation	1	2022	national	CTM2	60 000 000		rapport d'activités, canaux de diffusion
2.1.2.2.7. Organiser une (1) conférence sur la RAM pour les industriels (250 participants en présentiel et en ligne)	conférence	1	2021	national	CTM2	5 000 000		rapport d'activité, liste de présence, capture d'ensemble des participants en ligne
2.1.2.2.8. Organiser une causerie éducative pour les petits exploitants par chef lieu de région à raison d'une / an sur 5 ans	causerie éducative	10	2022	national	CTM2	1 500 000 000		liste des participants, photos des participants, rapport d'activités, vidéos, témoignages
2.1.2.2.9. Diffuser 20 microprogrammes sur 10 radios de proximité dans les langues locales pour les petits exploitants à raison de 2 /radio sur deux (2) ans (2 fois par semaine pendant 1 mois)	diffusion de microprogrammes	96	2022	national	CTM2	144 000 000		plan média de chaque radio, rapport de diffusion, liste des radios, témoignages
2.1.2.2.10 Organiser quatre (4) ateliers de renforcement des capacités des journalistes et des points focaux de la plateforme d'information sur la communication des risques (voir Plateforme proposée dans le Plan de Sécurité Sanitaire 2017-2020 volet communication des risques) sur toute l'étendue du territoire (4 séances de 25 participants) pendant 3 jours (Agnibilékrou, Bouaké, Korhogo et Abidjan)	ateliers de renforcement de capacité	4	2022	national	CTM2	27 000 000		rapports d'atelier, liste de présence, photos de famille, images des ateliers, copies presse et liens
2.1.2.2.11. Créer un réseau de presse (journaliste bloguers, communicateurs) dédié à la RAM (Effectif des membres du réseau = 50 et deux (2) productions par an sur 5 ans)	reseau de prsesse	1	2022	national	CTM2	5 000 000		Liste des membres du reseau, rapport de création, rapport d'activités
2.1.2.2.12 Produire un film documentaire tous les deux ans et organiser deux séances de projections par mois sur 5 ans	film documentaire	1	2023	national	CTM2	7 000 000		rapport de production et support du film documentaire, fiche technique du film, photos et des séances de production, coupure de presse
2.1.2.2.13. Organiser 600 visites à domicile (VAD) et sur les lieux de travail (1 VAD / semestre pour chacun des 60 agents sur 5 ans) et informer 144 000 personnes (20 pers X 2 VAD X 60 Agents X 60 mois) au cours de ces VAD	VAD	144000	2022	national	CTM2	10 000 000		Rapport de VAD, liste des VAD

2.1.2.2.14. Organiser un atelier d'élaboration du contenu des supports de communication sur la RAM et sa validation (flyers, spots, sites web, boîtes à images) à Grand Bassam pendant 5 jours/ 25 participants	TDR atelier	1	2022	Grand-Bassam	CTM2	8 625 000		TDR de l'atelier, rapport d'activités, liste de présence, support de communication, photo de famille
2.1.2.2.15. Produire des supports de communication sur la RAM (15000 flyers, 1 spot télé 2 fois par trimestre/ 5ans, 1 site web, 100 boîtes à images par région)	Supports communiations	forfait	2022	abidjan	CTM2	30 000 000		rapport de production, supports conçus, bon de livraison
2.1.2.2.16. Produire 1000 exemplaires du plan de communication sur la RAM	plan de communication	1000	2022	abidjan	CTM2	2 000 000		rapport de production, plan de communication, bon de livraison
2.1.2.2.17. Diffuser le plan de communication et le contenu des supports de communication sur la RAM auprès des différents acteurs.	diffusion plan de communication	1	2023-2024	national	CTM2	2 000 000		rapport de diffusion, accusés de réception
2.1.2.2.18. Organiser des activités de sensibilisation et d'information sur la résistance aux antimicrobiens pendant la semaine nationale de la RAM (2 jours, 2 kakemonos, 10 banderoles, 1000 tee-shirts, 500 dépliants, 1 émission télé et 1 émission radio)	sensibilisation	1	2022-23-24-25	national	CTM2	30 000 000		rapport d'activités, images et vidéos des activités
2.1.2.2.19. Elaborer et valider les cahiers de charge d'un consultant pour la création et l'animation d'un site web (1 réunion de 10 personnes, Abidjan 1 jour)	atelier	1	2022	Abidjan	CTM2	250 000		rapport d'activités, liste de présence, cahier de charge
2.1.2.2.20. Publier l'appel d'offre de recrutement d'un développeur Web et d'un web-journaliste pour l'animation du site web (diffusion dans la presse écrite et en ligne pendant 2 semaines)	appel d'offre	1	2022	Abidjan	CMT2/ Secretariat RAM	350 000		lien de publication de l'appel, copie de l'appel d'offre, copie de presse
2.1.2.2.21. Recruter un développeur Web et d'un web-journaliste pour l'animation du site web. Réception des candidatures/ dépouillement et analyse/entretien et sélection. (2 réunions 1 jour, 10 personnes Abidjan)	développeur Web et web-journaliste	2	2022	Abidjan	CMT2/ Secretariat RAM	500 000		rapport de recrutement d'un développeur Web et d'un web-journaliste
2.1.2.2.22. Créer et héberger un site web pour la RAM (1 création, location du domaine)	Site web	1	2022	Abidjan	CMT2/ Secretariat RAM	5 000 000		rapport de création, lien du site et capture de la page d'accueil
2.1.2.2.23. Gérer le site web de la RAM par le développeur Web et le web-journaliste sur 5 ans (2 pers , Abidjan)	gestionnaire	2	2022	Abidjan	CMT2/ Secretariat RAM	5 000 000		Rapport trimestriel de gestion du site
total						1 938 225 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Coût (FCFA)	Source de financement	Indicateur
2.1.2.3 Développer des activités de sensibilisation								

2.1.2.3.1. Recruter par appel d'offre un producteur pour un film institutionnel de sensibilisation sur la RAM (rediger des TDR, diffuser un appel d'offre et sélectionner le réalisateur)	reunion	1	2022	national	GMC secretariat	500 000	GMC	Rapport de recrutement, TDR de recrutement, copie de l'appel d'offre, contrat de travail
2.1.2.3.2. Identifier des points focaux des 5 ministères clés, bailleurs, parlementaires(Assemblée nationale et sénat), conseil économique et social, uivicoci, les autorités coutumières et religieuses pour la réalisation d'un (1) film institutionnel sur la sensibilisation à la RAM	points focaux	14	2022	national	GMC secretariat	500 000	GMC	Liste des acteurs concernés
2.1.2.3.2. Réaliser un film institutionnel et le diffuser auprès des différentes autorités (une diffusion par autorité)	Film institutionnel	1	2022	national	CTM2/secretariat	5 000 000	GMC	support du film, rapport de diffusion, témoignages; photos
2.1.2.3.3. Concevoir et produire 1000 brochures de présentation illustrée pour le plaidoyer	brochures de plaidoyer	1000	2022	Abidjan	CTM2/secretariat	3 000 000	ministere/ partenaire	Brochures, bon de production
2.1.2.3.4. Organiser une (1) réunion de plaidoyer avec le gouvernement suivie de la remise du document de plaidoyer	réunion de plaidoyer avec le gouvernement	1	2022	Abidjan	CTM2/secretariat	2 000 000	ministere/ partenaire	PV de réunion, accusé de réception, liste de présence, photo de famille, copie presse
2.1.2.3.5. Organiser une (1) réunion de plaidoyer avec l'Assemblée Nationale suivie de la remise du document de plaidoyer	réunion de plaidoyer avec l'Assemblée Nationale	1			CTM2/secretariat	2 000 000	ministere/ partenaire	Compte rendu de réunion, liste de présence, photo de famille
2.1.2.3.6. Organiser une conférence des bailleurs regroupant les 5 ministères clés, les bailleurs, les parlementaires (Assemblée nationale et sénat), le conseil économique et social, l'UVICOCI, les autorités coutumières et religieuses et la remise du document de plaidoyer	Conférences des bailleurs	1	2023		CTM2/secretariat	8 000 000	ministere/ partenaire	Compte rendu de la conférence, coupure de presse, photos de famille
2.1.2.3.7. Organiser une (1) rencontre de concertation du GMC et des entités membres de la plateforme « Une Seule Santé » (30 participants/1 jour/Abidjan)	Rencontre de concertation	1	2022	Abidjan	GMC secretariat	4 000 000	GMC	Compte rendu de la rencontre de concertation, photos de famille, liste de présence
total						25 000 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Coût (FCFA)	Source de financement	Indicateur
2.1.2.4 Développer des activités de sensibilisation des population								

2.1.2.4.1 Organiser dix (10) rencontres de concertation communautaires dans les chef lieux de région, à raison d'une rencontre par chef lieu de région	Rencontre de concertation	10	2022	national	CTM2/ secretariat	5 000 000	GMC	Comptes rendus des rencontres, photos de famille, liste de présence, coupure de presse
2.1.2.4.2. Organiser 5 conférences publiques des acteurs du secteur de l'éducation (5 x 100 participants/an)	Conférences publique	5	2022	national	CTM2/ secretariat	15 000 000	ministere/ partenaire	Comptes rendus des conférences, photos de famille, liste de présence, coupure de presse, témoignages
2.1.2.4.3. Organiser une Journée de sensibilisation et sportive Campus sur la RAM chaque année sur 5 ans	journée de sensibilisation et sportive	1	2022	Abidjan	CTM2	5 000 000	ministere/ partenaire	Vidéos, photos, compte rendu de la journée sportive, coupure de presse, témoignages
2.1.2.4.4. Organiser une émissions interactive pour les populations dans chaque chef lieu de région sur 5 ans	emission interactive	1	2022	national	CTM2	12 500 000	ministere/ partenaire	Vidéos, photos, compte rendu de la journée sportive, coupure de presse, témoignages
2.1.2.4.5. Elaborer et éditer un bulletin d'information trimestriel sur la RAM (100 exemplaires/édition)	Bulletin d'information	100	2022	national	CTM2	250 000	ministere/ partenaire	Bulletin d'information, bon de production
2.1.2.4.6. Diffuser un bulletin d'information trimestriel sur la RAM (4 parutions/an sur 5 ans)	diffusion	4		national	CTM2	100 000	GMC	Bulletin d'information électronique, physique, site web
total						37 850 000		

## Objectif spécifique 2.2 Renforcer l'éducation et la formation du personnel de santé humaine, animale et agroalimentaire sur la RAM

### Action stratégique 2.2.1

Intégrer les modules sur la RAM dans les programmes d'enseignement général, technique, professionnel et universitaire

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livable
2.2.1.1 Faire le plaidoyer auprès des autorités académiques et ministérielles pour l'intégration des modules sur la RAM dans les curricula de formation de base au niveau de l'enseignement secondaire et supérieur								
2.2.1.1.1 Elaborer un document de plaidoyers (atelier de 20 personnes pdt 5 jrs à Yamoussoukro)	Atelier	1	2025	National	GMC	7 090 000	Ministères / Partenaires	Document de plaidoyer sur la RAM élaboré
2.2.1.1.2 Valider un document de plaidoyers (atelier de 40 per pdt 5jrs à Yamoussoukro)	Atelier	1	2025	National	GMC	13 530 000	Ministères / Partenaires	Document de plaidoyer sur la RAM validé
2.2.1.1.3 Editer et diffuser le document de plaidoyers (25 copies par Ministère pour 6 Ministères et Partenaires)	Copies	300	2025	National	GMC	600 000	GMC	Nombre de partenaires ayant reçu le document de plaidoyer
2.2.1.1.4 Organiser une session de plaidoyer en direction des autorités académiques (une session de 50 personnes pdt 3 jours Yamoussoukro)	Table ronde	1	2025	National	GMC secrétariat	11 550 000	Ministères / Partenaires	Rapport de réunion
2.2.1.1.5 Organiser une session de plaidoyer en direction des autorités ministérielles (une session de 30 personnes pdt 2 jrs Abidjan)	Table ronde	1	2025	National	Secrétariat	1 800 000	GMC	Rapport de réunion
total						34 570 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livable
2.2.1.2 Concevoir les modules sur les RAM de la formation de base à tous les niveaux de l'enseignement								
2.2.1.2.1 Elaborer des Termes de Références de recrutement de 2 consultants (consultant national) pour la conception des modules de formation de base sur les RAM (réunion de 10 personnes pdt 2 jours à Abidjan)	Réunion CTM	1	2025	National	Secrétariat	200 000	GMC	TDR élaboré
2.2.1.2.2 valider des Termes de Références de recrutement de 2 consultants (consultant national) pour la conception des modules de formation de base sur les RAM (réunion de 45 personnes pdt 2 jours à Abidjan)	Réunion GMC	1	2025	National	Secrétariat	2 100 000	GMC	TDR validé
2.2.1.2.3 Recruter deux (2) consultants (recueil des candidatures/dépouillement et analyse/entretien et sélection. (2 réunions 1 jr 10 personnes, Abidjan)	Réunion CTM	2	2025	National	Secrétariat	200 000	GMC	Nombre de consultant

2.2.1.2.4 Elaborer les modules de formation de base sur les RAM développés pour la conception des modules de formation de base sur les RAM (2 consultants nationaux pdt 45 jours)	Consultance	1	2025	National	Secrétariat	13 500 000	GMC	Nombre de module de formation disponible
2.2.1.2.5 Organiser un atelier de validation des modules de formation de base sur les RAM développés (atelier de 30 personnes, pdt 5 jours à Yamoussoukro)	Atelier	1	2025	National	Secrétariat	10 310 000	GMC	Nombre de module de formation disponible
total						26 310 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livvable
2.2.1.3 Concevoir les modules sur les RAM pour la formation des formateurs								
2.2.1.3.1 Elaborer les Termes de Références de recrutement de 2 consultants (consultants nationaux) pour la conception des modules de formation des formateurs sur les RAM (réunion de 10 per pdt 2 jrs à Abidjan)	Réunion CTM	1	2025	National	Secrétariat	200 000	GMC	TDR rédigé
2.2.1.3.2 Valider des Termes de Références de recrutement de 2 consultants (consultants nationaux) pour la conception des modules de formation des formateurs sur les RAM (réunion de 30 per pdt 2 jrs à Abidjan)	Réunion GMC	1		National	Secrétariat	600 000	GMC	TDR validé
2.2.1.3.3 Recruter deux (2) consultants nationaux pour la conception des modules de formation des formateurs sur les RAM (1jr, 10 per Abidjan)	Réunion CTM	2		National	Secrétariat	200 000	GMC	Nombre de consultants recrutés
2.2.1.3.4 Elaborer les modules de formation des formateurs sur les RAM (2 consultants nationaux pdt 45 jours)	Consultance	2		National	Secrétariat	13 500 000	GMC	Module de formation disponibles et validées
2.2.1.3.5 Organiser un atelier de validation des modules de formation des formateurs sur les RAM développés (atelier de 30 personnes pdt 3 jours à Yamoussoukro)	Atelier	1		National	Secrétariat	7 110 000	GMC	Nombre de module de formation disponibles et validés
total						21 610 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livvable
2.2.1.4 Concevoir les modules de formation de base sur la RAM à tous les niveaux de l'enseignement								
2.2.1.4.1 Organiser un atelier de cadrage et d'appropriation des modules de formation de base sur la RAM avec les acteurs du système éducation-formation (30 participants/5jours/Yamoussoukro)	atelier	1	2023	Yamoussoukro	CTM2	9 850 000	GMC	rapport d'atelier, TDR de l'atelier, liste des participants, modules, liste de présence, attestations de participations, photo, coupure de presse
2.2.1.4.2. Preparer un dossier technique de module de formation sur la RAM (exposé des motifs, règlement d'études, plan d'études )a soumettre aux autorités du secteur éducation formation ( atelier de 3jrs, 15 personnes, Grand Bassam)	Dossier technique	1	2023	Grand-Bassam	CTM2/Secretariat RAM	1 000 000	GMC	Dossier technique, liste de présence, rapport d'atelier, photos
2.2.1.4.3. Identifier un directeur de programme (garantie scientifique et académique)	directeur de programme	1	2023	Abidjan	CTM2/Secrétariat RAM	500 000	GMC	Note de service, contrat de travail, arrêté de nomination, cahier de charge
2.2.1.4.4. Mettre en place un comité scientifique (expertise et conseil pour le développement et la gestion du programme)	Comité scientifique	1	2024	national	secrétariat RAM/CTM2	500 000	GMC	Arreté de création du comité scientifique, liste des membres
2.2.1.4.5. Identifier un coordinateur (liens entre les groupes de travail)	Coordonnateur	1	2024			500 000		Note de service, contrat de travail, arrêté de nomination, cahier de charge
2.2.1.4.6. Mettre à la disposition du système éducation- formation des modules de formation de base sur les RAM (une cérémonie de remise 10 personnes pdt 2 jours à Abidjan)	Cérémonie de remise	1	2024	national	CTM2	4 500 000	GMC	Rapport d'activité, coupure de presse, photo de famille, lien médiatique
total						16 850 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
2.2.1.5 Concevoir les modules sur la RAM pour la formation des formateurs								
2.2.1.5.1 Valider des Termes de Références de recrutement de 2 consultant (consultants nationaux) pour la conception des modules de formation des formateurs sur les RAM (reunion de 30 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	TDR	1	2024	Abidjan	CTM2	500 000	Ministères / Partenaires	TDR, rapport d'atelier; liste de présence, photo
2.2.1.5.2 Recruter deux (2) consultants nationaux pour la conception des modules de formation des formateurs sur les RAM (1jour, 10 personnes abidjan)	Consultants	2	2024	Abidjan	CTM2/secretariat RAM	500 000	Ministères / Partenaires	Rapport de recrutement, Pv d'entretien, contrat de travail
2.2.1.5.3 Elaborer les modules de formation des formateurs sur les RAM (2 consultants nationaux pendant 45 jours)	Modules de formation	forfait	2024	national	secretariat	6 750 000	Ministères / Partenaires	Modules de formation, liste de présence, rapport d'activités
2.2.1.5.4 Organiser un atelier de validation des modules de formation des formateurs sur les RAM développés (atelier de 30 personnes pendant 3 jours à Yamoussoukro)	atelier	1	2024	Yamoussoukro	CTM2/Secretariat RAM	6 910 000	Ministères / Partenaires	rapport d'atelier, modules de formation validés, liste de présence, lien médiatique, coupure de presse
2.2.1.5.5 Organiser une sessions de formation des formateurs (25 pers sur 5 jours, hors abidjan)	atelier	1	2024	Grand-Bassam	CTM2/Secretariat RAM	8 625 000	Ministères / Partenaires	Rapport de session de formation, liste de présence, photos de famille
total						23 285 000		

### Action stratégique 2.2.2

### 2.2.2 Renforcer les capacités du personnel des secteurs de santé humaine, animale, environnementale et agroalimentaire sur la RAM

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
2.2.2.1 Organiser des sessions de renforcement de la sensibilisation en direction des population et du personnel des secteurs de santé humaine, animale, agroalimentaire et environnementale sur la RAM								
2.2.2.1.1 Développer un guide national de messages sur la RAM par un expert national en communication sociale (3 experts, 30 jours )	expertise	1	2022-2023	national	CTM 2	6 750 000	BTA	guide national de message Ram
2.2.2.1.2 Valider le guide national de messages sur la RAM (1 atelier de 25 personnes, 5 jours, hors Abidjan)	atelier	1		national	CTM 2	8 625 000	BTA	guide national de message Ram
2.2.2.1.3 Mettre en œuvre une campagne de sensibilisation du public sur 33 stations de radio locales supplémentaires, incorporant à la fois des programmes sur la rage et la dengue déjà élaborés et des messages sur d'autres zoonoses prioritaires, la RAM et d'autres sujets connexes.	sensibilisation	33	2022-2023-2024-2025	national	CTM 2	82 500 000	BTA	nombre de campagnes de sensibilisation nombre de saturation de radion locales ayant publié les messages



2.2.2.1.4 développer, produire et distribuer du matériel pour une campagne de sensibilisation du public sur la RAM afin de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'utilisation des antimicrobiens pendant la semaine mondiale de la RAM en novembre. (XXX Copies papier, sur site web)	Edition et diffusion		2023-24-25	national	CTM 2	75 000 000	BTA	nombre de campagnes de sensibilisation nombre de saturation de radio locales ayant publié les messages
2.2.2.1.5 Réaliser une série de trois podcasts audio axés sur l'analyse des résultats de la recherche pour les cinq maladies zoonotiques et la résistance aux antimicrobiens, et sur les messages clés liés à ces maladies et à la résistance aux antimicrobiens, ainsi que des discussions avec les dirigeants communautaires sur l'amélioration de la préparation et de la mise en œuvre de la communication des risques.	capsules PAD		2023-24-25	national	CTM 2	90 000 000	BTA	nombre de podcasts audio réalisé
TOTAL						262 875 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
2.2.2.2 Concevoir un plan pour la formation continue du personnel des secteurs de santé humaine, animale, environnementale et agroalimentaire sur la RAM								
2.2.2.2.1 Elaborer et valider les Termes de Références de recrutement de 2 consultants (consultants nationaux) pour élaboration le plan en formation continue sur la RAM dans les 3 secteurs (besoins en formation, cibles, les programmes) (reunion de 10 personnes pendant 5jours à Abidjan)	reunion	2	2023	Abidjan	CTM2/secretariat	1 000 000	Ministères / Partenaires	TDR, liste de présence, rapport d'atelier
2.2.2.2.2 Recruter deux (2) consultants pour pour l'identification des besoins en formation continue sur la RAM dans les 3 secteurs (1jour, 10 personnes abidjan)	reunion	2	2023	Abidjan	CTM2/secretariat	500 000	Ministères / Partenaires	Contrat de travail, liste de présence, PV de recrutement
2.2.1.2.3 Elaborer le plan de formation continue sur la RAM dans les 3 secteurs par des experts (2 consultants nationaux pendant 45 jours)	experts	forfait	2023	Abidjan	CTM2/secretariat	9 000 000	Ministères / Partenaires	Manuels et les modules de formation, liste de présence
2.2.2.2.4 Organiser un atelier de validation du plan de formation continue sur la RAM dans des 3 secteurs (atelier de 30 personnes pendant 3 jours hors abidjan)	atelier	1	2023	Yamoussoukro	CTM2/secretariat	6 910 000	Ministères / Partenaires	Rapport d'atelier de validation, liste de présence, lien médiatique, coupure de presse, photo de famille
2.2.2.2.5 Recruter des experts nationaux et Elaborer les outils (modules, manuels) de formation continue sur les RAM des 3 secteurs (4 experts par secteurs, 45 jours, 100000f par jour par personne)	experts	2	2023	Yamoussoukro	CTM2/secretariat	90 000 000	Ministères / Partenaires	

2.2.2.2.6 Organiser un atelier de validation des outils (manuels et les modules) de formation continue sur les RAM sur la RAM des 3 secteurs (atelier de 30 personnes pendant 3 jours à Yamoussoukro)	atelier	1	2023	Yamoussoukro	CTM2/secretariat	6 910 000	Ministères / Partenaires	Rapport d'atelier de validation, liste de présence, lien médiatique, coupure de presse, photo de famille
2.2.2.2.7 Editer les supports les outils de la formation continue sur les RAM sur la RAM des 3 secteurs	reunion de validation	1	2023	Abidjan	CTM2/secretariat	5 000 000	Ministères / Partenaires	TDR, liste de présence, compte rendu de reunion
total						119 320 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
2.2.2.3 Organiser la formation continue sur la RAM du personnel des secteurs de santé humaine, animale, environnementale et agroalimentaire								
2.2.2.2.1 Organiser 4 sessions de formation d'un pool de formateurs dans les 5 secteurs (humain, animal, environnemental, agroalimentaire et eaux et forets) (atelier de 25 personnes pendant 6 jours à Yamoussoukro)	formation d'un pool de formateurs	4	2022	Yamoussoukro	CTM2/secretariat	39 600 000	Ministères / Partenaires	Rapport de sessions /d'atelier, liste de présence, lien médiatique, coupure de presse, photo de famille, attestation de participation
2.2.2.3.2 Organiser chaque année 20 sessions (1 par région sanitaire) de renforcement des capacités en direction des personnels des 5 secteurs( humain 8, animal 6, environnemental 2, agroalimentaire 3 et eaux et forets 1) (2 formteurs, atelier de 25 personnes pendant 5 jours à Yamoussoukro)	formation des personnels	20	2022	Yamoussoukro	CTM2/secretariat	181 000 000	Ministères / Partenaires	Rapport d'atelier, liste de présence, lien médiatique, coupure de presse, photo de famille, attestation de participation
2.2.2.3.3 Recruter 60 agents de sensibilisation à former (élaborer un TDR, lancer un appel à candidature, sélectionner les agents)	agents de sensibilisation	60	2022-23-24	national	CTM2/secretariat	183 600 000	Ministères / Partenaires	Contrat de travail, TDR, appel d'offre, PV de recrutement, Liste des agents
2.2.2.3.4 Organiser deux (2) ateliers de formation de 3 jours pour la formation de 60 agents de sensibilisation (30 participants par atelier à Grand-Bassam)	Atelier	2	2022	Grand-Bassam	CTM2/secretariat	17 200 000	Ministères / Partenaires	Rapport d'atelier, liste de présence, lien médiatique, coupure de presse, photo de famille, attestation de participation
total						421 400 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livable
2.2.2.4 Mettre en place un pool de formateurs matière de communication sur les risques pour le renforcement des capacités du personnel des secteurs de santé humaine, animale, environnementale et agroalimentaire								
2.2.2.4.1 organiser une reunion pour identifier des formateurs (professionnels de média et points focaux des ministères clés) en matière de communication sur les risques liés à la RAM au niveau national (5 jrs, 25 personnes, hors abidjan 2 sessions)	reunion	1	2023	national		14 750 000		
2.2.2.4.2 Organiser 2 sessions de formation des formateurs (professionnels de média et points focaux des ministères clés) en matière de communication sur les risques liés à la RAM au niveau national (5 jrs, 25 personnes, Yamoussoukro 2 sessions)	session de formation	2	2022	national	CTM2/secretariat	14 750 000	GMC	Rapport de session, liste de présence, lien médiatique, coupure de presse, photo de famille, attestation de participation ou certificat de formateur
total						29 500 000		

### Action stratégique 2.2.3

### 2.2.3 Développer une formation diplômante universitaire (Master) sur la RAM

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livable
2.2.3.1 Analyser les besoins en formation								
2.2.3.1.1 Elaborer une fiche de recueil de besoins en formation	Fiche de besoins	1	2022	Abidjan	CTM2/secretariat	500 000		Fiche de recueil de besoin
2.2.3.1.2 Recueillir les différents besoins en formation auprès des différents acteurs	Besoins en formation	forfait	2022	national	CTM2/secretariat	500 000	GMC	Rapport d'évaluation des besoins, liste des besoins
2.2.3.1.3 Organiser le dépouillement des besoins en formation (20 personnes, atelier 1 jr, Abidjan)	atelier de dépouillement	1	2022	national	CTM2/secretariat	4 460 000	GMC	Rapport d'atelier, liste présence, photo de famille
2.2.3.1.4 Projeter les inscriptions à court moyen et long termes	inscription	1	2024	national	CTM2/secretariat	500 000	GMC	Rapport de reunion, liste presence, photo

								de famille, lien mediatique
2.2.3.1.5 Organiser un atelier d'élaboration et de validation d'un plan de formation des différents CTM (20 personnes pendant 3 jrs)	Atelier	1	2022	Abidjan	CTM2/secretariat	5 440 000		Rapport d'atelier, liste presence, photo de famille, lien mediatique, coupure de presse, plan de formation
total						11 400 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
2.2.3.2 Démarrer la conception du programme de formation sur la RAM (identifier les personnes impliquées dans la responsabilité et la gestion académique et administrative du programme)								
2.2.3.2.1 Soumettre le dossier aux autorités académiques (Décanat et conseil scientifique de la Présidence de l'Université) (cérémonie de remise, 1jr Abidjan)	Cérémonie	1	2024	national	CTM2/secretariat	2500000	GMC	Dossier technique, photos de famille, rapport d'activité
2.2.3.2.2 Faire adopter les documents par les UFR concernées	reunion	1	2024	Abidjan	CTM2/secretariat	500 000	GMC	Rapport d'adoption du document
2.2.3.2.3 Adresser les documents validés au service juridique de l'Université	Accord de principe	1	2024	Abidjan	CTM2/secretariat	-	GMC	Accusé de reception
2.2.3.2.4 Transmettre les documents à la Présidence de l'université pour approbation	document d'approbation	1	2024	Abidjan	CTM2/secretariat	-	GMC	Soit transmis, accusé de reception
2.2.3.2.5 Transmettre les documents au ministère de l'Enseignement Supérieur et la recherche scientifique pour validation	document de validation	1	2024	Abidjan	CTM2/secretariat	-	GMC	Soit transmis, accusé de reception
2.2.3.2.6 Organiser 20 sessions de renforcement des capacités (1 session/an/ pour chacun des 4 secteurs sur 5 ans)	session	1	2024	national	CTM2/secretariat	-	GMC	Rapport de session, liste presence, photo de famille, lien mediatique, coupure de presse
						3 000 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrab
2.2.3.3 Préparer les documents requis pour la conception du programme								
2.2.3.3.1 Organiser un atelier de validation du code diplôme ( 15 personnes, 1 jrs, Abidjan )	Atelier	1	2024	Abidjan	CTM2/secretariat	3 970 000	Ministères / Partenaires	Rapport d'atelier, liste presence, photo de famille, lien mediatique, coupure de presse
2.2.3.3.2 Organiser une ceremonie de lancement du programme de formation ( 200 personnes, 1 jrs, Abidjan )	Cérémonie	1	2024	Abidjan	CTM2/secretariat	3 500 000	Ministères / Partenaires	Rapport d'activité, photo de famille, lien mediatique, coupure de presse, programme de formation
2.2.3.3.3 Promouvoir le diplôme ( deux emissions télé et en ligne d'information et sensibilisation et un (1) article de presse, 1000 dépliant, bandéroles	Support de promotion	1	2024	Abidjan	CTM2/secretariat	3 000 000	Ministères / Partenaires	Rapport d'activité, lien mediatique, coupure de presse,vidéos, bon de production et de livraison
2.2.3.3.4 Planifier et préparer les enseignements	Reunions	forfait	2024	Abidjan	CTM2/secretariat	1 000 000	Ministères / Partenaires	Rapport d'activité
2.2.3.3.5 Lancer un appel à candidature pour la sélection des étudiants	Appel à candidature	1	2024	Abidjan	CTM2/secretariat	500 000	Ministères / Partenaires	Document d'appel, lien de diffusion, coupure de presse
2.2.3.3.6 Sélectionner les potentiels candidats au programme de formation	Candidats sélectionnés	1	2024	Abidjan	CTM2/secretariat	500 000	Ministères / Partenaires	Liste de presence, PV de selection,
2.2.3.3.7 Exécuter et faire le suivi de la mise en œuvre du programme de formation	Suivi	1	2024-25	Abidjan	CTM2/secretariat	2 400 000	Ministères / Partenaires	Plan d'exécution, rapport d'activité
2.2.3.3.8 Réaliser une évaluation interne du programme de formation (année 1, année3 et année 5)	Evaluation périodique	1	2024-25	Abidjan	CTM2/secretariat	1 500 000	Ministères / Partenaires	Rapport d'évaluation périodique
total						16 370 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livvable
2.2.3.4 Faire approuver les documents requis pour la conception du programme l'université								
2.2.3.4.1 Rédiger et Préparer les documents requis les documents suivants : exposé des motifs, règlement d'études, plan d'études	Documents	1		National	CTM	-	GMC	Documents disponibles
2.2.3.4.2 Partager ces documents avec les services centraux concernés	Documents	1		National	CTM	-	GMC	Documents accessibles
2.2.3.4.3 Soumettre pour approbation le dossier aux autorités académiques (Décanat et conseil scientifique de la Présidence de l'Université)	Soumission dossier	1		National	CTM	-	GMC	Rapport de soumission
total						0		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livvable
2.2.3.5 Mettre en œuvre le programme de formation et le suivi et évaluation								
2.2.3.5.1 Promouvoir le diplôme	Promotion diplôme	1	2024-25	National	UFR	5 000 000	Ministère enseignement supérieur	
2.2.3.5.2 Créer un code diplôme	Code diplôme	1	2024	National	UFR	-	Ministère enseignement supérieur	
2.2.3.5.3 Planifier et préparer les enseignements	Planning d'enseignement	1	2024-25	National	UFR	-	Ministère enseignement supérieur	
2.2.3.5.4 Exécuter le nouveau programme	Enseignement	1	2024-25	National	UFR	-	Ministère enseignement supérieur	
total						5 000 000		

<b>TOTAL OBJECTIF 2</b>	<b>3 088 775 000</b>
-------------------------	----------------------

## Objectif stratégique 3 : Renforcer les connaissances et les bases factuelles sur la RAM par la surveillance et la recherche

### Objectif spécifique 3.1 Développer un système national multisectoriel de surveillance de la RAM

#### Action stratégique 3.1.1

Renforcer la coordination nationale de la surveillance au laboratoire de la RAM dans tous les secteurs

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
3.1.1.1 Redynamiser la coordination de la surveillance multisectorielle de la RAM au laboratoire								
3.1.1.1.1 Elaborer et valider une convention regroupant tous les secteurs (santé animale, environnementale et agroalimentaire) (réunion de 15 personnes pendant 1 jour à Abidjan)	Reunion	3	2023	National	Secretariat RAM, CTM3	1 250 000	partenaire/ministere	TDR Validé
3.1.1.1.2 Valider les Termes de Références pour la redaction d'une convention regroupant tous les secteurs (santé animale, environnementale et agroalimentaire) (réunion de 20 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	Reunion	2	2023	National	Secretariat RAM, CTM3	1 000 000	partenaire/ministere	TDR Validé
3.1.1.1.3 Enrôler les laboratoires participants à la surveillance de la RAM au niveau de la santé animale, environnementale et agroalimentaire (réunion de 20 personnes pendant 1 jour à Abidjan)	Reunion	3	2023-24-25	National	GMC / Secrétariat, CTM3	1 500 000	partenaire/ministere	Nombre de laboratoires enrôlés
3.1.1.1.4 Organiser un atelier de validation de la convention regroupant tous les secteurs (santé animale, environnementale et agroalimentaire) (réunion de 30 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	Atelier	2	2023	National	Secretariat RAM, CTM4	3 018 550	partenaire/ministere	TDR Validé
3.1.1.1.5 Designier les référents hygiène et points focaux des sites retenus à l'utilisation des outils et à l'exploitation des données collectées au niveau des organes de lutte contre les Infections Nosocomiales (C-CLIN, CLIN et Services d'Hygiène Hospitalière) et de GMC (25 personnes, 1 jour, Abidjan)	Atelier	1	2023	National	Secrétariat RAM, CTM3, CTM4	1 444 550	partenaire/ministere	Nombre de référents hygiène et points focaux désignés
3.1.1.1.6 Réaliser une (01) mission intégrée multisectorielle de coaching par an pour chaque site bénéficiaire (8 personnes, 2 véhicules, 5 jours par région)	Mission	10	2022-24-25	National	Secrétariat RAM	50 000 000	partenaire/ministere	Nombre de missions de coaching réalisées
3.1.1.1.7 Mettre en place les reseaux de labo sectoriel (animal, agro-alimentaire, environnemental)	reunion	10	2022-233			5 000 000	partenaire/ministere	
total						63 213 100		

**Action stratégique 3.1.2**

## Mise en place d'un système national multisectoriel de surveillance de la RAM au laboratoire

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livable
3.1.2.1 Renforcer la surveillance au laboratoire de la RAM au niveau de la santé humaine, animale, environnementale, agroalimentaire, des eaux et des forêts								
3.1.2.1.1 mettre les activités pour leWHONET	Base de données centrale sur la RAM	1	2023-24-25	National	Secrétariat	3 000 000	OMS	
3.1.2.1.2 Acquérir les équipements pour la mise en place de la base données sur la RAM (serveur rackable 1, ordinateurs 15, smartphone 35, connexion internet haut débit)	Base de données centrale sur la RAM	1	2024-2025	National	Secrétariat	60 350 000	GMC	Nombre d'équipement de base de données installés
3.1.2.1.3 Adapter et installer WHONET pour tous les sites connectés.	mission installation	10	2023-24-25	National	Secrétariat	15 000 000	CDC	
3.1.2.1.4 Former le personnel des 11 laboratoires régionaux à l'utilisation de WHONET	formation	3	2023-24-25	National	Secrétariat	30 000 000	CDC	nombre d'utilisateur de WHONET
3.1.2.1.5 élaborer le projet (plan) de surveillance intégrée au (laboratoire) CNR de la résistance aux antimicrobiens à partir de la santé humaine (3 personnes 75000f/jour, 25 jours)	expertise	1	2023	National	Secrétariat	5 625 000	OMS	plan de surveillance au laboratoire sante humaine
3.1.2.1.6 Valider le projet de surveillance intégrée au (laboratoire) CNR de la résistance aux antimicrobiens à partir de la santé humaine(Atelier de 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	atelier	1	2023-24-25	National	Secrétariat	9 850 000	OMS	
3.1.2.1.7 Mettre en oeuvre le projet ou plan de surveillance intégrée au (laboratoire) CNR de la résistance aux antimicrobiens à partir de la santé humaine	mise en œuvre	1	2023-24-25	National	Secrétariat	120 000 000	OMS	

243 825 000

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livable
3.1.2.2 Intégrer la surveillance au laboratoire de la RAM au niveau de la santé environnementale et agro alimentaire								
3.1.2.2.1 Intégrer la surveillance de la RAM au laboratoire au niveau de la santé environnementale et agro alimentaire	Réunion	3	2023-2024	National	Secrétariat	1 500 000	FAO	
3.1.2.2.2 élaborer le projet (plan) de surveillance intégrée au (laboratoire) CNR de la résistance aux antimicrobiens à partir de la santé environnementale et agro alimentaire(3 personnes 75000f/jour, 25 jours)	expertise	1	2024	National	Secrétariat	5 625 000	FAO	plan de surveillance au laboratoire intégré sante environnementale
3.1.2.2.3 Valider le projet de surveillance intégrée au (laboratoire) CNR de la résistance aux antimicrobiens à partir de la santé environnementale et agro alimentaire(Atelier de 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	atelier	1	2024	National	Secrétariat	9 850 000	FAO	plan de surveillance au laboratoire intégré sante environnementale



3.1.2.2.4 Mettre en oeuvre le projet ou plan de surveillance intégrée au (laboratoire) CNR de la résistance aux antimicrobiens à partir de la santé environnementale et agro alimentaire	mise en œuvre	1	2024-25	National	Secrétariat	80 000 000	FAO	
total						96 975 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrabable
3.1.2.3 Intégrer la surveillance au laboratoire de la RAM au niveau de la santé animale								
3.1.2.3.1 Elaborer des Termes de Références de recrutement de 1 consultant (national) pour la réalisation de la cartographie de la RAM avec l'outil standardisé de la FAO (ATLASS) de notification, de collecte de données de surveillance et de détection en santé animale (réunion de 10 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	reunion	1	2023	National	Secrétariat	500 000	FAO	rapport de reunion
3.1.2.3.2 Valider les Termes de Références de recrutement de 1 consultant (national) pour la réalisation de la cartographie de la RAM avec l'outil standardisé de la FAO (ATLASS) de notification, de collecte de données de surveillance et de détection en santé animale (réunion de 30 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	reunion	1	2023-2024	National	Secrétariat	500 000	FAO	rapport de reunion
3.1.2.3.3 Recruter le consultant (national) pour la réalisation de la cartographie de la RAM avec l'outil standardisé de la FAO (ATLASS) de notification, de collecte de données de surveillance et de détection en santé animale (Recueil des candidatures/ dépouillement et analyse/ entretien et sélection. (2 réunions 1 jour 10 personnes, Abidjan)	reunion	1	2023-2024	National	Secrétariat	500 000	FAO	rapport de reunion
3.1.2.3.4 élaborer le guide de référence pour la surveillance intégrée multisectorielle de la RAM avec l'outil standardisé de la FAO (ATLASS) de collecte de données de surveillance et de détection en santé animale (1 consultant national pendant 21 jours)	consultance	2	2023-2024	National	Secrétariat	4 200 000	FAO	plan de surveillance au laboratoire intégré sante animale
3.1.2.3.5 Organiser un atelier de validation du guide de référence pour la surveillance intégrée avec l'outil standardisé de la FAO (ATLASS) de notification, de collecte de données de surveillance et de détection de la RAM en santé animale (Atelier de 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	atelier	1	2023-2024	National	Secrétariat	9 850 000	FAO	
3.1.2.3.6 éditer et diffuser le guide de référence pour la surveillance intégrée multisectorielle de la RAM en santé animale (notification 1000, guide de référence 100)	edition	1	2023-2024	National	Secrétariat	2 500 000	FAO	
3.1.2.3.7 Organiser des missions de supervision des sites de référence (6) (9 personnes, 3 véhicules, 7 jours par région)	mission	10	2023-2024	National	Secrétariat	27 522 000	FAO	nombre de supervision

3.1.2.3.8 Organiser un atelier sur l'UAM avec toutes les parties prenantes (Vétérinaires privé, Grossistes, Vétérinaires publiques, laboratoires privés et publics, Associations d'éleveurs (faitières), 30 personnes, 3 jours, hors abidjan	atelier	1	2023-2024	National	Secrétariat	6 910 000	FAO	
3.1.2.3.9 Former les référents ou points focaux des sites retenus à l'utilisation de l'outil et à l'exploitation des données de collecte au niveau des organes de lutte contre les RAM en santé animale (2 formateurs, 25 personnes, 3 jours par ville)	formation	3	2023-2024	National	Secrétariat	30 000 000	FAO	nombre de referent formé
3.1.2.3.10 Réaliser une (01) mission intégrée multisectorielle de coaching par an pour chaque site bénéficiaire (3 personnes, 1 véhicule, 3 jours par ville)	mission	3	2023-2024	National	Secrétariat	25 000 000	FAO	nombre de mission de oaching
						107 482 000		

## Objectif spécifique 3.2 Renforcer les capacités des laboratoires en vue de produire des données microbiologiques de haute qualité permettant de prendre en charge les patients et d'appuyer les activités de surveillance dans les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale

### Action stratégique 3.2.1

Renforcement des capacités de détection de la RAM dans les laboratoires de santé humaine, animale, environnementale, agroalimentaire (bactérie, virus, parasite, champignon)

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livvable
3.2.1.1 Mettre aux normes les infrastructures du CNR et des laboratoires identifiés dans le plan de surveillance de la RAM de tous les secteurs								
3.2.1.1.1 Renforcer et adapter aux normes les infrastructures des laboratoires identifiés dans le plan de surveillance de la RAM (1 laboratoire par secteur 6)	Renforcement infrastructure	6	2021	National	Secrétariat RAM	60 000 000	partenaire/ministere	Nombre de laboratoires renforcé
total						60 000 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livvable
3.2.1.2 Doter les laboratoires d'équipements pour la détection de la RAM dans tous les secteurs								
3.2.1.2.1 Faire l'état des lieux des équipements existants des laboratoires en santé animale, environnementale et agroalimentaire (6 personnes, 2 véhicules, 5 jours par régions)	Mission	10	2022	National	Secretariat RAM,CTM3	60 000 000	partenaire/ministere	Nombre de missions

3.2.1.2.2 Restituer les résultats des missions pour l'identification des équipements des laboratoires en santé animale, environnementale et agroalimentaire (2 reunions, 30 personnes, Abidjan)	reunions	2	2022	National	Secretariat RAM,CTM3	6 037 100	partenaire/ministere	TDR validés
3.2.1.2.3 Identifier les équipements pour la détection de la RAM dans le secteur de la santé humaine, animale, environnementale et agroalimentaire (15 personnes, 1 jour, Abidjan)	reunions	A déterminer	2022	Régional/national	Secrétariat, CTM3	350 000	partenaire/ministere	Nombre d'équipement identifié
3.2.1.2.4 Acquérir des équipements (Vitek 1 système) automatisées pour le laboratoire national de référence et les laboratoires identifiés dans le secteur de la santé humaine, animale, environnementale et agroalimentaire	Equipements automatisées	A déterminer	2022	National	KOTHAR et la République Islamique de Mauritanie	600 000 000	partenaire/ministere	Nombre d'équipements automatisés achetés et installés
3.2.1.2.5 Former le personnel technique à l'utilisation des équipements pour le laboratoire national de référence et les laboratoires identifiés dans le secteur de la santé humaine, animale, environnementale et agroalimentaire (3 reunions, 30 personnes, Yamoussoukro)	Formation	3	2022	National	Secretariat RAM, CTM3	25 758 900	partenaire/ministere	Nombre de personnes formé
3.2.1.2.6 Former le personnel technique à la maintenance preventive des équipements des laboratoires de la santé humaine, animale, environnementale et alimentaire (3 reunions, 30 personnes, Yamoussoukro)	Formation	3	2022	National	Secretariat RAM, CTM3	25 758 900	partenaire/ministere	Nombre de personnes (Biotechnologistes) formé
3.2.1.2.7 Organiser des missions de suivi et évaluation des activités de maintenance préventive au niveau des laboratoires de la RAM (6 personnes, 2 véhicules, 5 jours par région)	Mission	10	2022	National	Secretariat RAM, CTM3	60 000 000	partenaire/ministere	Nombre de missions effectué
3.2.1.2.8 Appuyer à la détection et la surveillance de la RAM des laboratoires regionaux par des mission de caoching sur site (1 mission sur chaque site CHR par an)	mission	A déterminer	2023 2023-2024-2025	regional		30 000 000	CDC	nombre de laboratoires appuyé
3.2.1.2.9 Collecter les souches AMR de la périphérie au niveau central.	souches	A déterminer	2023 2023-2024-2025	Régional/national	Secrétariat, CTM3	20 000 000	CDC	nombre de souche reçu au niveau central
3.2.1.2.10 Réaliser 10 000 tests de sensibilité à la RAM.	testes	10000	2022 2023-2024-2025	Régional/national	Secrétariat, CTM3	70 000 000	CDC	nombre de test de sensibilité réalisé
3.2.1.2.11 collecter, détecter et signaler la résistance aux antimicrobiens aux points de contact locaux, régionaux et mondiaux.	souches		2023 2023-2024-2025		Secrétariat, CTM3	40 000 000	CDC	nombre de RAM signalé aux points de contact régionaux
total						937 904 900		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrab
---------------	-------	----------	------	--------	--------------------	----------------	-----------------------	-------------------

3.2.1.3 Approvisionner en continu les laboratoires en réactifs et consommables secteur animal et humains et environnemental

3.2.1.3.1 Identifier les réactifs et consommables devant faire l'objet d'approvisionnement en continu par an et par laboratoires	reunion	6	2022	Régional/national	Secrétariat	3 000 000	FAO	Nombre de réactifs et consommables identifiés
3.2.1.3.2 Acquérir les réactifs et consommables pour l'approvisionnement des laboratoires (réactif, consommables, packaging)	Réactifs et consommables	A déterminer	2022	Régional/national	Secrétariat	500 000 000	FAO	Nombre de réactifs et consommables identifiés
3.2.1.3.3 Mettre en place un système de gestion de stocks et des approvisionnements	Gestion de stock	1	2022	Régional/national	Secrétariat	60 000 000	FAO	Système de gestion de stock fonctionnel
3.2.1.3.4 Acquérir les équipements pour les laboratoires (LCVB, LRB, LRK LCHAI-agroalimentaire)	Equipement		2023-24-25	Régional/national	Secrétariat	300 000 000	FAO	
3.2.1.3.5 Elaborer et valider un guide de référence des méthodes de détection de la RAM (Atelier de 60 personnes pendant 10 jours à Yamoussoukro)	expert/atelier	2	2023	Régional/national	Secrétariat	15 000 000	FAO	nombre de guide de reference de detection Ram edité
3.2.1.3.6 Editer et diffuser le guide de référence des méthodes de détection de la RAM	edition		2023-24-25	Régional/national	Secrétariat	1 000 000	FAO	
3.2.1.3.7 Former le personnel de laboratoire à la gestion de stocks et des approvisionnements (5 j, 25 personnes, Yamoussoukro 2 sessions)	formation	2	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat	25 000 000	FAO	nombre de personnel de laboratoire formé à la gestion de stocks
3.2.1.3.8 Organiser une session de formation annuelle sur la biosécurité et biosûreté (cf. module existant biosécurité et biosûreté) (3 j, 25 personnes, Abidjan 1 sessions)	formation	1	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat	12 500 000	FAO	nombre de personnel de laboratoire formé à la biosécurité
3.2.1.3.9 Organiser une session de formation annuelle sur la conservation - le packaging - le transport sécurisé des échantillons (5 j, 25 personnes, Yamoussoukro 2 sessions)	formation	2	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat	25 000 000	FAO	nombre de personnel de laboratoire formé à la conservation et au transport
3.2.1.3.10 Organiser la collecte et le transport des échantillons (souches microbiennes)	transport		2023-24-25	Régional/national	Secrétariat	9 000 000	FAO	nombre de souches collectés nombre de souche transportés
3.2.1.3.11 Elaborer des Termes de Références de recrutement de 1 consultant (consultant national) pour faire une évaluation du système de transport des échantillons et proposer un système national de transport des échantillons animaux (réunion de 10 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	reunion	1	2023-24	Régional/national	Secrétariat	500 000	FAO	
3.2.1.3.12 valider des Termes de Références de recrutement de 1 consultants (consultant national) pour faire une évaluation du système de transport des échantillons et proposer un système national de transport des échantillons des animaux (réunion de 30 personnes pendant 1 jours à Abidjan)	atelier	1	2023-24	Régional/national	Secrétariat	10 000 000	FAO	

3.2.1.3.13 Recruter un consultant pour faire une évaluation du système de transport des échantillons et proposer un système national de transport des échantillons animaux (recueil des candidatures/ dépouillement et analyse/ entretien et sélection. (2 réunions 1 jour 10 personne Abidjan)	reunion	2	2024	Régional/national	Secrétariat	1 000 000	FAO	rapport d'évaluation du système de transport des échantillons
3.2.1.3.14 Evaluer le système de transport des échantillons et proposer un système national de transport des échantillons animaux (1 consultant national pendant 45 jours)	consultance	1	2024-25	Régional/national	Secrétariat	4 500 000	FAO	
3.2.1.3.15 Organiser un atelier de validation du système de transport des échantillons proposé (atelier de 30 personnes pendant 5 jours à Yamoussoukro)	atelier	1	2024-25	Régional/national	Secrétariat	10 000 000	FAO	
3.2.1.3.16 Identifier les laboratoires participants à la surveillance de la RAM (atelier de 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	atelier	1	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat	10 000 000	FAO	nombre de laboratoire participants à la surveillance
total						986 500 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
3.2.1.4 Standardiser les méthodes de détection de la RAM dans tous les secteurs								
3.2.1.4.1 Editer et diffuser le guide de référence des méthodes de détection de la RAM	Exemplaire du guide	1000	2023-24	Régional/national	Secrétariat	2 000 000	partenaire/ministere	Nombre d'exemplaires du guide de référence des méthodes de détection diffusés
3.2.1.4.2 Organiser un séminaire sur la détection et la surveillance de la RAM dans 11 laboratoires régionaux.(5 j, 25 personnes, Yamoussoukro 11 sessions)	formation	11		Régional	Secrétariat	110 000 000	CDC	rapport du seminaire sur la detection et surveillance
total						112 000 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
3.2.1.5 Former le personnel des laboratoires à la détection et à la notification de la RAM (standardisation des techniques de détection, biosécurité et biosûreté, conservation - packaging - transport sécurisé des échantillons) dans tous les secteurs								
3.2.1.5.1 Elaborer des Termes de Références pour la mise à niveau des méthodes de détection de la RAM dans le secteur de la santé animale, environnementale et agroalimentaire (reunion, 30 personnes, 1 jour, Abidjan)	reunions	2	2022	National	Secretariat RAM,CTM3	3 237 100	partenaire/ministere	TDR validés
3.2.1.5.2 Valider les Termes de Références pour la mise à niveau des méthodes de la RAM dans le secteur de la santé animale, environnementale et agroalimentaire (réunion de 30 personnes pendant 1 jour à Abidjan)	Reunion	1	2021	National	Secretariat RAM, CTM3	1 618 550	partenaire/ministere	TDR Validé
3.2.1.5.3 Organiser un atelier pour la mise à niveau des méthodes de la RAM dans le secteur de la santé animale, environnementale et agroalimentaire (réunion de 30 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	Reunion	2	2021	National	Secretariat RAM, CTM4	6 037 100	partenaire/ministere	TDR Validé
3.2.1.5.4 Editer et diffuser le guide de référence des méthodes de détection de la RAM	Exemplaire du guide	1000	2022	Régional/national	Secrétariat	2 000 000	partenaire/ministere	Nombre d'exemplaires du guide de référence des méthodes de détection diffusés
3.2.1.5.5 Former 125 cliniciens à Abidjan et 11 laboratoires régionaux sur la prescription d'antibiotiques. (5 j, 12 personnes, hors abidjan 11 sessions)	formation	11	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat	55 000 000	CDC	pourcentage de cliniciens formés
3.2.1.5.6 organiser des Stage sur la RAM pour 3 directeurs de laboratoire (3 directeur par an)	formation	9	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat	18000000	CDC	nombre de directeurs formés
total						85 892 750		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
3.2.1.6 Développer un mécanisme de gestion des données RAM au sein des laboratoires dans tous les secteurs et Former le personnel des sites pilotes retenus à l'exploitation des données de laboratoires et à la mise en place de mesures de prévention appropriée contre la RAM								
3.2.1.6.1 Renforcer la capacité du personnel de laboratoire dans le secteur animal, environnemental et agroalimentaire à la gestion de stocks et des approvisionnements (5 j, 30 personnes, Yamoussoukro 2 sessions)	Session de formation	2	2022-23-24-25	Régional/national	Secrétariat RAM, CTM3	20 532 000	partenaire/ministere	Nombre de personnes formées
3.2.1.6.2 Organiser une session de formation annuelle sur la standardisation des techniques de détection de la RAM au niveau des laboratoires du secteur animal, environnemental et agroalimentaire (5 j, 30 personnes, Abidjan 4 sessions)	Session de formation annuelle sur la standardisation	4	2022-23-24-25	Régional/national	Secrétariat RAM, CTM3	28 200 000	partenaire/ministere	Nombre de sessions de formation technique de détection organisées

3.2.1.6.3 Organiser une session de formation annuelle sur la biosécurité et biosûreté au niveau des laboratoires du secteur animal, environnemental et agroalimentaire (cf. module existant biosécurité et biosûreté) (3 j, 30 personnes, Abidjan 2 sessions)	Session de formation annuelle sur la biosécurité	2	2022-23-24-25	Régional/national	Secrétariat RAM, CTM3	9 700 000	partenaire/ministère	Nombre de sessions de formation biosécurité organisées
3.2.1.6.4 Organiser une session de formation annuelle sur la conservation - le packaging - le transport sécurisé des échantillons au niveau des laboratoires du secteur animal, environnemental et agroalimentaire (5 j, 30 personnes, Yamoussoukro 2 sessions)	Session de formation annuelle sur la conservation - le packaging - le transport	2	2022-23-24-25	Régional/national	Secrétariat RAM, CTM3	10 266 000	partenaire/ministère	Nombre de sessions de formation conservation et packaging organisées
3.2.1.6.5 Organiser la collecte et le transport des échantillons au niveau des laboratoires du secteur animal, environnemental et agroalimentaire (souches microbiennes)	Collecte et transport des échantillons	1	2022-23-24-25	Régional/national	Secrétariat	5 000 000	partenaire/ministère	Nombre de souches collectées
3.2.1.6.6 identifier les modules de formation en gestion de données du laboratoires et les operatrices de saisie	reunion	1	2023	national	ctm 3	100 000	partenaire/ministère	
3.2.1.6.7 élaborer les modules de formation des gestions de données du laboratoires et les operatrices de saisie (5 personnes 75000f/jour 25 jours)	expertise	1	2023	national	ctm 3	9 375 000	partenaire/ministère	nombre de module de formation
3.2.1.6.8 organiser la formation les gestions de données du laboratoires et les operatrices de saisie	atelier	1	2023-24-25	national	ctm 3	45 000 000	partenaire/ministère	nombre de personnes formées
3.2.1.6.9 oragner la diffusion des données de laboratoires à tous les partenaires	diffusion	1	2023	national	ctm 3		partenaire/ministère	
3.2.1.6.10 organiser le bilan annuel des activités de gestion de données de laboratoires (15 personnes, 3 jours, hors abidjan)	atelier	3	2023-24-25	national	ctm 3	14 115 000	partenaire/ministère	rapport d'atelier
3.2.1.6.11 Evaluer la qualité des données de laboratoires chaque année	expertise	3	2023-24-25	national	ctm 3	7 875 000	partenaire/ministère	rapport d'évaluation

total 150 163 000

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livable
3.2.1.7 Mettre en place un système de transport des échantillons pour la RAM dans tous les secteurs								
3.2.1.7.1 Analyser les données sur la RAM	Analyse des données	9	2023-24-25	National	GMC Secrétariat, CTM3	4 500 000	partenaire/ministère	Rapport d'analyses disponibles
3.2.1.7.2 Renforcer les capacités du personnel	formation	3	2023-24-25	National	GMC Secrétariat, CTM3	5 000 000	partenaire/ministère	Nombre de personnels renforcés /formés

3.2.1.7.3 Documenter sur les infections dues aux RAM (Déclaration des infections dues aux RAM),	Infection dû aux RAM	3	2022-23-24-25	National	GMC Secrétariat, CTM3	5 000 000	partenaire/ministère	Nombre d'infections dues aux RAM
total						14 500 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
3.2.1.8 Identifier les laboratoires participant à la surveillance de la RAM								
3.2.1.8.1 Adapter les fiches de collecte standardisées des données sur les souches multirésistantes dans le secteur animal, environnemental et agroalimentaire (15 personnes, 2 jours, Abidjan)	Reunion	1	2022-23-24-25	Abidjan	Secrétariat, CTM3	500 000	partenaire/ministère	Nombre de fiches de collecte souche résistante édités
3.2.1.8.2 Adapter la base de données des souches microbiennes collectées dans le secteur animal, environnemental et agroalimentaire (15 pers, 1 jour, Abidjan)	Reunion	1	2022-23-24-25	National	GMC Secrétariat	500 000	partenaire/ministère	Base de données disponibles
3.2.1.8.3 Collecter les données sur les RAM dans le secteur animal, environnemental et agroalimentaire	Collecter les données	1	2022-23-24-25	National	GMC Secrétariat	-	partenaire/ministère	Nombre de données collectées
3.2.1.8.4 Saisir les données sur la RAM dans le secteur animal, environnemental et agroalimentaire	Saisie des données	1	2022-23-24-25	National	GMC Secrétariat	-	partenaire/ministère	Nombre de données saisie
3.2.1.8.5 Analyser les données sur la RAM dans le secteur animal, environnemental et agroalimentaire	Analyse des données	1	2022-23-24-25	National	GMC Secrétariat, CTM3	-	partenaire/ministère	Rapport d'analyses disponibles
3.2.1.8.6 Renforcer les capacités du personnel dans le secteur animal, environnemental et agroalimentaire	formation	4	2022-23-24-25	National	GMC Secrétariat, CTM3	20 000 000	partenaire/ministère	Nombre de personnels renforcés /formés
						21 000 000		

### Action stratégique 3.2.2

#### Renforcer les capacités du CNR anti microbien de l'ORMICI

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
3.2.2.1 Approvisionner en continu les laboratoires en réactifs et consommables								
3.2.2.1.1 Dresser la liste des réactifs et consommables devant faire l'objet d'approvisionnement continu	Liste de consommable et réactif	1	2022	Régional/national	Secrétariat, CTM3	-	Secrétariat	Nombre de listes de consommables et de réactifs établis



3.2.2.1.2 Acquérir les réactifs et consommables pour l'approvisionnement des laboratoires y compris les CNRs et laboratoires périphériques sentinelles	Consommable et réactif	A déterminer	2022	Régional/national	Secrétariat, CTM3	350 000 000	Secrétariat	Nombre de consommable et réactifs acquis
350 000 000								

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
3.2.2.2 Accompagner le CNR ORMICI, le LANADA et le CIAPOL dans le processus d'accréditation selon les normes ISO 15189, 17025 et 14001								
3.2.2.2.1 Recruter 3 auditeurs certifiés pour les audits diagnostics des 3 laboratoires (3 auditeurs, 30 jours)	Audit	A déterminer	2022	Régional/national	Secrétariat, CTM3	13 500 000	Secrétariat	Nombre d'auditeurs recrutés
3.2.2.2.2 Elaborer des Termes de Références de recrutement de 3 consultants pour l'accompagnement à l'accréditation (formation du personnel, rédaction de la documentation, coaching, actions correctives, audits internes, etc.) (réunion de 10 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	Réunion CTM3	1	2021	Régional/national	Secrétariat, CTM3	500 000	Secrétariat	TDR rédigés
3.2.2.2.3 Valider des Termes de Références de recrutement de 3 consultants pour l'accompagnement à l'accréditation (formation du personnel, rédaction de la documentation, coaching, actions correctives, audits internes, etc.) (réunion de 30 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	Réunion GMC	1	2023	Régional/national	Secrétariat, CTM3	3 018 550	Secrétariat	TDR validés
3.2.2.2.4 Recruter trois (3) consultants pour l'accompagnement à l'accréditation (formation du personnel, rédaction de la documentation, coaching, actions correctives, audits internes, etc.) (recueil des candidatures/dépouillement et analyse/ entretien et sélection. (2 réunions 1 jour 10 personnes Abidjan)	Réunion CTM3	2	2023	Régional/national	Secrétariat	500 000	Secrétariat	Nombre de consultants recrutés
3.2.2.2.5 Accompagner à l'accréditation (formation du personnel, rédaction de la documentation, coaching, actions correctives, audits internes, etc.) (3 consultants nationaux pendant 30 jours)	Consultance	1	2023	Régional/national	Secrétariat, CTM3	13 500 000	Secrétariat	Nombre de laboratoires accompagnés ou de personnes formées
3.2.2.2.6 Réaliser l'audit d'accréditation	Audit	1	2024-25	Régional/national	Secrétariat, CTM3	10 000 000	Secrétariat	Résultat accréditation
3.2.2.2.7 Évaluer le laboratoire national de référence sur la RAM pour l'accréditation ISO 15189	audit	1	2024-25	Régional/national	Secrétariat, CTM3	10 000 000	CDC	rapport d'audit du CNR
3.2.2.2.8 Former le personnel du laboratoire de référence sur la RAM à la gestion de la qualité au niveau national.	formation	1	2024-25	Régional/national	Secrétariat, CTM3	5 000 000	CDC	pourcentage de personnel du laboratoire formé à la qualité

3.2.2.2.9 Formation de l'équipe RAM aux exigences de la norme 15189	formation	1	2024-25	Régional/national		5 000 000	CDC	pourcentage de personnel de l'équipe Ram formé à la qualité
---	-----------	---	---------	-------------------	--	-----------	-----	---

61 018 550

### Action stratégique 3.2.3

Renforcer les capacités des organes en charge de la riposte contre les anti-microbiens (C-CLIN, CLIN, SHH)

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
3.2.3.1 Réaliser une analyse situationnelle du réseau de services d'hygiène hospitalière ou comité de lutte contre les infections associées aux soins (IAS) en charge de la riposte contre la RAM (C-CLIN, CLIN, SHH)								
3.2.3.1.1 Recruter des experts nationaux pour Réaliser l'analyse situationnelle des comités d'hygiène hospitalier ou comité de lutte contre les infections associées aux soins (IAS) en charge de la riposte contre la RAM dans les CHR (C-CLIN, CLIN, SHH)(10 personnes 2 jours abidjan)	reunion	3	2023	national	ctm 3	300 000	partenaire/ministere	
3.2.3.1.2 Réaliser l'analyse situationnelle des comités d'hygiène hospitalier ou comité de lutte contre les infections associées aux soins (IAS) en charge de la riposte contre la RAM dans les CHR par des les experts nationaux dans les CHR et elaborer un rapport (6 experts 150000f/jour pendant 45 jours tous les CHR)	expertise	1	2022 -23-24 -25	national	ctm 3	40 500 000	partenaire/ministere	analyse situationnelle du réseau de services d'hygiène hospitalière
3.2.3.1.3 Valider le rapport de l'analyse situationnelle du réseau de services d'hygiène hospitalière ou comité de lutte contre les infections associées aux soins (IAS) en charge de la riposte contre la RAM (C-CLIN, CLIN, SHH) (15 personnes, 3 jours, hors abidjan)	atelier	1	2023	national	ctm 3	4 705 000	partenaire/ministere	rapport de l'analyse situationnelle du réseau de services d'hygiène hospitalière ou comité de lutte contre les infections associées aux soins (IAS) en charge de la riposte contre la RAM

3.2.3.1.4 Diffuser le rapport d'une analyse situationnelle du réseau de services d'hygiène hospitalière ou comité de lutte contre les infections associées aux soins (IAS) en charge de la riposte contre la RAM (C-CLIN, CLIN, SHH)	diffusion	1	2023	national	ctm 3	500 000	partenaire/ministere	nombre d'établissement de sante ayant reçu le rapport d'analyse situationnelle du réseau de services d'hygiène hospitalière ou comité de lutte contre les infections associées aux soins (IAS) en charge de la riposte contre la RAM
3.2.3.1.5 Mettre en œuvre les recommandations le rapport d'une analyse situationnelle du réseau de services d'hygiène hospitalière ou comité de lutte contre les infections associées aux soins (IAS) en charge de la riposte contre la RAM (C-CLIN, CLIN, SHH)	mise en œuvre	1	2023-24-25	national	ctm 3	60 000 000	partenaire/ministere	
total						106 005 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
3.2.3.2 Approvisionner en continu les organes de prévention et de lutte contre les IAS en matériels de prélèvements, réactifs et consommables y compris hygiène hospitalière et portage								
3.2.3.2.1 Quantifier et budgetiser par an les besoins en matériels, réactifs et consommables des organes de préventions des IAS par an (30 personnes, 3 jours, hors abidjan)	atelier	6	2023-24-25	national	ctm 3	59 100 000	partenaire/ministere	listes de besoins en matériel de prelevement et consommables des IAS
3.2.3.2.2 Acquérir les matériels de prelevement, réactifs et consommables des organes de préventions des IAS	matériel et consommables	3	2023-24-25	national	ctm 3	165 000 000	partenaire/ministere	quantité de matériel de prelevement des IAS acquis
3.2.3.2.3 Distribuer les matériels de prelevement, réactifs et consommables des organes de préventions des IAS	distribution		2023-24-25	national	ctm 3	6 000 000	partenaire/ministere	nombre de matériels de prelevement des IAS par organes
total						230 100 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
3.2.3.3 Standardiser les méthodes de surveillance et de prévention de lutte contre la RAM au laboratoire dans tous les secteurs								
3.2.3.3.1 identifier les SOP de la surveillance et de prévention de lutte contre la RAM au laboratoire dans le secteur humain et animal	réunion	1	2023	national	ctm 3	100 000	partenaire/ministere	
3.2.3.3.2 Elaborer, valider ou reviser les SOP de la surveillance et de prévention de lutte contre la RAM au laboratoire dans tous les secteurs 2 atelier dans chaque secteur et chaque 2 an (15 personnes, 7 jours, hors abidjan)	atelier	1	2022-23-24-25	national	ctm 3	333 700 000	partenaire/ministere	liste de SOP de la surveillance
3.2.3.3.3 Diffuser les SOP de la surveillance et de prévention de lutte contre la RAM au laboratoire dans le secteur humain et animal	diffusion	1	2022-23-24-25	national	ctm 3	7 645 000	partenaire/ministere	nombre de SOP de la surveillance et de la prevention
3.2.3.3.4 Former les techniciens (et autres acteurs) du laboratoire à la mise en œuvre correcte des SOP de la surveillance et de prévention de lutte contre la RAM au laboratoire dans le secteur humain et animal	formation	2	2023-24-25	national	ctm 3	20 000 000	partenaire/ministere	proportion de techniciens formés à l'usage des SOP
3.2.3.3.5 superviser les acteurs du laboratoire à l'usage correcte des SOP de la surveillance et de prévention de lutte contre la RAM au laboratoire dans le secteur humain et animal 2 fois par an (3 personnes, 1 vehicule, 5 jours)	mission supervision		2023-24-25	national	ctm 3	75 000 000	partenaire/ministere	nombre de supervision des acteurs de laboratoire
total						436 445 000		

### Objectif spécifique 3.3 Identifier les priorités de la recherche opérationnelle sur la RAM

#### Action stratégique 3.3.1

#### Recherche et développement

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur/livrable
3.3.1.1 Soutenir les projets de Recherche appliquée sur la RAM								
3.3.1.1.1 réaliser une étude sur les germes responsables de septicémies chez les nouveau-nés et les enfants	Etude	4	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat, CTM2	90 000 000	partenaire/ministère	Rapport d'étude réalisées disponible
3.3.1.1.2 Réaliser une étude sur la diffusion trans écosystémique (1 étude par écosystème 20 millions)	Etude	3	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat, CTM3	60 000 000	partenaire/ministère	Rapport d'étude réalisées disponible
3.3.1.1.3 Réaliser une étude de prévalence des bactéries résistantes aux anti-microbiens (beta lactamines et quinolones source OMS) en milieu communautaire et hospitalier	Etude	1	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat, CTM3	30 000 000	partenaire/ministère	Rapport d'étude réalisée sur la RAM disponible
3.3.1.1.4 Evaluer la présence de résidus d'anti-microbiens dans la viande (bovin, ovin, caprin et poulet), les œufs et le lait (bovin) poisson et eau de surface en Côte d'Ivoire (forfait 20 millions par étude)	Etude	2	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat, CTM3	60 000 000	partenaire/ministère	Rapport d'étude sur les résidus d'antimicrobiens dans la viande disponible
3.3.1.1.5 Réaliser une étude de prévalence de la résistance aux antimicrobiens chez les animaux d'élevage et de compagnie	Etude	1	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat, CTM3	60 000 000	partenaire/ministère	Prévalence de la résistance aux anti-microbiens chez les animaux disponible
3.3.1.1.6 Réaliser une étude de prévalence de la résistance des parasites ou champignons liés à l'utilisation des pesticides dans l'environnement (eau, air et sol)	Etude	1	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat, CTM3	80 000 000	partenaire/ministère	Rapport d'étude sur la prévalence de la résistance des germes liés à l'utilisation des pesticides dans l'environnement (eau, air et sol) disponible
3.3.1.1.7 Réaliser une étude d'impact socio-économique et anthropologique de la résistance aux anti-microbiens (morbidity, mortalité, surcoût) dans les établissements de soins humains (forfait 20 millions par étude)	Etude	2	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat	90 000 000	partenaire/ministère	Rapport d'étude sur l'impact socio-économique de la résistance aux antimicrobiens disponible

3.3.1.1.8 Réaliser une étude d'impact socioéconomique et anthropologique de la résistance aux anti-microbiens (morbidité, mortalité, surcoût) dans les élevages (forfait 20 millions par étude)	Etude	2	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat	40 000 000	partenaire/ministere	Donnée sur d'impact socioéconomique de la résistance aux anti-microbiens existe
3.3.1.1.9 Réaliser une Etude sur les déterminants de l'utilisation inappropriée des anti-microbiens	Etude	1	2023-24-25	Régional/national	Secrétariat	85 000 000	partenaire/ministere	Rapport d'étude sur l'utilisation inappropriée des anti-microbiens disponible

TOTAL 595 000 000

## Objectif stratégique 4 : Réduire l'incidence des infections par des mesures efficaces d'assainissement, d'hygiène et de prévention

### Objectif spécifique 4.1 Mettre en place un programme national de lutte contre les infections dues aux RAM

#### Action stratégique 4.1.1

#### Mettre en œuvre un plan national de lutte contre les infections dues à des agents multiresistants dans tous les secteurs

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur
4.1.1.1 Renforcer les comités hygiène de tous les secteurs à la gestion des agents multiresistants prioritaires								
4.1.1.1.1 Identifier 20 sites sentinelles capables de gerer les MDR en santé humaine, 2 sites sentinelles en santé animale, 3 sites sentinelles en santé environnementale et agro alimentaire	Sites	1	2022-23-24-25	Régional/national	CTM4/secrétariat	-	Secrétariat	Nombre de sites sentinelles identifiés
4.1.1.1.2 Organiser des missions conjointes pour l'installation comités d'hygiène dans tous les secteurs en matière de gestion des agents multiresistants (9 personnes, 3 véhicules, 7 jours)	Mission	5	2022-23-24-25	Régional/national	CTM4/secrétariat	45 000 000	Secrétariat	Nombre de missions
4.1.1.1.3 Organiser des missions conjointes pour le suivi-évaluation des comités de HPCI dans tous les sites identifiés dans les secteurs humain et animal, environnemental (9 personnes, 3 véhicules, 7 jours)	Missions	5	2022-23-24-25	Régional/national	CTM4/secrétariat	50 000 000	Secrétariat	Nombre de mission conjointes organisées
4.1.1.1.4 élaborer des directive nationales pour le confinement des patients infectés par des agents multiresistants prioritaire	expertise	2	2022-23-24-25	Régional/national	CTM4/secrétariat	5 000 000	Secrétariat	
4.1.1.1.5 élaborer des directive nationales pour le confinement des agents multiresistants prioritaire	expertise	2	2022-23-24-25	Régional/national	CTM4/secrétariat	5 000 000	Secrétariat	
4.1.1.1.6 Organiser un atelier de validation des directives nationales de confinement des agents pathogenes MDR prioritaires et des patients porteurs de pathogenes MDR de tous les secteurs (60 personnes 5 jours hors abidjan)	atelier	3	2022-23-24-25	Régional/national	CTM4/secrétariat	51 600 000	OMS	nombre de textes reglementant la prévention et le contrôle des infections (PCI) en milieu de soins

4.1.1.1.7 diffuser des documents directives nationales sur la Prévention et le confinement des pathogène contrôle de l'infection		1	2022-23-24-25	Régional/national	CTM4/secrétariat	000 5 000	OMS	proportion d'établissement ayant reçu les textes la prévention et le contrôle des infections (PCI) en milieu de soins
4.1.1.1.8 organiser 2 missions annuelles de contrôle des activités d'hygiène dans les établissements hospitaliers des régions sanitaires d'abidjan 1 et abidjan 2 Grand ponts (9 personnes, 3 véhicules, 7 jours)	missions	5	2022-23-24-25	Régional/national	CTM4/secrétariat	000 15 000	OMS	nombre de mission de contrôle des activités d'hygiène
total						176 600 000		

#### Action stratégique 4.1.2

#### Gérer les infections à microorganismes multi résistants dans tous les secteurs

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur
4.1.2.1 Notifier des infections dues aux RAM								
4.1.2 .1.1 etabli et valider la liste des MDR prioritaires phénotype et géotypes (30 personnes, 5 jours, hors abidjan)	atelier	2	2022-23-24-25	National	CTM/secrétariat	000 12 350	partenaire	liste pathogènes MDR
4.1.2 .1.2 développer ou réviser les outils de notification des pathogènes MDR (2 expert par secteur, 45jours, 150000f/jour)	expertise	6	2022-23-24-25	National	CTM/secrétariat	000 54 000	partenaire	liste des outils de notification
4.1.2 .1.3 valider les outils de notification des pathogènes MDR (30 personnes, 3 jours, hors abidjan)	atelier		2022-23-24-25	National	CTM/secrétariat	000 6 910	partenaire	liste des outils de notification
4.1.2 .1.4 Diffuser les outils de notification dans tous les secteurs	diffusion		2022-23-24-25	National	CTM/secrétariat	000 5 000	partenaire	liste des outils de notification
4.1.2 .1.5 Former les personnels de tous les secteurs à l'usage des outils de notification	formation		2022-23-24-25	National	CTM/secrétariat	000 60 000	partenaire	nombre de personnes formées par secteurs
4.1.2 .1.6 Former les personnels de tous les secteurs aux prélèvements des MDR	formation		2022-23-24-25	National	CTM/secrétariat	000 85 000	partenaire	nombre de personnes formées par secteurs
4.1.2.1.7 Organiser des missions d'enquête et réaliser des prélèvements complémentaires autour du cas (7 personnes, 2 véhicules, 5 jours Odienné)	Mission	5	2022-23-24	Régional /national	Secrétariat	8700000	partenaire	Nombre de mission d'enquête réalisé
total						231 960 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur
4.1.2.2 organiser la riposte face aux agents pathogènes multirésistants dans tous les secteurs								

4.1.2.2.1 Faire un état des lieux de la faisabilité de la mise en quarantaine dans les 25 établissements de soins identifiés (7 personnes, 2 véhicules, 5 jours hors abidjan)	Mission	12	2022-23-24	National	CTM/secrétariat	000 21 000	partenaire	Nombre de Plaidoyers réalisés
4.1.2.2 Mettre en place les stratégies de quarantaine et d'isolement des patients infectés par des microorganismes multiresistants dans tous les secteurs	infrastructure	10	2022-23-24	Régional /national	Secrétariat	000 100 000	partenaire	nombre d'infrastructure de quarantaine
4.1.2.3 Organiser des enquetes autour des cas de pathogènes multiresistant dans tous les secteurs	enquete		2022-23-24-25		Secrétariat	000 100 000	partenaire	nombre de cas
4.1.2 .3 .1 Réaliser une enquête de prévalence nationale annuelle sur les infections associées aux RAM (forfait 20millions)	Enquête	4	2022-23-24	Régional/national	CTM4	000 60 000	Secrétariat	Enquête de prévalence nationale sur les infections associées aux RAM réalisée
						281 000 000		

### Action strategique 4.1.3

### Renforcer le plateau technique en matière de contrôle et prévention des infections dues aux RAM

4.1.3 .1 Cf. programme de biosécurité et de bio sureté

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur
4.1.3 .2 Cf. programme en charge de la gestion des Infections nosocomiales								
4.1.3 .2.1 Equiper 20 sites identifiés en équipement de stérilisation (20 autoclaves) Forfait	Equipement de stérilisation	A déterminer	2022-23-24-25	Régional/national	Secrétariat	280 000 000	Secrétariat	Nombre d'établissements équipés en autoclave



4.1.4 .2 .2 Equiper 20 sites identifiés en équipement de traitement des déchets biomédicaux (Banaliseur 20, Incinérateur 20 + 1 pour CIAPOL, chariot à roulette 20, grande poubelle 96 litres 30)	Equipement de traitement des déchets	A déterminer	2022-23-24-25	Régional /national	Secrétariat	1 362 000 000	Secrétariat	Nombre d'établissement équipés en matériel de traitement des déchets
4.1.4 .2 .3 fournir les 23 sites identifiés en matériel de transport sécurisé des produits biologiques (emballage UN, triple emballage, tube de conservation de souches température ambiante) (forfait)	Emballage	A déterminer	2022-23-24-25	Régional /national	Secrétariat	69 000 000	Secrétariat	Nombre d'établissements équipés en matériel de transport sécurisé
4.1.4 .2 .4 fournir les 23 sites identifiés en équipement de bio nettoyage et d'entretien des locaux de soins (Chariot de Faubert 23, mono brosse 23, balais à frange 23, balais de faubert 23,) (forfait)	Equipement de bio nettoyage	A déterminer	2022-23-24-25	Régional /national	Secrétariat	35 000 000	Secrétariat	Nombre d'établissements équipés en matériel de matériels de bionettoyage et d'entretien

1 746 000 000

#### Action stratégique 4.1.4

#### Améliorer la sécurité sanitaire des aliments et des eaux par le renforcement de la collaboration multisectorielle

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	cout (monnaie)	Source de financement	Indicateur
4.1.4 .1 Mettre à jour les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'inspection selon les normes internationales								
4.1.5 .1.1 Organiser des réunions des CTM 4 pour élaborer les TDR pour la mise à jour des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'inspection selon les normes internationales / RSI, OIE, OMS, AEWa et CITES, CIPV ... (3 séances du CTM4)	Réunion	A déterminer	2022-23-24-25	Régional/national	Secrétariat	000 2 000	Secrétariat	Nombre de réunions CTM organisées
4.1.4.1 .2 Recruter 2 consultants (santé humaine, santé animale et santé environnementale) pour la mise à jour des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'inspection selon les normes internationales / RSI, OIE, OMS, AEWa et CITES, CIPV (30 jours/expert)	expertise	2	2023	Régional /national	Secrétariat	000 9 000	Secrétariat	Nombre de consultants recrutés
4.1.4.1 .3 Organiser un atelier de validation de la mise à jour des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'inspection selon les normes internationales / RSI, OIE, OMS, AEWa et CITES, CIPV (3 jours, 30 personnes, Yamoussoukro)	Atelier	1	2023	Régional /national	Secrétariat	000 7 110	Secrétariat	Rapport de validation disponible
4.1.4.1 .4 Organiser un atelier de restitution de la mise à jour des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'inspection selon les normes internationales / RSI, OIE, OMS, AEWa et CITES, CIPV (45 personnes/Abidjan/1 jr)	Atelier	1	2023	Régional/national	Secrétariat	000 1 050	Secrétariat	Rapport

4.1.4.1 .5 Reprographier et diffuser les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'inspection selon les normes internationales / RSI, OIE, OMS, AEWA et CITES, CIPV (200 exemplaires)	Document	200	2023	Régional/national	Secrétariat	000	400	Secrétariat	Nombre de structure ayant reçu les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'inspection selon les normes internationales
total						17 560 000			

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	cout (monnaie)	Source de financement	Indicateur
4.1.4.2 Former les acteurs à la gestion multisectorielle des TIAC								
4.1.4.2 .1 Réaliser une enquête de prévalence sur les agents infectieux responsable de TIAC et potentiellement restant aux antibiotiques (Yakro, Man, Abengourou, Korhogo, Abidjan, San-Pedro forfait 20 millions)	Etude	1	2022-23	Régional/national	Secrétariat	20 000 000	Secrétariat	Rapport d'enquête disponible
TOTAL						20 000 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	cout (monnaie)	Source de financement	Indicateur
4.1.4.3 Mettre en place un Plan de contrôle et de surveillance des effluents véhiculés des bactéries RAM								
4.1.4.3.1 Elaborer des Termes de Références de recrutement d'un consultant pour l'élaboration des TDR du plan de contrôle et de surveillance des effluents véhicules des bactéries RAM (réunion de 10 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	Réunion CTM	1	2024	National	GMC	200 000	GCM secrétariat	TDR élaborés
4.1.4.3.2 Valider des Termes de Références de recrutement d'un consultant pour l'élaboration des TDR du plan de contrôle et de surveillance des effluents véhicules des bactéries RAM (réunion de 30 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	Réunion GMC	1	2024	National	GMC	800 000	GCM secrétariat	TDR validé
4.1.4.3.3 Recruter un consultant pour l'élaboration du plan de contrôle et de surveillance des effluents véhicules des bactéries RAM (recueil des candidatures/ dépouillement et analyse/ entretien et sélection. (2 réunions 1 jour 10 personne Abidjan)	Réunion CTM	2	2025	National	GMC	200 000	GCM secrétariat	Consultant recruté

4.1.4.3.4 Elaborer le plan de contrôle et de surveillance des effluents véhicules des bactéries RAM (santé animale, humaine, environnementale) (1 experts nationaux pendant 45 jours)	expertise	1	2025	National	GMC	6 750 000	GCM secrétariat	Plan de contrôle des effluents élaboré
4.1.4.3.5 Organiser un atelier de validation du plan de contrôle et de surveillance des effluents (atelier de 30 personnes pendant 5 jours à Yamoussoukro)	Atelier	1	2025	National	GMC	10 310 000	GCM secrétariat	Plan de contrôle et de surveillance des effluents disponible
4.1.4.3.6 Reprographier et diffuser le Plan de contrôle et de surveillance des effluents véhicules des bactéries RAM aux parties prenantes (100 copies)	Documents	100	2025	National	Secrétariat	200 000	GCM secrétariat	Nombre de personne ayant reçu le plan

18 460 000

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Cout (monnaie)	Source de financement	Indicateur
4.1.4.7 Surveiller les denrées de grande consommation (poissons, œufs, lait, pain, ...)								
4.1.4.7.1 Elaborer des Termes de Références de recrutement d'un consultant pour l'élaborer un plan surveillance des bactéries RAM des denrées (attieké, "pain-condiments"- lait fermenté "dèguè" de grande consommation (réunion de 10 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	Réunion CTM	1	2023-24	Régional/national	Secrétariat	200 000	GCM secrétariat	TDR élaborés
4.1.4.7 .2 valider des Termes de Références de recrutement d'un consultant pour l'élaborer un plan surveillance des bactéries RAM des denrées (attieké, "pain-condiments"- lait fermenté "dèguè" de grande consommation (réunion de 30 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	Réunion GMC	1	2023-24	Régional/national	Secrétariat	800 000	GCM secrétariat	TDR validés
4.1.4.7 .3 Recruter un consultant pour l'élaborer un plan surveillance des bactéries RAM dans deux denrées (attieké, "pain-condiments"- lait fermenté "dèguè" de grande consommation (recueil des candidatures/ dépouillement et analyse/ entretien et sélection. (2 réunions 1 jour 10 personne Abidjan)	Réunion CTM	2	2023-24	Régional/national	Secrétariat	200 000	GCM secrétariat	Consultant recruté
4.1.4.7 .4 Elaborer un plan surveillance des bactéries RAM dans des denrées (attieké, "pain-condiments"- lait fermenté "dèguè" de grande consommation (1 experts nationaux pendant 45 jours)	expertise	1	2023-24	Régional/national	Secrétariat	6 750 000	GCM secrétariat	Plan de contrôle et de surveillance élaboré
4.1.4.7 .5 Organiser un atelier de validation un plan surveillance des bactéries RAM des denrées (attieké, "pain-condiments") de grande consommation (atelier de 30 personnes pendant 5 jours à Yamoussoukro)	Atelier	1	2023-24	Régional/national	Secrétariat	10 310 000	GCM secrétariat	Plan de contrôle et de surveillance validé
4.1.4.7 .6 Reprographier et diffuser le plan surveillance des bactéries RAM dans des denrées (attieké, "pain-condiments"- lait fermenté "dèguè" de grande consommation (100 copies)	Documents	100	2023-24	Régional/national	Secrétariat	200 000	Secrétariat	Nombre de personne ayant reçu le plan validé

4.1.4.7.7 organiser un atelier de restitution du plan surveillance des bactéries RAM des denrées (attieké, "pain-condiments"- lait fermenté "dégoué) de grande consommation (2 jours pour 40 personnes Abidjan)	Atelier	1	2023-24	Régional/national	Secrétariat	1 100 000	Secrétariat	Rapport atelier organisé
19 560 000								

## Objectif spécifique 4.2 Introduire des programmes de lutte contre l'infection dans l'exercice de la médecine vétérinaire et dans l'élevage animale

### Action stratégique 4.1.4

### Œuvrer aux changements de comportements et aux bonnes pratiques de santé animale et à l'hygiène

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Cout (monnaie)	Source de financement	Indicateur
4.2.1 .1 Elaborer les référentiels de bonnes pratiques de santé animale et à l'hygiène								
4.2.1 .1.1 Elaborer des Termes de Références de recrutement d'un consultant pour élaborer un guide de bonnes pratiques de santé animale et à l'hygiène lutter contre les RAM et les outils de sensibilisation (réunion de 10 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	Réunion CTM	1	2023	National	CTM/secrétariat	000 200	Secrétariat	TDR élaborés
4.2.1 .1 .2 valider des Termes de Références de recrutement d'un consultant pour élaborer un guide de bonnes pratiques d'hygiène en santé animale et les outils de sensibilisation afin de lutter contre les RAM (réunion de 30 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	Réunion GMC	1	2023	National	Secrétariat	000 800	Secrétariat	TDR validés
4.2.1 .1 .3 Recruter un consultant pour élaborer un guide de bonnes pratiques d'hygiène en santé animale et les outils de sensibilisation afin de lutter contre les RAM (recueil des candidatures/dépouillement, analyse/ entretien et sélection. (2 réunions 1 jour 10 personne Abidjan)	Réunion CTM	2	2023	National	Secrétariat	000 200	Secrétariat	Consultant recruté
4.2.1 .1 .4 Elaborer un guide de bonnes pratiques d'hygiène en santé animale afin de lutter contre les RAM (1 expert national pendant 45 jours)	expertise	1	2023-24	National	Secrétariat	000 6 750	Secrétariat	Guide de bonnes pratiques élaboré
4.2.1 .1 .5 Organiser un atelier de validation du guide de bonnes pratiques de santé animale et à l'hygiène lutter contre les RAM et les outils de sensibilisation (atelier de 30 personnes pendant 5 jours à Yamoussoukro)	Atelier	1	2024	National	Secrétariat	000 10 310	Secrétariat	Guide de bonnes pratiques validé
4.2.1 .1 .6 Reprographier et diffuser le guide de bonnes pratiques de santé animale et à l'hygiène lutter contre les RAM et les outils de sensibilisation (100 copies guides par direction régional ; 100 pages par 20 ; outils de sensibilisation 2000 copies)	Documents	3000	2024	National	Secrétariat	000 6 000	Secrétariat	Nombre de guide de bonnes pratiques ; diffusé
24 260 000								

4.2.2 Renforcer les capacités des vétérinaires, les techniciens et les leaders d'association d'éleveurs vétérinaire et dans l'élevage

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur
4.2.2 .1 Former les vétérinaires, les techniciens et les leaders d'association d'éleveurs dans la lutte contre l'infection dans l'exercice de la médecine								
4.2.2 .1 .1 Organiser des sessions de formation des formateurs des vétérinaires, techniciens et leaders d'association d'éleveurs dans le cadre de la lutte contre l'infection médecine vétérinaire et l'élevage à l'usage du guide de bonnes (5 j, 25 personnes, Yamoussoukro, 2 sessions/an)	Sessions de formations des formateurs	2	2024-25	Régional /national	Secrétariat	000 17 100	Secrétariat	Nombre de Sessions de formations organisés
4.2.2 .1 .2 Organiser des sessions de formation des prestataires des vétérinaires, techniciens et leaders d'association d'éleveurs dans le cadre de la lutte contre l'infection médecine vétérinaire et l'élevage à l'usage du guide de bonnes (5 j, 25 personnes, Yamoussoukro, 10 sessions/an)	Sessions de formations prestataires	10	2024-25	Régional /national	Secrétariat	000 85 500	Secrétariat	Nombre de Sessions de formations organisée
						102 600 000		

**TOTAL OBJECTIF 4 892 000 000**

## Objectif stratégique 5 : Optimiser l'utilisation rationnelle des médicaments antimicrobiens en santé humaine, animale et environnementale

### Objectif spécifique 5.1 : Garantir un accès ininterrompu des médicaments antimicrobiens de bonne qualité

#### Action stratégique 5.1.1

#### Garantie de la qualité des antimicrobiens commercialisés sur le territoire national

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.1.1.1 Renforcer le contrôle post Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) des antimicrobiens</b>								
5.1.1.1.1 Elaborer et valider les Termes de Références pour le contrôle des médicaments antimicrobiens en post AMM	Réunion CTM	8	2022-23-24-25	national	Ctm5	000 2 000	ministere/partenaire	TDR élaborés
5.1.1.1.2 Organiser une mission annuelle de collecte des antimicrobiens pour le contrôle qualité des antimicrobiens (04 personnes par véhicule, pendant 07 jours, et par circuit), combien de circuit ?	Mission	4	2022-23-24-25	national	Ctm5	000 25 000	ministere/partenaire	nombre de mission de collectes des antimicrobiens pour le contrôle qualité
5.1.1.2.3 Réaliser les analyses de contrôles de qualité des antimicrobiens	analyse	240	2022-23-24-25	national	Ctm5	000 84 000	ministere/partenaire	Nombre de lots contrôlés conformes

5.1.1.1.4 Elaborer le rapport préliminaire des résultats du contrôle qualité des antimicrobiens	Réunion CTM	8	2022-23-24-25	national		2 000 000	ministere/partenaire	
5.1.1.1.5 Organiser un atelier annuel de présentation et adoption des rapports de contrôle qualité des antimicrobiens post AMM des laboratoires (4 ateliers de 30 personnes pendant 3 jours hors abidjan)	Atelier	4	2022-23-24-25	national	Ctm5	34 345 200	ministere/partenaire	nombre de rapports de contrôle qualité diffusés
total						147 345 200		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.1.1.2 Renforcer les capacités des laboratoires pour le contrôle des agents antimicrobiens en pré et post AMM</b>								
5.1.1.2.1 Rendre disponibles des réactifs et des consommables pour le contrôle qualité des agents antimicrobiens en pré et post AMM pour les laboratoires	Réactifs et consommables	4	2022-23-24-25	LNSP et LANADA ( voir commentaires dans le rapport)	Ctm5	100 000 000	minitere/partenaire	TDR validés
						100 000 000		

**Action stratégique 5.1.2 Garantie de la disponibilité, l'accessibilité géographique et financière des antimicrobiens sur le territoire national**

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.1.2 .1 Mettre en place une chaîne d'approvisionnement et un système d'information pharmaceutique solides, capables de signaler à l'avance les pénuries et ruptures de stock possibles de médicaments antimicrobiens</b>								
5.1.2 .1.1 Mettre en place un organe de coordination des approvisionnements des antimicrobiens en santé animale	reunion	36	2022-23-24-25	National	CTM/secretariat	18 000 000	minitere/partenaire	
5.1.2 .1.2 Mettre en place un organe de coordination des approvisionnements des antimicrobiens en santé agricole	reunion	36	2022-23-24-25	National	CTM/secretariat	18 000 000	minitere/partenaire	
5.1.2 .1.3 Elaborer les outils de suivi des approvisionnements des antimicrobiens en santé animale et agricole	Réunions et Atelier	36	2022-23-24-25	National	CTM/secretariat	30 000 000	minitere/partenaire	nombre d'outil de suivi
5.1.2 .1.4 Mesurer les niveaux de stock des antimicrobiens en santé humaine, animale et agricole	Réunion trimestrielle	16	2022-23-24-25	Abidjan	CTM/secretariat	4 800 000	minitere/partenaire	niveau des stock
total						70 800 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.1.2.2 Mettre à jour la liste positive des médicaments vétérinaires circulant sur le territoire national y compris les antimicrobiens en sante animale</b>								

5.1.2.2.1 Elaborer des Termes de Références de recrutement d'un consultant pour mettre à jour la liste positive des médicaments vétérinaires circulant sur le territoire national (réunion de 10 personnes pendant 2 jours à Abidjan)	Réunion CTM	2	2022-2025	national	Ctm5	1 000 000	ministere/partenaire	tdr disponible
5.1.2.2.2 Recruter un consultant pour mettre à jour la liste positive des médicaments vétérinaires circulant sur le territoire national (1 réunions de 10 personnes Abidjan 1 jour	réunion	1	2022-2025	national	Ctm5	250 000	ministere/partenaire	consultant selectionné
5.1.2.2.3 Etablir la liste positive des médicaments vétérinaires circulant sur le territoire y compris les antimicrobiens (1 consultant national pendant 45 jours ouvrés)	Honoraires	1	2022-2025	national	Ctm5	4 500 000	ministere/partenaire	existence de la liste positive
5.1.2.2.4 Valider la liste positive des médicaments vétérinaires circulant sur le territoire y compris les antimicrobiens (30 personnes pendant 3 jours hors abidjan)	atelier	1	2022-2025	national	Ctm5	8 436 300	ministere/partenaire	liste positive des médicaments disponible
5.1.2.2.5 Editer et diffuser la liste positive des médicaments vétérinaires circulant sur le territoire y compris les antimicrobiens (édition, distribution 50 copies)	Edition et diffusion	50	2022-2025	national	Ctm5	350 000	ministere/partenaire	nombre de copies diffusés
5.1.2.2.6 Editer et diffuser la liste des médicaments vétérinaires bénéficiant d'une AMM UEMOA (édition, distribution 50 copies)	Edition et diffusion	50	2022-2025	national	Ctm5	350 000	ministere/partenaire	nombre de copies diffusés
total						14 886 300		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
5.1.2.3 Réaliser la cartographie des approvisionnements et de la distribution/consommation des médicaments vétérinaires								
5.1.2.3.1 Elaborer des Termes de Références de recrutement d'un consultant national pour élaborer la cartographie des approvisionnements et de la distribution/consommation des médicaments vétérinaires (1réunion de 10 personnes pendant 1 jours à Abidjan)	Réunion	1	2022	national	Ctm5	250 000	ministere/partenaire	tdr disponible
5.1.2.3.2 Recruter un consultant national pour élaborer la cartographie des approvisionnements et de la distribution/consommation des médicaments vétérinaires (1 consultant national pendant 45 jours ouvrés à Abidjan)	Reunion	1	2022	national	Ctm5	4 500 000	ministere/partenaire	consultant selectionné
5.1.2.3.3 Elaborer la cartographie des approvisionnements et de la distribution/consommation des médicaments vétérinaires (1 consultant national pendant 45 jours ouvrés)	Honoraire	1	2022	national	ctm5	4 500 000	ministere/partenaire	cartographie disponible
5.1.2.3.4 organiser un atelier de validation de la cartographie des approvisionnements et de la distribution / consommation des médicaments vétérinaires (30 personnes pendant 3 jours hors abidjan)	atelier	1	2022	national	Ctm5	8 436 300	ministere/partenaire	
total						17 686 300		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.1.2.4 Elaborer le Système d'information en gestion logistique des médicaments vétérinaires</b>								
5.1.2.4.1 Elaborer des Termes de Références de recrutement d'un consultant national pour élaborer le Système d'information en gestion logistique des médicaments vétérinaires (1 réunion de 10 personnes pendant 1 jours à Abidjan)	réunion	1	2023	national	Ctm5	500 000	ministere/parte naire	tdr disponible
5.1.2.4.2 Recruter d'un consultant national pour élaborer le système d'information en gestion logistique des médicaments vétérinaires (1 réunion de 10 personnes pendant 1 jour à Abidjan)	Réunion	1	2023	national		9 250 000	ministere/parte naire	tdr disponible
5.1.2.4.3 Elaborer le système d'information en gestion logistique des médicaments vétérinaires (1 consultant national pendant 45 jours ouvrés)	honoraire	1	2023	national	ctm5	4 500 000	ministere/parte naire	système d'information en gestion logistique des médicaments vétérinaires est disponible
5.1.2.4.4 Organiser un atelier de validation du système d'information en gestion logistique des médicaments vétérinaires (30 personnes pendant 3 jours hors abidjan)	Atelier	1	2023	national	Ctm5	8 586 300	ministere/parte naire	système d'information en gestion logistique des médicaments vétérinaires est disponible

22 836 300

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.1.2.5 Renforcer les capacités des formateurs nationaux en quantification des médicaments vétérinaires</b>								
5.1.2.5.1 Elaborer des Termes de Références de recrutement de deux (02) experts nationaux pour élaborer le document de procédure nationale de quantification et d'approvisionnement en médicaments vétérinaires et pour le renforcement de capacité des formateurs nationaux en quantification des médicaments vétérinaires (réunion de 10 personnes pendant 1 jours à Abidjan)	réunion	1	2022	national	Ctm5	500 000	ministere/parte naire	tdr disponible



5.1.2.5.2 Effectuer le recrutement des deux (02) experts nationaux pour élaborer le document de procédure nationale de quantification et d'approvisionnement en médicaments vétérinaires et pour le renforcement de capacité des formateurs nationaux en quantification des médicaments vétérinaires (2 consultants nationaux pendant 45 jours ouvrés) (réunion de 10 personnes pendant 1 jours à Abidjan)	Réunion/honoraire	1	2022-23	national	Ctm5	9 250 000	ministere/partenaire	experts selectionnés
5.1.2.5.3 Effectuer le renforcement de capacité des formateurs nationaux en quantification des médicaments vétérinaires (2 sessions de formation, 15 personnes dont 2 formateurs par session, 10 jours par session, hors abidjan)	atelier de formation	2	2023-24	national	Ctm5	104 243 400	ministere/partenaire	nombre de formateurs nationaux à la quantification des médicaments vet
5.1.2.5.4 former 2 prestataires vétérinaires dans chaque direction régionale pour la quantification des médicaments vétérinaires (2 sessions de formation d'une semaine 25 personnes dont 2 formateurs par session, 5 jours hors abidjan)	atelier de formation	4	20223-24-25	national	Ctm5	41 670 700	ministere/partenaire	nombre de prestataires formés à la quantification
5.1.2.5.5 valider et reviser le document de procédure nationale de quantification des besoins et d'approvisionnement en médicaments vétérinaires. (1 atelier de 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	Atelier	6	20223-24-25	national	Ctm6	73 417 800	ministere/partenaire	nombre de procdure de quantification validées

229 081 900

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.1.2.7 Collecter les données nécessaires à la quantification (y compris la consommation des antimicrobiens en médecine vétérinaire) pour la quantification et l'approvisionnement en médicaments et intrants de laboratoire vétérinaires</b>								
5.1.2.7.1 Réaliser des missions de collecte active de données nécessaires à la quantification (y compris la consommation des antimicrobiens en médecine vétérinaire) pour la quantification et l'approvisionnement en médicaments et intrants de laboratoire vétérinaires ( 19 regions à visiter à raisons 2 jours ouvrés par region, 3 personnes dont un chauffeur, 1 véhicule)	mission	10	2023-24-25	national	Ctm5	23 980 932	ministere/partenaire	les donnees de quantification disponible
5.1.2.7.2 organiser un atelier de validation des données nécessaires à la quantification (y compris la consommation des antimicrobiens en médecine vétérinaire) pour la quantification et l'approvisionnement en médicaments et intrants de laboratoire vétérinaires (1 atelier de 35 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	atelier	4	2023-24-25	national	Ctm5	42 164 775	ministere/partenaire	donnees de quantification validées

66 145 707

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.1.2.8 Réaliser la quantification des médicaments vétérinaires y compris les antimicrobiens en santé animale</b>								
5.1.2.8.1 Organiser des ateliers annuels de quantification et d'approvisionnement en médicaments et intrants de laboratoire vétérinaires (1 atelier de 35 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	atelier	3	2023-24-25	national	ctm5	42 164 775	ministere/partenaire	plan d'approvisionnement disponible

42 164 775

### Action stratégique 5.1.3.

### Contribution à la lutte contre les produits dont les antimicrobiens de qualité inférieure et falsifiés (OS1)

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.1.3.1. Renforcer les capacités des comités de lutte contre les antimicrobiens de qualité inférieure et falsifiés</b>								
5.1.3.1.1. Doter les comités (COTRAMED, comite pesticide, comité vétérinaire de lutte contre les médicaments frauduleux) de moyens financiers et matériels pour son fonctionnement (6 véhicules, 6 laptops, 6 imprimantes, moyen de communication, matériels de bureautiques)	Equipement	forfait	2021-22-23-24-25	national	Ctm5	132 200 000	ministere/partenaire	nombre d'équipements acquis
5.1.3.1.2. Mettre en place un cadre d'échange entre les comités (COTRAMED, comite pesticide, comité vétérinaire) de lutte contre les médicaments et produits frauduleux	reunion	5	2022-23-24-25	national	Ctm5	2 500 000	ministere/partenaire	nombre de reunion
5.1.3.1.3 Acquerir des espaces de stockage sécurisés des MQIF saisis avant leur destruction (dans tous les secteurs; contener 40 pieds)	infrastructure	4	2023	national	Ctm5	100 000 000	ministere/partenaire	nombre d'espace de stockage disponible
5.1.3.1.4 Organiser des campagnes annuelles de répression contre le trafic de MQIF (dans tous les secteurs; campagne)	campagnes	forfait	2022-23-24-25	national	Ctm5	240 000 000	ministere/partenaire	quantité de produits saisis

474 700 000

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.1.3.2 Renforcer l'inspection des établissements publics et privés en santé humaine, animale, agricole</b>								
5.1.3.2.1. Organiser des missions d'inspection de 200 établissements par an (kit de mission equipe de 3 personnes dont 1 chauffeur, 1 jour par etablissement)	mission	20	2022-23-24-25	national	ctm5	80 000 000	ministere/partenaire	nombre d'établissement inspecté
5.1.3.2.2. Organiser un atelier annuel de presentation et d'adoption des rapports d'inspection (1 atelier, 5 jours, 150 personnes, yamoussoukro)	atelier	4	2022-23-24-25	national	ctm5	42 894 550	ministere/partenaire	rapport d'inspection adopté
						122 894 550		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.1.3.3 Renforcer les missions d'inspection dans les installations classées (unité industrielle) détentrices des antimicrobiens</b>								
5.1.3.3.1 Acquérir des équipements pour les inspections des installations classées (materiel roulant, équipement de protection individuelle, materiel technique : detecteur multigaz, kit d'analyse insitu, materiel informatiques : laptop, logiciel de gestion de données, imprimantes)	equipement	forfait	2021-22-23-24	national	ctm5	200 000 000	ministere/partenaire	nombre d'équipement acquis
5.1.3.3.2 Former les agents à l'utilisation de l'outil de gestion (10 personnes, 3 sessions, 5 jours ouvrés par session, yamoussoukro)	formation	1	2021-22-23	national	ctm5	17 135 400	ministere/partenaire	nombre d'agent formé
5.1.3.3.3 Réaliser toutes les missions d'inspection programmées (3 personnes y compris le chauffeur, 5 jours ouvrés pour 1circuit, 4 circuits)	mission	10	2021-22-23-24-25	national	ctm5	60 000 000	ministere/partenaire	nombre de mission réalisée
total						277 135 400		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.1.3.4 Renforcer les campagnes de surveillance des residus d'antimicrobiens dans les matrices environnementales et agro-alimentaires</b>								
5.1.3.4.1 Faire une étude sur les residus des antimicrobiens dans l'environnement, les produits végétaux et les denrées animales et d'origine animale (forfait) (PERDIEM, CARB, KIT PRELEVEMENT, LOCATION VEHICULE) KORG-BKE-AGNIBILIKRO-MAN-ABJ	Etude	3	2023-24-25	National	CTM5	30 000 000	ministere/partenaire	type et quantité de résidus dans les matrices

5.1.3.4.2 Acquérir du matériel pour la réalisation des campagnes de prélèvements des échantillons environnementaux (matériel roulant (1 véhicule type 4X4),	matériel de prélèvement	1	2023	national	CTM5	20 000 000	ministere/partenaire	nombre de matériel acquis
5.1.3.4.3 Acquérir des équipements d'analyses des résidus d'antimicrobiens dans les échantillons environnementaux (analyseurs des résidus antimicrobiens, consommables (réactifs, solvants...), Kit de prélèvement, équipement de protection individuelle....)	équipement d'analyse	forfait	2021-22-23-24-25	national	CTM5/secretariat	100 000 000	ministere/partenaire	nombre d'équipement acquis
5.1.3.4.4 Acquérir du matériel de gestion des résultats d'analyses des résidus antimicrobiens (2 Ordinateurs dont 1 bureau et 1 portable, 1 Logiciel de traitement des données, ....)	matériel de gestion de résultats	forfait	2021-22	national	CTM5/secretariat	3 000 000	ministere/partenaire	nombre de matériel de gestion des résultats acquis
5.1.3.4.5 Former les agents du laboratoire à l'utilisation de l'outil de gestion des résultats (25 personnes, 3 sessions, 5 jours ouvrés par session, Jacqueville)	formation	25	2021-22	national	CTM5/secretariat	9 194 500	ministere/partenaire	nombre d'agents formés
5.1.3.4.6 Réaliser toutes les campagnes du réseau national d'observation (RNO) (3 personnes y compris le chauffeur, 5 jours ouvrés par campagne, 12 campagnes lagunaires par an et 10 campagnes continentales [fleuve et littoral] 2 fois par an)	mission	22	2021-22-23-24-25	national	CTM5/secretariat	26 668 220	ministere/partenaire	nombre de mission RNO réalisée
5.1.3.4.7 Réaliser les campagnes de prélèvement des échantillons composites de sol sur 0-20 m, 20-40 m, 40-60 m (5000) (3 personnes y compris le chauffeur, 5 jours ouvrés par campagne, 1 campagne semestrielle, 2 fois par an)	sensibilisation	4	2022-23-24-25	national	CTM5/secretariat	20 000 000	ministere/partenaire	nombre de campagnes de sensibilisation
total						208 862 720		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.1.3.5 Renforcer les campagnes d'assainissement du marché du médicament vétérinaire (CAMMVET)</b>								
5.1.3.5.1 Acquérir des équipements pour la réalisation des campagnes d'assainissements (matériel roulant, kit d'inspection, équipement de protection individuelle, matériels informatiques : laptop, logiciel de gestion de données, imprimantes)	équipement	forfait	2022	national	ctm5	250 000 000	ministere/partenaire	nombre d'équipement acquis
5.1.3.5.2 Former les inspecteurs nationaux du médicaments vétérinaires aux outils de pharmacovigilance (10 personnes, 3 sessions, 5 jours ouvrés par session, Yamoussoukro)	formation	3	2022	national	ctm5	17 135 400	ministere/partenaire	nombre d'inspecteurs du médicament vétérinaire formé

5.1.3.5.3. Réaliser toutes les campagnes d'assainissements programmés (6 campagne, medias nationaux )	campagne	30	2021-22-23-24-25	national	ctm5	32 001 864	ministere/partenaire	nombre de campagnes réalisées
5.1.3.5.4. Réaliser la campagne mediatique audio visuelle de sensibilisation (CAMMVET)	sensibilisation	3	2021-22-23-24-25	national	ctm5/ctm2	50 000 000	ministere/partenaire	nombre de spot diffusé
5.1.3.5.5. Detruire les medicaments veterinaires frauduleux saisis (forfait)	Destruction	4	2021-22-23-24-25	national	ctm5	40 000 000	ministere/partenaire	quantité de médicament veterinaire detruits

389 137  
264

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.1.3.6 Renforcer les campagnes d'assainissement du marché des produits phytosanitaires (DPVCQ)</b>								
5.1.3.6.1 Acquerir des equipements pour la realisation des campagnes d'assainissements (materiel roulant, kit d'inspection, equipement de protection individuelle, materiels informatiques : laptop, logiciel de gestion de données, imprimantes)	equipement	forfait	2022	national	ctm5/ctm2/secretariat	25 000 000	ministere/partenaire	nombre d'équipement acquis
5.1.3.6.2 Former les inspecteurs nationaux du produits phytosanitaires aux outils de pharmacosurveillance (10 personnes, 3 sessions, 5 jours ouvrés par session, hors abidjan)	formation	3	2023	national	ctm5/ctm2/secretariat	17 135 400	ministere/partenaire	nombre d'inspecteurs du médicament veterinaire formé
5.1.3.6.3. Réaliser toutes les campagnes d'assainissements programmés (6 campagne, medias nationaux )	campagne	30	2022-23-24-25	national	ctm5/ctm2/secretariat	50 000 000	ministere/partenaire	nombre de campagnes réalisées
5.1.3.5.4. Réaliser la campagne mediatique audio visuelle de sensibilisation (Comité pesticide)	sensibilisation	3	2023-24-25	national	ctm5/ctm2/secretariat	50 000 000	ministere/partenaire	nombre de spot diffusé
5.1.3.6.5. Detruire les produits phytosanitaires frauduleux saisis (forfait)	Destruction	4	2022-23-24-25	national	ctm5/ctm2/secretariat	40 000 000	ministere/partenaire	quantité de médicament veterinaire detruits
total						182 135 400		

## Objectif spécifique 5.2 Améliorer l'utilisation des agents antimicrobiens en milieux de soins

### Action stratégique 5.2.1

Mettre en place un système national de surveillance des anti-microbiens

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.2.1.1 Faire le plaidoyer auprès des autorités académiques et ministérielles pour l'intégration des modules sur la GAM dans les curricula de la formation de base au niveau de l'enseignement secondaire et supérieur</b>								
5.2.1.1.1 Elaborer et valider un cahier de charge (TDR) pour la réalisation du guide pratique sur l'usage rationnel des antibiotiques en santé humaine (1 réunions de 10 personnes Abidjan 1 jour)	reunion	2	2022-23	national	ctm5	1 000 000	minisrtere/partenaire	tdr
5.2.1.1.2 Recruter des experts nationaux pour la réalisation du guide pour l'usage rationnel des antibiotiques en santé humaine (recueil des candidatures/ dépouillement et analyse/ entretien et sélection. (1 réunions de 10 personnes Abidjan 1 jour)	réunion	1	2022-23	national	ctm5	500 000	minisrtere/partenaire	rapport réunion
5.2.1.1.3 Elaborer le guide pour l'usage rationnel des antibiotiques en santé humaine (2 consultant 45 jours ouvrés)	honoraire	2	2022-24	national	ctm5	13 500 000	minisrtere/partenaire	guide pour l'usage rationnel des antibiotiques en santé humaine
5.2.1.1.4 Organiser un atelier de validation du guide pour l'usage rationnel des antibiotiques en santé humaine (30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	ateliers	2	2022-24	national	ctm5	12 350 000	minisrtere/partenaire	guide pour l'usage rationnel des antibiotiques en santé humaine
5.2.1.1.5 Reprographier et diffuser le guide pour l'usage rationnel des antibiotiques en santé humaine (Edition de document 100 pages, 2500 copies, diffusion)	Edition diffusion		2022-24	national	ctm5	25 000 000	minisrtere/partenaire	nombre de personne ayant reçu le guide par établissement
5.2.1.1.6 Former un pool de 168 référents en antibiothérapie dans Etablissements sanitaires (5 personnes par CHU et 1 personnes par CHR, CH) (les services du CHU impliqués chirurgie digestive ; orthopédique ; gynécologie obstétrique ; pédiatrie ; médecine interne), hors abidjan) (6 sessions de formation de 5 jours à la première année de 28 personnes dont 3 formateurs par session hors abidjan)	Formation	6	2022-24-25	national	ctm5	60 000 000	minisrtere/partenaire	nombre de referent par établissement
5.2.1.1.7 organiser une reunion annuelle des referents de suivi des activités (1 réunion de 200 personnes Abidjan 2 jour)	reunion	5	2022-23-24-25	national	ctm5	500 000	minisrtere/partenaire	rapport annuel
<b>total</b>						<b>112 850 000</b>		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.2.1.2 Concevoir des manuels et les modules sur la GAM de la formation de base à tous les niveaux de l'enseignement</b>								
5.2.1.2.1 Elaborer et valider un cahier de charge pour la réalisation du guide pratique sur l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale (1 réunion de 10 personnes Abidjan 1 jour)	Réunion	2	2022-23	national	ctm5	1 500 000	ministere/pertenaire	
5.2.1.2.2 Publier l'appel d'offre de recrutement d'experts nationaux pour la réalisation du guide pour l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale (diffusion dans la presse écrite, 3 parutions ; presse numérique 1 publication pendant 2 semaines)	Publication	1	2022-23	national	ctm5	1 000 000	ministere/pertenaire	nombre de publication d'appel d'offre
5.2.1.2.3 Recruter le consultant national pour la réalisation du guide pour l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale (recueil des candidatures/ dépouillement et analyse/ entretien et sélection. (1 réunion de 10 personnes Abidjan 1 jour)	Réunion	1	2023-24	national	ctm5	500 000	ministere/pertenaire	
5.2.1.2.4 Elaborer le guide pour l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale (3 experts 45 jours ouvrés)	Honoraire	1	2024-25	national	ctm5	20 250 000	ministere/pertenaire	guide pour l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale
5.2.1.2.5 Organiser un atelier de validation du guide pour l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale (1 atelier de 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	Atelier	1	2024-25	national	ctm5	9 850 000	ministere/pertenaire	guide pour l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale
5.2.1.2.6 Reprographier et diffuser le guide pour l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale (100 pages 150 copies)	Edition diffusion	150	2024-25	national	ctm5	1 500 000	ministere/pertenaire	nombre de personne ayant reçu ou utilisant guide pour l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale
5.2.1.2.7 Former un pool de 20 référents en thérapies antimicrobiennes (antibiothérapie) dans les services de santé animale (1 par région) (1 session de formation; 25 personnes dont 2 formateurs, par session, 5 jours hors abidjan)	Formation	2	2024-25	national	ctm5	20 000 000	ministere/pertenaire	nombre de referents formés
<b>total</b>						54 600 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.2.1.3 Mettre en place un pool de formateurs pour le renforcement des capacités des personnels de santé humaine, animale et environnementale</b>								
5.2.1.3.1 élaborer des TDR pour le recrutement d'un consultant national en vue de l'élaboration des modules de formation sur l'impact de l'utilisation des antimicrobiens sur l'environnement (1 réunion de 10 personnes Abidjan 1 jour)	reunion	1	2022-23	national	ctm 5	500 000	ministere/consultant	tdr
5.2.1.3.2 Recruter d'experts nationaux pour pour le recrutement d'un consultant national en vue de l'élaboration des modules de formation sur l'impact de l'utilisation des antimicrobiens sur l'environnement(3 experts 45 jours ouvrés)	honoraire	3	2022-23	national	ctm 5	20 250 000	ministere/consultant	modules de formation sur l'impact de l'utilisation des antimicrobiens sur l'environnement
5.2.1.3.3 Organiser un atelier de validation des modules de formation (1 atelier de 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	atelier	1	2023-24	national	ctm 5	9 850 000	ministere/consultant	modules de formation sur l'impact de l'utilisation des antimicrobiens sur l'environnement
5.2.1.3.4 Former les dispensateurs, operateurs et autres professionnels de la santé sur l'impact de l'utilisation des antimicrobiens (pesticides) sur l'environnement (2 session de formation; 25 personnes dont 2 formateurs, par session, 5 jours hors abidjan)	Formation	2	2024-25	national	ctm 5	20 000 000	ministere/consultant	nombre de personnes formées
<b>total</b>						50 600 000		

#### Action stratégique 5.2.2

Mettre en place un système national de surveillance des anti-microbiens

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.2.2.1 Organiser la formation des prescripteurs, dispensateurs et autres professionnels de la santé sur l'utilisation rationnelle des antimicrobiens en santé humaine</b>								
5.2.2.1.1 Elaborer et valider Les TDR pour la réalisation du guide pratique sur l'usage rationnel des antibiotiques en santé humaine (1 réunions de 10 personnes Abidjan 1 jour)	réunion	1	2023	National	CTM5	500 000	ministere/partenaires	Cahier de charge disponible
5.2.2.1.2 Elaborer et valider une procédure de sélection des nationaux pour la réalisation du guide pratique pour l'usage rationnel des antibiotiques en santé humaine (recueil des candidatures/ dépouillement et analyse/ entretien et sélection. (3 ateliers de 10 personnes Abidjan 1 jour)	expertise/ateliers	3	2023-24-25	National	CTM5	30 000 000	ministere/partenaires	procdure de selection des experts nationaux



5.2.2.1.3 Recruter des experts nationaux pour la réalisation du guide pratique pour l'usage rationnel des antibiotiques en santé humaine	reunion	3	2023	National	CTM5	000 500	ministere/partenaires	
5.2.2.1.4 Elaborer le guide pour l'usage rationnel des antibiotiques en santé humaine (3 experts 45 jours ouvrés)	honoraire	3	2023	National	CTM5	000 13 500	ministere/partenaires	Draft du guide disponible
5.2.2.1.5 Organiser un atelier de validation du guide pour l'usage rationnel des antibiotiques en santé humaine (30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	ateliers	2	2023	National	CTM5	300 12 236	ministere/partenaires	Guide validé
5.2.2.1.6 Reprographier et diffuser le guide pour l'usage rationnel des antibiotiques en santé humaine (Edition de document 100 pages, 2500 copies, diffusion)	Edition diffusion		2023	National	CTM5	000 12 800	ministere/partenaires	Guide diffusé
5.2.2.1.7 Former un pool de 168 référents en antibiothérapie dans Etablissements sanitaires (5 personnes par CHU et 1 personnes par CHR, CH) (les services du CHU impliqués chirurgie digestive ; orthopédique ; gynécologie obstétrique ; pédiatrie; médecine interne), hors abidjan) (6 sessions de formation de 5 jours à la première année de 28 personnes dont 3 formateurs par session hors abidjan)	Formation	6	2024	National	CTM5	700 64 013	ministere/partenaires	nombre de referents antibiotiques formés
5.2.2.1.8 organiser une reunion annuelle des referents de suivi des activités (1 réunion de 200 personnes Abidjan 2 jour)	reunion	5	2023-24-25	national	CTM5	750 60 172	ministere/partenaires	nombre de reunion organisée
total						193 722 750		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsable	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.2.2.2 organiser la formation des prescripteurs, dispensateurs et autres professionnels de la santé sur l'utilisation rationnelle des agents antimicrobiens en santé animale</b>								
5.2.2.2.1 Elaborer et valider un cahier de charge pour la réalisation du guide pratique sur l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale (1 réunion de 10 personnes Abidjan 1 jour)	Réunion	1	2021-23-24	National	CTM5	000 500	ministere/partenaire	existence du chaiser de charge
5.2.2.2.2 Publier l'appel d'offre de recrutement d'un consultant national pour la réalisation du guide pour l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale (diffusion dans la presse écrite, 3 parutions ; presse numerique 1 publication pendant 2 semaines)	Publication	1	2021-23-24	National	CTM5	000 1 500	ministere/partenaire	appel d'offre publié
5.2.2.2.3 Recruter le consultant national pour la réalisation du guide pour l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale (recueil des candidatures/ dépouillement et analyse/ entretien et sélection. (1 réunion de 10 personnes Abidjan 1 jour)	Réunion	1	2023	National	CTM5	000 500	ministere/partenaire	consultant recruté

5.2.2.2.4 Elaborer le guide pour l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale (3 experts nationaux 45 jours ouvrés)	Honoraire	1	2022	National	CTM5	000 27 000	ministere/partenaire	existence du guide
5.2.2.2.5 Organiser un atelier de validation du guide pour l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale (1 atelier de 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	Atelier	1	2022	National	CTM5	300 12 236	ministere/partenaire	guide validé
5.2.2.2.6 Reprographier et diffuser le guide pour l'usage rationnel des antimicrobiens en santé animale (100 pages 150 copies)	Edition diffusion	150	2022	National	CTM5	000 1 050	ministere/partenaire	nombre de guide diffusé
5.2.2.2.7 Former un pool de 20 référents en thérapies antimicrobiennes (antibiothérapie) dans les services de santé animale (1 par region) (1 session de formation; 25 personnes dont 2 formateurs, par session, 5 jours hors abidjan)	Formation	4	2022-24-25	National	CTM5	000 60 000	ministere/partenaire	nombre de referents formés
total						102 786 300		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.2.2.3 Organiser la formation dispensateurs, operateurs et autres professionnels de la santé sur l'impact de l'utilisation des antimicrobiens (pesticides) sur l'environnement</b>								
5.2.2.3.1 elaborer des tdr pour le recrutement d'un consultant national en vue de l'élaboration des modules de formation sur l'impact de l'utilisation des antimicrobiens sur l'environnement (1 réunion de 10 personnes Abidjan 1 jour)	reunion	1	2022-23-24	National	CTM5	000 500	ministere/partenaire	tdr élaboré
5.2.2.3.2 Recruter le consultant national en vue de l'élaboration des modules de formation sur l'impact de l'utilisation des antimicrobiens sur l'environnement(3 experts nationaux 45 jours ouvrés)	honoraire	3	2022-24	National	CTM5	000 27 000	ministere/partenaire	experts recruté
5.2.2.3.3 Organiser un atelier de validation des modules de formation (1 atelier de 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	atelier	1	2024	National	CTM5	300 12 236	ministere/partenaire	modules validés
5.2.2.3.4 Former les dispensateurs, operateurs agricoles et autres professionnels de la santé sur l'impact de l'utilisation des antimicrobiens (pesticides, métaux lourds...) sur l'environnement (1 session de formation; 25 personnes dont 2 formateurs, par session, 5 jours hors abidjan)	Formation	6	2023-24-25	National	CTM5	050 62 506	ministere/partenaire	nombre de personnes formées
total						102 242 350		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.2.3.1 Organiser des campagnes de sensibilisations des acteurs et des populations</b>								
5.2.3.1.1 Organiser 1 campagne annuelle de sensibilisation des acteurs et des populations sur les antimicrobiens (affiches, ateliers d'information, media ...) (xxx campagnes)	Campagne/sensibilisation	3	2023-24-25	National	CTM2/CTM5	000 30 000	ministere/partenaire	Campagne effectuée
5.2.3.1.2. Elaborer, valider des outils médias (prospectus, flyers) à l'endroit des acteurs et de la population (2 atelier 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	Atelier	3	2023-24-25	National	CTM2/CTM5	000 25 000	ministere/partenaire	outils disponibles
5.2.3.1.3. Editer et distribuer des outils médias (prospectus, flyers) à l'endroit des acteurs et de la population (édition, distribution 2000 copies par an)	Diffusion	3	2023-24-25	National	CTM2/CTM5	000 3 500	ministere/partenaire	outils distribués
total						000 58 500		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.2.3.2 Promouvoir et coordonner l'accès à des tests diagnostiques microbiologiques, appropriés et abordables (tests de diagnostic, test de sensibilité)</b>								
5.2.3.2.1 Assurer la veille stratégique sur la disponibilité de tests de diagnostic rapide et des tests de sensibilité	test		2022-23-24-25	National	CTM3/CTM5	000 20 000	ministere/partenaire	tests disponibles
5.2.3.2.2 Accroître l'accessibilité financière de tests de diagnostic rapide et des tests de sensibilité ( Commission Nationale des tests)	test		2021-22-23-24-25	National	CTM3/CTM5	-	ministere/partenaire	tests disponibles
5.2.3.2.3 Elaboration de la Liste Nationale des Tests de Diagnostic Essentiels ( LNTDE)			2021-24	National	CTM3/CTM5	000 30 000	ministere/partenaire	
5.2.3.2.4 Sensibiliser/organiser une campagnes de sensibilisation des acteurs sur l'importance des tests microbiologiques dans l'utilisation rationnelle des antimicrobiens (prospectus, flyers; édition, distribution 1000 copies par an)	Diffusion		2021-22-23-24-25	National	CTM2/CTM5	000 50 000	ministere/partenaire	outils distribués
total						000 100 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
---------------	-------	----------	------	--------	---------------------	-----------	-----------------------	------------

5.2.4.1.1. Evaluer la fonctionnalité des comités médicaments dans les établissements de santé humaine des sites sentinelles (23) pour la première année et 30 sites chaque année pour les 4 autres années en utilisant l'approche région/district (3 personnes, 6 véhicules, 2 jours par établissement)	mission	5	2021-22-23-24-25	National	CTM5	125 000 000	ministere/partenaire	nombre de site avec un comité médicament fonctionnel
5.2.4.1.2. Elaborer une boîte à outils/ un modèle de cahier de charge de comité médicament y compris les antimicrobiens (modèle de rapport d'activité, SOPs, grille d'auto évaluation, modèle de cahier de charge) (3 ateliers 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	atelier	1	2021	National	CTM5	12 236 300	ministere/partenaire	Cahier de charge élaboré
5.2.4.1.3. Valider le modèle de cahier de charge (modèle de rapport d'activité, SOPs, grille d'auto évaluation, modèle de cahier de charge) (1 atelier 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	atelier	1	2021	National	CTM5	12 236 300	ministere/partenaire	Cahier de charge validé
5.2.4.1.4. Mettre en place/relancer les comités médicaments dans les établissements de santé humaine des sites sentinelles (23) pour la première année et 30 sites chaque année pour les 4 autres années (installation et formation) des établissements de santé sentinelles selon l'approche région/district (2 formateurs, 15 personnes, 6 véhicules, 3 jours par établissement)	Mission	5	2021-22-23-24-25	National	CTM5	150 000 000	ministere/partenaire	nombre de un comité médicament installé et fonctionnel
5.2.4.1.5 Doter les comités médicaments en moyens de fonctionnement (143 Ordinateurs, 143 imprimantes/ 143 Connexion internet/ matériel de bureau)	logistiques	Forfait	2021-22-23-24-25	National	CTM5	228 800 000	ministere/partenaire	Nombre de site équipé
5.2.4.1.6 Faire le suivi des activités des comités médicament au cours des réunions de coordination semestrielle avec les responsables des comités médicaments (2 réunions de 15 personnes Abidjan 1 jour) (Atelier)	réunion	8	2022-23-24-25	National	CTM5	2 800 000	ministere/partenaire	Proportion d'activité réalisée par site
5.2.4.1.7 Organiser des visites de supervision et de coaching sur site des comités médicament ) (3 personnes, 6 véhicules, 2 jours par établissement)	Mission	4	2021-22-23-24-25	National	CTM5	60 000 000	ministere/partenaire	Proportion de site supervisé
5.2.4.2.1. Elaborer et valider le matériel de formation des comités médicaments en santé humaine et animale y compris les antimicrobiens (2 atelier 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	atelier	4	2021-23	National	CTM5	48 945 200	ministere/partenaire	Matériel élaboré et validé
5.2.4.2.2. Organiser la formation continue des comités médicament dans les sites sentinelles sur la GAM à raison de 15 personnes pour la santé humaine par ESP et de 5 personnes pour la santé animale (10 Etablissements de santé par an de 5 jours avec 2 formateurs)	formation	50	2021-22-23-24-25	National	CTM5	146 835 600	ministere/partenaire	Nombre de formation organisé
5.2.4.2.3. Organiser la formation des membres des comités médicaments et des cellules de gestion par e-learning (connexion internet)	e-formation		2024-25	National	CTM5	50 000 000	ministere/partenaire	Nombre de personne formé
total						836 853 400		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.2.2.4 organiser la formation des pharmaciens, vétérinaires, médecins et chirurgiens-dentistes (public et privé) sur la RAM via e-learning</b>								
5.2.2.4.1 Organiser le déploiement de la formation sur la RAM via e-learning (connexion internet) forfait	e-formation	forfait	2021-22-23-24-25	national	ctm5/ctm2	177 550 000		nombre de personnes formées via e-learning
5.2.2.4.2 organiser des sessions de formation continue des médecins à la prescription des antibiotiques	formation	forfait	2021-22-23-24-25	national	ctm5/ctm2	200 000 000	OMS	nombre de sessions de formations organisées
5.2.2.4.3 organiser de sessions de formation continue des pharmaciens à la dispensation et au conseil des antibiotiques	formation	forfait	2021-22-23-24-25	national	ctm5/ctm2	200 000 000	OMS	nombre de sessions de formations organisées
5.2.2.4.4 organiser de missions de sensibilisation des visiteurs médicaux à la diffusion de l'information pour un usage rationnel des antibiotiques	formation	forfait	2021-22-23-24-25	national	ctm5/ctm2	30 000 000	OMS	nombre de sessions de sensibilisation organisées
5.2.2.4.5 organiser des sensibilisation grand public sur la RAM (célébration Journée Mondiale RAM et diffusion de messages)	sensibilisation	forfait	2021-22-23-24-25	national	ctm5/ctm2	90 000 000	OMS	nombre de sessions de sensibilisation organisées
total						697 550 000		

### Objectif spécifique 5.3 : Renforcer le système national de surveillances des antimicrobiens

#### Action stratégique 5.3.1

#### Mettre en œuvre une surveillance continue de la consommation et de l'utilisation des antimicrobiens

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.3.1.1. Réaliser la surveillance continue de la consommation (importation, distribution ...) des antimicrobiens à usage humain, vétérinaire et agricole</b>								
5.3.1.1.1. organiser un atelier d'élaboration d'un protocole/procédure de collecte en routine des données de surveillance de la consommation des antimicrobiens (2 ateliers de 30 personnes pendant 3 jours hors abidjan)	Atelier	2	2022	National	CTM5	24 472 600	partenaire/ministère	outils disponibles
5.3.1.1.2. Développer un outil électronique de collecte des données de surveillance de la consommation des antimicrobiens (1 consultant, 45 jours ouvrés, 4 réunions, 1 atelier, tester outil)	Application	1	2022	National	CTM5	10 000 000	partenaire/ministère	Nombre d'exemplaires diffusés

5.3.1.1.3. Réaliser une phase test de l'outil électronique de collecte des données de surveillance de la consommation des antimicrobiens (importation, distribution...)	Mission	1	2022	National		000 3 000	partenaire/ministere	
5.3.1.1.4. Recruter et former des référents à l'utilisation des outils de collecte (30 personnes y compris les formateurs, 5 jours Yamoussoukro location de salle, déjeuner et pause-café, matériel de formation, transport et perdiem/ prime) (xxxx fcfa forfait)	Formation	2	2022	National	ctm5	600 24 472	partenaire/ministere	Nombre de personnes formées
5.3.1.1.5. Réaliser la collecte continue des données de consommation (importation, distribution...) des antimicrobiens à usage humain et animale (frais de mission, xxxx fcfa forfait)	Collecte	3	2023-24-25	National	ctm5	000 48 000	partenaire/ministere	donnees de surveillance disponible
5.3.1.1.6 Réaliser 1 enquête sur la consommation des pesticides et engrais au niveau des grossistes et des communautaires (planteurs, coopératives agricoles)	enquete	4	2022-23-24-25	National	CTM5	000 40 000	partenaire/ministere	type et quantité de pesticides utilisés

149 945

200

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.3.1.2 Réaliser la surveillance continue de l'utilisation (hopitaux...) des antimicrobiens à usage humain et veterinaire</b>								
5.3.1.2.1. organiser un atelier d'élaboration d'un protocole/procédure de collecte en routine des données de surveillance de l'utilisation des antimicrobiens (2 ateliers de 30 personnes pendant 3 jours hors abidjan)	Atelier	2	2022-23	National	CTM5	600 24 472	partenaire/ministere	outils disponibles
5.3.1.2.2. Développer un outil électronique de collecte des données de surveillance de l'utilisation des antimicrobiens (1 consultant, 45 jours ouvres, 4 reunions, 1 atelier, tester outil)	Application	1	2022-24	National	CTM5	000 10 000	partenaire/ministere	Nombre d'exemplaires diffusés
5.3.1.2.3. Réaliser une phase test de l'outil électronique de collecte des données de surveillance de l'utilisation des antimicrobiens sur (CHU, CHR, HG, INS, Clinique privée)	Mission	1	2022-24	National		000 3 000	partenaire/ministere	
5.3.1.2.4. Recruter et former des enquêteurs à l'utilisation des outils de collecte (30 personnes y compris les formateurs, 5 jours Yamoussoukro location de salle, déjeuner et pause-café, matériel de formation, transport et perdiem/ prime) (xxxx fcfa forfait)	Formation	2	2022-25	National	ctm5	600 24 472	partenaire/ministere	Nombre de personnes formées
5.3.1.2.5. Réaliser la collecte continue des données de de l'utilisation (hopitaux...) des antimicrobiens à usage humain (frais de mission, xxxx fcfa forfait)	Collecte	3	2023-24-25	National	ctm5	000 48 000	partenaire/ministere	donnees de surveillance disponible

109 945

200

## Objectif spécifique 5.4: Renforcer la réglementation et système normatif en matière de gestion et d'usage des antimicrobiens

### Action stratégique 5.4.1.

### Optimisation de la réglementation de la prescription et de la dispensation des médicaments antimicrobiens

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.4.1.1 Proposer un cadre réglementaire pour assurer un meilleur usage des antimicrobiens</b>								
5.4.1.1.1 élaborer et valider un projet de texte réglementaire portant condition de prescription et délivrance des antimicrobiens (02 ateliers de 30 personnes pendant 5 jours ouvrés hors abidjan)	atelier	2	2022-23	National	CTM5 CTM1	19 700 000	partenaire/ministère	nombre de textes réglementaires validés
5.4.1.1.2 organiser 2 ateliers pour reviser l'arrêté instituant les Comité Médicament des Hôpitaux en prenant en compte la lutte contre la RAM (02 ateliers de 30 personnes pendant 5 jours ouvrés hors abidjan)	atelier	2	2022-23	National	CTM5 CTM1	19 700 000	partenaire/ministère	nombre de textes réglementaires validés
5.4.1.1.3 organiser 2 ateliers pour proposer une réglementation relative aux activités promotionnelles des visiteurs médicaux (02 ateliers de 30 personnes pendant 5 jours ouvrés hors abidjan)	atelier	2	2023-24	National	CTM5 CTM1	19 700 000	partenaire/ministère	textes réglementaires proposés
5.4.1.1.4 élaborer une réglementation relative aux procédures de destruction de MQIF (02 ateliers de 30 personnes pendant 5 jours ouvrés hors abidjan)	atelier	2	2023-24	National	CTM5 CTM2	19 700 000	partenaire/ministère	textes réglementaires proposés
						78 800 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.4.1.2 Élaborer et adopter des textes réglementaires pour optimiser l'importation, la production et l'utilisation d'antimicrobiens</b>								
5.4.1.2.1 Mettre en place une cellule technique pour la rédaction des textes réglementaires (1 réunion de 15 personnes de 1 jour à Abidjan)	Reunion	1	2021	National	CTM5 CTM1	100 000	partenaire/ministère	Existence de la note de création de la Cellule technique
5.4.1.2.2 Organiser 05 ateliers pour l'élaboration des textes réglementaires en matière d'importation, de production et l'utilisation d'antimicrobiens (atelier de 03 jours de 15 personnes à Yakro)	atelier	5	2022-23	National	CTM5 CTM1	23 525 000	partenaire/ministère	Nombre de textes réglementaires élaborés
5.4.1.2.3 Organiser un pré atelier de validation des textes réglementaires en matière d'importation, de production et d'utilisation d'antimicrobiens (pré atelier de 03 jours de 25 personnes à Yakro)	Atelier	1	2022-23	National	CTM5 CTM1	6 175 000	partenaire/ministère	Nombre de textes réglementaires validés en pré atelier

5.4.1.2.4 Organiser un atelier de validation des textes réglementaires en matière d'importation, la production et l'utilisation d'antimicrobiens (Atelier de 03 jours de 30 personnes à Yakro)	Atelier	1	2022-23	National	CTM5 CTM1	000 6 910	partenaire/ministère	Nombre de textes réglementaires validés
--	---------	---	---------	----------	--------------	-----------	----------------------	---

36 710  
000

#### Action stratégique 5.4.2.

#### Développement ou révision le cadre réglementaire national pour une utilisation appropriée des antimicrobiens

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.4.2.1 Renforcer la réglementation spécifique à la gestion des antimicrobiens à usage vétérinaire en matière de pharmacovigilance, de surveillance RAM et d'analyse de laboratoires</b>								
5.4.2.1.1 Mettre en place une cellule technique pour la rédaction des textes réglementaires (1 reunion de 15 personnes de 1 jour à Abidjan)	Reunion	1	2021	National	CTM5 CTM1	000 100	partenaire/ministère	Existence de la note de création de la Cellule technique
5.4.2.1.2 Organiser 05 ateliers pour l'élaboration des textes réglementaires en matière de pharmacovigilance, surveillance, RAM et analyses de laboratoire (atelier de 03 jours de 15 personnes à Yakro)	atelier	5	2021-22-23-24	National	CTM5 CTM1	000 23 525	partenaire/ministère	Nombre de textes réglementaires élaborés
5.4.2.1.3 Organiser un pré atelier de validation des textes réglementaires en matière de pharmacovigilance, surveillance, RAM et analyses de laboratoire (pré atelier de 03 jours de 25 personnes à Yakro)	Atelier	1	2021-22-23	National	CTM5 CTM1	000 6 175	partenaire/ministère	Nombre de textes réglementaires validés en pré atelier
5.4.2.1.4 Organiser un atelier de validation des textes réglementaires en matière de pharmacovigilance, surveillance, RAM et analyses de laboratoire (Atelier de 03 jours de 30 personnes à Yakro)	Atelier	1	2021-22-23	National	CTM5 CTM1	000 6 910	partenaire/ministère	Nombre de textes réglementaires validés

total 36 710  
000



Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.4.2.2. Renforcer la réglementation spécifique à la gestion des antimicrobiens à usage vétérinaire à la prescription, la dispensation des médicaments vétérinaires et à la surveillance des résidus dans les aliments</b>								
5.4.2.2.1 Mettre en place une cellule technique pour la rédaction des textes réglementaires (1 reunion de 15 personnes de 1 jour à Abidjan)	Reunion	1	2021	National	CTM5 CTM1	100 000	partenaire/ministere	Existence de la note de création de la Cellule technique
5.4.2.2.2 Organiser 05 ateliers pour l'élaboration des textes réglementaires en matière de prescription, de dispensation des médicaments vétérinaires et de surveillance des résidus dans les aliments (atelier de 03 jours de 15 personnes à Yakro)	atelier	5	2021-22-23-24-25	National	CTM5 CTM1	23 525 000	partenaire/ministere	Nombre de textes réglementaires élaborés
5.4.2.2.3 Organiser un pré atelier de validation des textes réglementaires en matière de prescription, de dispensation des médicaments vétérinaires et de surveillance des résidus dans les aliments (pré atelier de 03 jours de 25 personnes à Yakro)	Atelier	1	2021-22-24	National	CTM5 CTM1	6 175 000	partenaire/ministere	Nombre de textes réglementaires validés en pré atelier
5.4.2.2.4 Organiser un atelier de validation des textes réglementaires en matière de prescription, de dispensation des médicaments vétérinaires et de surveillance des résidus dans les aliments (Atelier de 03 jours de 30 personnes à Yakro)	Atelier	1	2021-22-24	National	CTM5 CTM1	6 910 000	partenaire/ministere	Nombre de textes réglementaires validés
total						36 710 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.4.2.3 Renforcer la réglementation spécifique à la gestion des antimicrobiens dans les secteurs environnemental et agro alimentaire</b>								
5.4.2.3.1 Elaborer une réglementation specifique à la gestion des antimicrobiens dans les secteurs environnemental et agro alimentaire (3 expert de 45 jours)	honoraire	1	2022	National	CTM1 ctm5	27 000 000	partenaire/misitere	textes reglementaires specifiques disponibles
5.4.2.3.2 Valider le draft des textes réglementaires élaborés (5 jours de 30 participants hors abidjan)	atelier	3	2022	National	CTM1 ctm5	8 235 000	partenaire/misitere	textes reglementaires specifiques validés
total						35 235 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.4.2.4 Diffuser et vulgariser les documents nationaux de gestion rationnelle des médicaments antimicrobiens.</b>								
5.4.2.4.1 Editer et imprimer les documents nationaux de gestion rationnelle des médicaments antimicrobiens en santé humaine et animale en vigueur. (100 exemplaires)	Copie	100	2021-23-24	National	CTM5	2 000 000	partenaire/misiter e	Nombre d'exemplaires édités
5.4.2.4.2 Organiser une réunion de consensus et d'appropriation des documents nationaux de gestion rationnelle des médicaments antimicrobiens en santé humaine et animale en vigueur.(1 reunion de 10 personnes pendant 1 jour à Abidjan)	Réunion	1	2021-23-24	National	CTM5	500 000	partenaire/misiter e	existence d'un modus vivendi
5.4.2.4.3 Diffuser les documents nationaux de gestion rationnelle des médicaments antimicrobiens en santé humaine et animale en vigueur.	Copie	100	2021-23-24	National	CTM5	5 000 000	partenaire/misiter e	Nombre d'exemplaires diffusés
total						7 500 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.4.3.1 Élaborer / mettre à jour et diffuser la liste des médicaments essentiels (LME) pour les antibiotiques favorisant l'utilisation appropriée des antimicrobiens</b>								
5.4.3.1.1 Appuyer la révision de la liste nationale des médicaments essentiels (LNME) (forfait)	atelier	1	2023	National	CTM5	50 000 000	partenaire/ministere	Existence de la LNME révisée
5.4.3.1.1 Editer la LNME révisée	Copie	250	2024	National	CTM5	5 000 000	partenaire/ministere	Nombre de copies de la LNME révisée diffusés
total						55 000 000		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.4.3.2 Réviser le répertoire des protocoles thérapeutiques nationaux (RPTN)</b>								
5.4.3.2.1 Organiser des réunion de concertation sur la révision du RPTN (25 personnes d'une journée à Abidjan)	Reunion	10	2023	National	CTM5	5 000 000	partenaire/ministere	Existence d'un modus vivendi

5.4.3.2.2 Organiser 20 réunions de GTT pour la révision du RPTN (10 personnes d'une journée à Abidjan)	Reunion	20	2023	National	CTM5	10 000 000	partenaire/ministere	Nombre de protocoles thérapeutiques à inclure dans le RPTN
5.4.3.2.3 Organiser un atelier de validation du draft de RPTN révisé ((25 personnes de 5 jours ouvrés hors abidjan)	Atelier	1	2023	National	CTM5	10 417 675	partenaire/ministere	Existence du RPTN validé
5.4.3.2.4 Editer le RPTN révisé	Copie	3000	2023	National	CTM5	15 000 000	partenaire/ministere	Nombre de copies du RPTN révisé diffusés
total						40 417 675		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.4.3.3 Elaborer et valider le répertoire des protocoles thérapeutiques nationaux (RPTN) pour la santé animale</b>								
Recruter 01 con national pour élaborer le répertoire des protocoles thérapeutiques nationaux (RPTN) pour la santé animale (3 experts nationaux pour 45 jours ouvrés, 10 reunions de GTT d'un jour)	Kit de consultance	1	2022	National	CTM5	27 000 000	partenaire/ministere	Existence du draft du RPTN
Organiser 01 pré-atelier de validation du RPTN pour la santé animale (25 personnes pour 05 jours ouvrés hors abidjan)	Atelier	1	2022	National	CTM5	10 417 675	partenaire/ministere	Existence du draft du RPTN validé au pré-atelier
Organiser 01 atelier pour la validation du RPTN pour la santé animale (25 personnes pour 03 jours ouvrés hors abidjan)	Atelier	1	2022	National	CTM5	7 267 675	partenaire/ministere	Existence du RPTN validé
total						44 685 350		

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.4.3.4. Faire la catégorisation des antibiotiques de la liste nationale des médicaments essentiels avec l'outil AWARE de l'OMS</b>								
5.4.3.4.1 Organiser un atelier national de la catégorisation des antibiotiques de la liste nationale des médicaments essentiels avec l'outil AWARE de l'OMS (1 réunion préparatoire de la commission nationale de thérapeutique d'un jour pour 20 personnes, 1 atelier de 30 personnes pendant 3 jours hors abidjan, )	Ateliers	4	2021-23	National	CTM5	19 800 000	partenaire/ministère	Existence de la liste des antibiotiques catégorisés
total						19 800 000		

**Action stratégique 5.4.4. Révision de la liste des pesticides homologués favorisant une utilisation appropriée.**

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	portée	Entité responsables	Cout FCFA	Source de financement	Indicateur
<b>5.4.4.1 Réviser la liste des pesticides homologués et la liste des pesticides obsolètes dans le secteur environnemental et agricole</b>								
5.4.4.1.2 Elaborer la liste actualisée des pesticides homologués et obsolètes dans le secteur agricole (1 atelier de 30 personnes pendant 5 jours hors abidjan)	Atelier	4	2022-23-24-25	National	ctm5	12 236 300	partenaire/minister	Liste de pesticides actualisée
5.4.4.1.2 Elaborer un guide national de bonne pratique d'utilisation des pesticides (3experts nationaux pendant 45 jours)	honoraire et Atelier de validation	3	2022-23-24	National	ctm5	27 000 000	partenaire/minister	existence d'un guide national d'utilisation des pesticides

39 236 300

**total général      5 366 211 341**

**Objectif stratégique 6 : Promouvoir les investissements durables en fonction des besoins du pays ainsi que la recherche et développement**

**Objectif spécifique 6.1 Identifier l'investissement requis pour la mise en œuvre du plan d'action national pour la résistance aux antimicrobiens en utilisant une approche une seule santé**

**Action stratégique 6.1.1 - évaluer les besoins en investissements pour la mise en œuvre du PAN sur la RAM**

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Résultat attendu /livrable
6.1.1 1 identifier les besoins et les ressources disponibles pour la mise en œuvre du PAN en utilisant une approche seule santé (GTT 15 personnes 2 jours abidjan)	atelier	2	2022-2023	Niveau national	Point focal RAM	4 705 000	GMC secretariat	plan d'activité développé/ liste des besoins et des ressources disponibles
						4 705 000		

**Action stratégique 6.1.2- intégrer le PAN sur la RAM dans les plans sectoriels**

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Résultat attendu /livrable
6.1.2.1 Développer les besoins en investissement RAM (GTT 15 personnes 2 jours abidjan)	atelier	2	2024-2025	Niveau national	Point focal	4 705 000	GMC secretariat	Besoin d'investissement AMR développé/ document des besoins disponible
6.1.2.2 intégrer le PAN de la RAM dans les plans sectoriels (GTT 15 personnes 2 jours abidjan)	atelier	2	2024	Niveau national	Point focal	4 705 000	GMC secretariat	Le PAN de la RAM est intégré dans les plans sectoriels/ document du plan sectoriel sur la RAM
						9 410 000		

**Action stratégique** 6.1.3- Impliquer les secteurs public et privé (locaux et internationaux) et les partenaires de développement sur les besoins en investissements pour la mise en œuvre du PAN sur la résistance aux antimicrobiens

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Résultat attendu /livrable
6.1.3.1 Mobiliser les partenaires au développement locaux et internationaux à la mise en œuvre du PAN sur la résistance aux antimicrobiens (1 j ,50 personnes Abidjan)	atelier	2	2023-2025	Niveau national	Plate forme une seule santé	9 850 000		partenaires au développement engagés/ document d'engagement signé par les partenaires

9 850 000

## Objectif spécifique 6.2 Soutenir et prioriser la recherche scientifique fondamentale sur les maladies infectieuses chez l'homme et l'animal

**Action stratégique** 6.3.1 Identifier les domaines prioritaires des collaborateurs potentiels dans l'investigation des sources naturelles de biodiversité et des référentiels en tant que source de nouveaux agents antimicrobiens

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur
6.3.1.1 organiser une réunion des parties prenantes pour identifier les domaines prioritaires de collaboration (30 personnes 2j abidjan)	atelier	1	2023-2025	Niveau national	Point focal	6 910 000		domaines de collaboration prioritaires identifiés
6.3.1.2 identifier des collaborateurs potentiels locaux et internationaux(30personnes 2j abidjan)	atelier	1	2023-2025	Niveau national	Point focal	5 440 000		Potentiel collaborateurs identifiés

12 350 000

## Objectif spécifique 6.3 : Promouvoir les investissements dans la recherche et le développement (R & D) de nouveaux médicaments, outils de diagnostic, vaccins et autres alternatives thérapeutiques

**Action stratégique** 6.4 .1 développer des innovations thématiques sur les nouveaux médicaments, outils de diagnostic, vaccins et autres alternatives thérapeutiques

Sous-activité	Unité	Quantité	Date	Lieu	Entité responsable	Coût (monnaie)	Source de financement	Indicateur
6.4 .1 .1 realiser un état des lieux de la recherche sur l'activité antibacterienne des extraits de plante et d'algues en cote d'ivoire (10 personne 1 jour, abidjan)	atelier	1	2022-23-24	Niveau national	CTM	3 480 000	GMC	etat des lieux
6.4 .1 .2 Elaborer et valider un projet de recherche sur les extrait de plantes ou d'algues sur les RAM comme alternative therapeutique sur les bacterie multiresistante (5j 15 personnes yamoussoukro)	atelier	2	2022-23-24	Niveau national		30 000 000		projet

33 480 000

### Récapitulatif budgétaire

total general objectif 1	2 212 683 900
total general objectif 2	3 088 775 000
total general objectif 3	4 933 212 975
total general objectif 4	892 000 000
total general objectif 5	5 366 211 341
total general objectif 6	55 680 000
	16 548 563 216

## PLAN DE SUIVI ET EVALUATION

Le suivi et l'évaluation constituent la colonne vertébrale du plan opérationnel. Ils montrent comment les activités chiffrées seront surveillées à chaque étape de la mise en œuvre. Chaque activité comporte un indicateur de suivi à mesurer dans le processus de mise en œuvre. Chaque ministère, institution ou organe sera responsable du suivi et de l'évaluation des activités pertinentes identifiées dans le PAN, et de l'intégration des informations, des conclusions et des recommandations dans l'ensemble du processus. Un examen à mi-parcours sera effectué après deux ans pour suivre la mise en œuvre du PAN. L'évaluation de fin de mandat aura lieu en 2025.

### Objectif stratégique 1 : Renforcer le cadre organisationnel de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens

#### Objectif spécifique 1.1 Optimiser la gouvernance ou coordination du GMC-RAM du cadre de la lutte

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
1.1.1 amélioration de la gouvernance du plan du plan de lutte contre la RAM	<ul style="list-style-type: none"> <li>- proportion de membres participants aux réunions des organes par an</li> <li>- nombre de rapport mensuel d'activité transmis des CTM au GMC puis à la plateforme</li> <li>- Proportion d'actions menées sur l'ensemble des activités par capacités (benchmark) et par indicateurs</li> </ul>	S & E du processus	Oui/non	Une fois par mois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	0 (2021)
1.1.2 Assurer le fonctionnement des organes de coordination de la lutte contre la RAM	Nombre de rapport des activités réalisées par organes de lutte contre la RAM	S & E du processus	<b>oui</b>	Une fois par mois	Rapport du projet	Revue documentaire et observation	ND



1.1.3. Renforcer le cadre organisationnel de la lutte contre la résistance aux anti microbiens	Nombre de texte réglementaire adopté par secteur pour la lutte contre la RAM	effet	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	1 Decret de la plateforme (PLUSS)
--	--	-------	---------	----------	-------------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

**Objectif spécifique 1.2. Assurer la pérennisation des financements pour le fonctionnement du secrétariat de la RAM**

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
1.2.1 Mobilisation des ressources internes et externes pour la mise en œuvre du Plan Stratégique National (PSN)-RAM	-Nombre de partenaire technique et financier appuyant officiellement les activités de la RAM chaque année -nombre de ministère et institutions nationaux ayant intégré dans leur budget les activités de lutte contre la RAM	S & E du processus	Oui/non	Une fois par an	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	6 PTF (OMS, CDC, USAID, FAO, DAI, AFROHUM) 2021 1 privé (BIOMERIEUX) 2021

## Objectif stratégique 2 : Améliorer la sensibilisation à la RAM et la compréhension du phénomène par la communication, l'éducation et la formation

**Objectif spécifique 2.1 Organiser l'information et la sensibilisation à la RAM aux niveaux central, régional et communautaire**

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
2.1.1 Réaliser une enquête multisectorielle socio comportementale sur la RAM et en valoriser les résultats	Nombre de publication issue des enquêtes multisectorielles socio comportementales sur la RAM -nombre restitution aux cibles et aux organes de coordination de la RAM(GMC, plateforme et ministères clés)	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	0 publications 2021 4 restitutions aux cibles 2021 0 restitution aux organes 2021
2.1.2 Développer un Plan National intégré de Communication sur la RAM	-nombre de copies du plan national de communication sur RAM distribués -nombre de (capsules, campagnes, affiches, support	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles

	audiovisuel) de sensibilisation organisé par an -Nombre de club one health sensibilisés						
--	--	--	--	--	--	--	--

**Objectif spécifique 2.2 Renforcer l'éducation et la formation du personnel des secteurs de santé humaine, animale et agroalimentaire sur la RAM**

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
2.2.1 Intégrer les modules sur la RAM dans les programmes d'enseignement général, technique, professionnel et universitaire	Nombre de plaidoyers auprès des décideurs académiques	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
2.2.2 Renforcer les capacités du personnel des secteurs de santé humaine, animale, environnementale et agroalimentaire sur la RAM	-Pourcentage de personnel ayant reçu une formation continue sur la RAM par secteur par an -nombre d'établissement soins de santé humaine ayant la formation continue sur la RAM	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
2.2.3 Développer une formation diplômante universitaire (Master) sur la RAM	Nombre de plaidoyers auprès des décideurs académiques	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles

### Objectif stratégique 3 : Renforcer les connaissances et les bases factuelles sur la RAM par la surveillance et la recherche

#### Objectif spécifique 3.1 Développer un système national multisectoriel de surveillance de la RAM

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
3.1.1 Renforcer la coordination nationale de la surveillance au laboratoire de la RAM dans tous les secteurs	proportion des laboratoires enrôlée dans la surveillance par secteur	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
3.1.2 Mise en place d'un système national multisectoriel de surveillance de la RAM au laboratoire		S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles

#### Objectif spécifique 3.2 Renforcer les capacités des laboratoires en vue de produire des données microbiologiques de haute qualité permettant de prendre en charge les patients et d'appuyer les activités de surveillance dans les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
3.2.1 Renforcement des capacités de détection de la RAM dans les laboratoires de santé humaine, animale, environnementale, agroalimentaire (bactérie, virus, parasite, champignon)	nombre de laboratoires ayant notifiés des cas de RAM par an par secteur	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
3.2.2 Renforcer les capacités du CNR anti microbien de l'ORMICI	nombre EEQ organisé par le CNR	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
3.2.3 Renforcer les capacités des organes en charge de la riposte contre les antimicrobiens (C-CLIN, CLIN, SHH)	nombre d'établissement ayant des organes en charge de la riposte contre les antimicrobiens	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles

#### Objectif spécifique 3.3 Identifier les priorités de la recherche opérationnelle sur la RAM

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
--	------------	------------------	-----------------	--------------------------------------	--------------------	----------	-----------

3.3.1 Recherche et développement	nombre de projet de recherche ayant obtenu un financement	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
----------------------------------	---	--------------------	---------	----------	-------------------------------------	-----------------------------------	----------------------------

## Objectif stratégique 4 : Réduire l'incidence des infections par des mesures efficaces d'assainissement, d'hygiène et de prévention

### Objectif spécifique 4.1 Mettre en place un programme national de lutte contre les infections dues aux RAM

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
4.1.1 Mettre en œuvre un plan national de lutte contre les infections associées aux soins en santé humaine, animale et environnementale	pourcentage d'établissement ayant comités d'Hygiène, de Prévention et de Contrôle de l'Infection (HPCI) dans tous les secteurs	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
4.1.2 Gérer les infections à microorganismes multirésistants chez l'homme et l'animal	pourcentage des établissements ayant des infrastructure ou stratégies de quarantaine et d'isolement des patients infectés par des microorganismes RAM à potentiel épidémique	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
4.1.3 Renforcer le plateau technique en matière de contrôle et prévention des infections dues aux RAM	nombre d'établissement disposant d'équipement de stérilisation et d'équipement de traitement des déchets biomédicaux	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
4.1.4 Améliorer la sécurité sanitaire des aliments et des eaux par le renforcement de la collaboration multisectorielle	nombre d'attestation de salubrité délivré au restaurant formel et informel	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles

### Objectif spécifique 4.2 Introduire des programmes de lutte contre l'infection dans l'exercice de la médecine vétérinaire et dans l'élevage animal

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
4.2.1 Euvrer aux changements de comportements et aux bonnes pratiques de santé animale et à l'hygiène	nombre d'établissement ayant reçu et utilisé les référentiels de bonnes pratiques de santé animale et à l'hygiène	S & E du processus	Oui/non	Une fois par an	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation enquête	Pas de données disponibles
4.2.2 Renforcer les capacités des vétérinaires, les techniciens et les leaders d'association d'éleveurs	nombre de vétérinaires, techniciens et les leaders d'association d'éleveurs formé dans la lutte contre les infections dans l'exercice de la médecine	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles

## Objectif stratégique 5 : Optimiser l'utilisation rationnelle des médicaments antimicrobiens en santé humaine, animale et environnementale

### Objectif spécifique 5.1 : Garantir un accès ininterrompu des médicaments antimicrobiens de bonne qualité

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
5.1.1 Garantir la qualité des antimicrobiens commercialisés sur le territoire national	nombre des agents antimicrobiens ayant eu un contrôle pré et post AMM par an	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
5.1.2 Garantie de la disponibilité, l'accessibilité géographique et financière des antimicrobiens sur le territoire national		S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
5.1.3. Contribution à la lutte contre les produits dont les antimicrobiens de qualité inférieure et falsifiés (OS1)	nombre de destruction d'antimicrobiens de qualité inférieure et falsifiés réalisés par les comités de lutte par secteur	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles

### Objectif spécifique 5.2 Améliorer l'utilisation des agents antimicrobiens en milieu de soins

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
5.2.1 Renforcer la formation des prescripteurs des antimicrobiens en santé humaine, animale et environnementale	proportion des prescripteurs formés à la prescription des antimicrobiens par secteur (santé humaine, animale et environnementale)	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
5.2.2 Mettre en place un système national de surveillance des antimicrobiens		S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles

5.2.3. Sensibilisation des acteurs et de la population en particulier sur l'importance de la gestion rationnelle et de l'usage des antimicrobiens	nombre de tests de sensibilité réalisés par établissement avant prescription d'antimicrobien	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
5.2.4 Implémentation des activités de gestion des antimicrobiens dans les établissements de santé sentinelles/ Rendre fonctionnelle les comités médicaments existant dans les établissements	proportion des CPT fonctionnels	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles

**Objectif spécifique 5.3 : Renforcer le système national de surveillances des antimicrobiens**

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
5.3.1. Mettre en œuvre une surveillance continue de la consommation et de l'utilisation des antimicrobiens	nombre d'étude de la consommation (importation, distribution ...) des antimicrobiens à usage humain, vétérinaire et agricole réalisé par an	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles

**Objectif spécifique 5.4: Renforcer la réglementation et système normatif en matière de gestion et d'usage des antimicrobiens**

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
5.4.1. Optimisation de la réglementation de la prescription et de la dispensation des médicaments antimicrobiens	nombre de textes réglementaires pour optimiser l'importation, la production et l'utilisation d'antimicrobiens adoptés	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles

5.4.2. Développement ou révision le cadre réglementaire national pour une utilisation appropriée des antimicrobiens		S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
5.4.3. Élaboration / mise à jour et diffuser des lignes directrices nationales sur la gestion des antimicrobiens / directives de traitements incluant la liste des médicaments essentiels (LME) pour les antibiotiques favorisant l'utilisation appropriée des antimicrobiens	nombre de personne ayant reçu liste des médicaments essentiels (LME) pour les antibiotiques suite à la catégorisation des antimicrobien réalisé	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
5.4.4. Révision de la liste des pesticides homologués favorisant une utilisation appropriée.	nombre de personne ayant reçu la liste des pesticides homologués favorisant une utilisation appropriée	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles



## Objectif stratégique 6 : Promouvoir les investissements durables en fonction des besoins du pays ainsi que la recherche et développement

### Objectif spécifique 6.1 Evaluer les besoins d'investissements

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
6.1.1 - Evaluer les besoins en investissements pour la mise en œuvre du PAN sur la RAM	typologie des besoins en investissement pour la mise en œuvre du PAN RAM	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	enquête	Pas de données disponibles
6.1.2- Intégrer le PAN sur la RAM dans les plans sectoriels	taux d'intégration des activités du PAN RAM dans les plans sectoriels	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles
6.1.3- Impliquer les secteurs public et privé (nationaux et internationaux) et les partenaires de développement sur les besoins en investissements pour la mise en œuvre du PAN sur la résistance aux anti-microbiens	proportion financement des secteurs public et privé (nationaux et internationaux) et les partenaires de développement dans la mise en œuvre du PAN sur la résistance aux anti-microbiens	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles

### Objectif spécifique 6.2 Soutenir et prioriser la recherche sur les maladies infectieuses chez l'homme et l'animal

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
6.2.1 Identifier les domaines prioritaires de collaboration potentielle dans l'investigation des sources naturelles de biodiversité et des référentiels en tant que source de nouveaux agents anti-microbiens	nombre de réunion pour examiner et hiérarchiser les arguments économiques en faveur de la durabilité des nouveaux médicaments, outils de diagnostic, vaccins et autres alternatives thérapeutiques	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles

**Objectif spécifique 6.3 Promouvoir les investissements dans la recherche et le développement (R & D) de nouveaux médicaments, outils de diagnostic, vaccins et autres alternatives thérapeutiques**

Élément de planification (activité en lien avec le plan stratégique)	Indicateur	Type et finalité	Valeur (calcul)	Fréquence de la collecte des données	Sources de données	Méthodes	Référence
6.3.1 Développer des innovations thématiques sur les nouveaux médicaments, outils de diagnostic, vaccins et autres alternatives thérapeutiques	nombre de domaines prioritaires de collaborations potentielles identifié dans l'investigation des sources naturelles de biodiversité et des référentiels en tant que source de nouveaux agents anti-microbiens	S & E du processus	Oui/non	Une fois	Rapport du projet et document signé	Revue documentaire et observation	Pas de données disponibles

## ANNEXE 1 : L'analyse situationnelle a été résumée dans une analyse SWOT

### Objectif stratégique 1-Renforcer le cadre organisationnel de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>-existence d'un GMC depuis 2019</li> <li>-existence d'un manuel de gouvernance édité depuis 2019</li> <li>- réalisation de l'autoévaluation du PAN RAM 19-20</li> <li>- existence de la plateforme une seule santé</li> <li>- point focal RAM a été nommé</li> <li>- quelques réunions de coordination du GMC sont organisées</li> <li>- existence d'un décret pour la plateforme une seule santé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- pas d'engagement formelle et de catégorisation des PTF</li> <li>- pas d'adresse géographique du GMC RAM</li> <li>- Pas de budget de fonctionnement du CNR RAM et du GMC RAM</li> <li>- le laboratoire de référence n'est pas accrédité</li> <li>- le laboratoire national de référence n'a pas d'infrastructure au norme</li> <li>- le suivi évaluation n'est pas formalisé</li> </ul>
-Existence d'une législation réglementant les médicaments dans les trois secteurs (qualité, sécurité et efficacité des agents antimicrobiens (lois, réglementations et directives)	-Non application des textes réglementaires existants
-Existence d'organismes de réglementation de l'importation et de la mise sur le marché en santé humaine (DPML), en santé animale et en agriculture	-Absence d'un comité de coordination multisectoriel
Existence d'organismes de la dispensation des médicaments et de déontologie (différents ordres) dans deux secteurs (humain et animal)	-Insuffisance de directives nationales pour l'utilisation des antimicrobiens en dehors des programmes TB, VIH, Palu, hépatites et des algorithmes (IST)
	-pas de texte de création de comités de lutte contre la RAM dans la santé humaine, animale et en agriculture

-Existence d'organismes pour le contrôle de la qualité des agents antimicrobiens (LNSP santé humaine), en santé animale et dans l'agriculture (LANADA).	
-Existence d'organismes pour la gestion et la distribution des agents antimicrobiens et de la chaîne d'approvisionnement (NPSP, Grossistes) idem en santé animale et en agriculture	
-Existence de comités Clin et de médicaments a tous les niveaux de la pyramide sanitaire	
Existence d'un CNR des antimicrobiens interministériel	-Méconnaissance du CNR antibiotique par le secteur animal, environnemental et agricole
<b>Opportunités</b>	<b>Menaces</b>
-Présence d'un système de surveillance intégrée de la maladie et riposte.	Ressources humaines, matérielles financières limitées.
-Présence d'instituts de recherche Agenda mondial et soutien à la RAM (GHSA)	
-Présence d'une structure nationale d'accréditation et de certification des services de santé (CRESAC).	
Partenaires au développement	

**Objectif stratégique 2 : Améliorer la sensibilisation à la RAM et la compréhension du phénomène par la communication, l'éducation et la formation**

<b>Forces</b>	<b>Faiblesses</b>
---------------	-------------------

Existence de formation sur les principes et les pratiques de PCI dans les institutions des ministères respectifs	-Insuffisance des formations continues des prescripteurs dans les structures sanitaires chez les vétérinaires et agriculteurs
Campagne de formation du réseau de prescripteurs de l'assurance des fonctionnaires	
Formation continue des prescripteurs des cliniques privées	-Absence dans les programmes de formation initiale et continues des sujets liés à la RAM et à des sujets connexes (Infections associées aux soins, utilisation des antimicrobiens...) en sciences humaines, animales, alimentaires et agricoles
- Présence d'un module de formation sur la RAM	-Absence de campagne de sensibilisation sur la résistance aux antimicrobiens
	-Absence de plan de communication sur la RAM dans tous les secteurs
	-Pas de mécanisme défini permettant aux points focaux RAM des différents secteurs de participer aux réunions régionales et internationales et de diffuser les informations sur la RAM
	-Pas d'information et de formation des médias sur les RAM en santé humaine, animale, environnementale et production agro-alimentaire
	-Pas de journée nationale dédiée aux RAM
	-Absence de support national de diffusion des informations sur la RAM
<b>Opportunités</b>	<b>Menaces</b>
Il existe différents canaux de communication (médias)	Accessibilité à l'internet haut débit

Existence de plateforme e-formation	Changements politiques
Passage au système LMD des universités	Croyances et comportements socio-culturels
Programme SSM : GHSA	
Partenaires au développement	

**Objectif stratégique 3 : Renforcer les connaissances et les bases factuelles sur la RAM par la surveillance et la recherche**

<b>Forces</b>	<b>Faiblesses</b>
-Existence de trois laboratoires vétérinaires /LANADA Bouake (Centre) et Bingerville (Sud) et Korhogo (Nord)	- Pas de système national de surveillance de la résistance aux antimicrobiens chez l'homme, l'animal, l'agriculture et l'environnement
	-Pas de système national de surveillance de la résistance aux antimicrobiens intégré chez l'homme, l'animal, l'agriculture et l'environnement -Pas de données sur l'incidence et la prévalence de la résistance aux antimicrobiens dans différents sous-groupes tant chez l'homme que chez l'animal, l'environnement et dans l'agriculture
Existence de 10 laboratoires de région capables de détecter les RAM	-Absence de données nationales sur la morbidité, la mortalité et d'autres indicateurs pour la santé liées à la RAM
Existence d'un réseau de laboratoires privés pour la RAM (collaboration public-privé)	-Manque de données sur l'impact socio-économique de la RAM
-Réalisation d'une enquête sur la consommation des antimicrobiens chez les distributeurs nationaux au niveau humain	-Manque de valorisation et de partage des résultats de recherche sur les RAM

-Présence d'une analyse de la situation sur la résistance des antibiotiques en Côte d'Ivoire	-Infrastructure du CNR non conforme aux standards
	-Insuffisance en équipements pour le CNR
	-Rupture fréquente en réactifs et consommables au CNR
	-Aucune recherche sur les nouveaux médicaments, outils de diagnostic, vaccins et autres interventions
	-Absence de programme de recherche national sur la résistance aux antimicrobiens (en One Health)
-Présence d'un plan stratégique national des laboratoires en santé humaine (2016-2020)	-Absence de mécanisme de collecte et de transport des échantillons dans le réseau RAM
Existence d'un document national validé pour la biosécurité et la biosûreté	
Existence d'un document national validé pour le transport sécurisé des matières dangereuses	
<b>Opportunités</b>	<b>Menaces</b>
Présence du Plan de sécurité sanitaire	Climat socio politique
Présence du SMIR	Absence de budget
Existence d'un centre de ressources biologique pour la bio collection	Les partenaires de développement ayant des priorités différentes des priorités nationales
Partenaires au développement	

**Objectif stratégique 4 : Réduire l'incidence des infections par des mesures efficaces d'assainissement, d'hygiène et de prévention**

<b>Forces</b>	<b>Faiblesses</b>
-Il existe un programme national obligatoire de vaccination contrôlée en santé humaine (PEV)	Les programmes IPC sont insuffisants dans les établissements de santé
	Les programmes IPC sont inadéquats dans les établissements de soins de longue durée, de soins ambulatoires et de santé communautaires
Il existe un programme national obligatoire de vaccination contrôlée en santé animale.	-Les lignes directrices et les politiques en matière de contrôle des infections, y compris les stratégies et les lignes directrices en matière de maîtrise de la RAM chez l'homme, le bétail et les pêcheries, sont insuffisantes
Il existe une structure organisationnelle formelle facilitant l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de stratégies de prévention et de contrôle des infections chez les humains	
Les prestataires de soins de santé suivent une formation sur les principes et les pratiques de l'IPC dans les institutions des ministères respectifs	
Il existe un système de surveillance sélectionné chez l'homme (tuberculose et VIH)	
Il y a promotion de l'hygiène personnelle par la mobilisation sociale au niveau communautaire	
Il existe des programmes de prévention contre les infections transmises par le sexe ou par injection de drogues	
Il y a un renforcement des programmes de vaccination pour réduire le fardeau des maladies infectieuses	
	-Guide national de surveillance et de prévention des infections liées aux soins obsolète et non diffusé
	-Insuffisance de coordination au sein des structures pour la lutte contre les infections



	-Absence de données sur l'incidence, la prévalence nationale des infections liées aux soins
	Insuffisance de budget alloué pour la lutte contre les infections liées aux soins
<b>Opportunités</b>	<b>Menaces</b>
Programme SSM : GHSA	Plafond budgétaire limité
Partenaires au développement	

**Objectif stratégique 5 : Optimiser l'utilisation rationnelle des médicaments antimicrobiens en santé humaine, animale et environnementale**

<b>Forces</b>	<b>Faiblesses</b>
-Réalisation d'une enquête sur la consommation des antimicrobiens chez les distributeurs nationaux au niveau humain.	-Pas de données sur la consommation et l'utilisation des antimicrobiens dans différents sous-groupes tant chez l'homme que chez l'animal
Enquête sur l'utilisation des pesticides obsolètes	-Application légale insuffisante de la consommation d'agents antimicrobiens
	-Absence de formation des cliniciens et autres membres du personnel concernés sur la prescription des antimicrobiens
	Insuffisance de communication sur l'utilisation des antimicrobiens
-Présence du système existant de surveillance intégrée de la maladie et d'intervention	
<b>Opportunités</b>	<b>Menaces</b>

Existence de régimes d'assurance en santé humaine	-Utilisation d'agents antimicrobiens pour favoriser la croissance des animaux
Existence d'organismes professionnels et d'associations	- Les partenaires au développement ayant des priorités différentes des priorités nationales
	-Emergence rapide des souches résistantes aux antimicrobiens
	-Présence de circuits de faux médicaments et des médicaments de la rue
	-La prolifération de lieux non enregistrés qui stockent et vendent des médicaments, y compris des agents antimicrobiens

**Objectif stratégique 6 : Promouvoir les investissements durables en fonction des besoins du pays et la recherche et développement**

<b>Forces</b>	<b>Faiblesses</b>
Existence de plateformes dans les universités et centres de recherche	-Pas de projet de recherche sur les trois indicateurs
	-Insuffisance de participation du pays dans les axes de recherche pour le développement de tests de diagnostic de vaccin et d'alternatives thérapeutiques
	-Absence de subvention pour la recherche dans la RAM
<b>Opportunités</b>	<b>Menaces</b>
Groupes régionaux pour la lutte contre la RAM	Axe non prioritaire pour les partenaires au développement
Appel à projet (Grant)	



## **DOCUMENTS CONSULTÉS**

AFSSA Usages vétérinaires des antibiotiques, résistance bactérienne et conséquences pour la santé humaine Janvier 2006

COTE D'IVOIRE Évaluation externe conjointe de la République de Côte d'Ivoire Rapport de mission, 5 au 9 décembre 2016

COTE D'IVOIRE Rapport d'évaluation interne RSI/GHSA cote d'ivoire novembre 2016

COTE D'IVOIRE plan stratégique national pour le développement des laboratoires de biologie médicale 2017-2020 septembre 2017

COTE D'IVOIRE Décret n° 2019 – 293 du 03 avril 2019 portant création, attribution, organisation et fonctionnement de la plateforme « nationale une seule santé »

FRANCE Plan national d'alerte sur les antibiotiques 2011-2016

FRANCE Haut conseil de la sante publique Évaluation du Programme national de prévention des infections nosocomiales 2009 – 2013

FRANCE plan stratégique national 2009 – 2013 de prévention des infections associées aux soins juillet 2009

OMS plan d'action mondial pour combattre la résistance aux antimicrobiens

OMS Système mondial de surveillance de la résistance aux antimicrobiens (GLASS) Manuel de mise en œuvre initiale

OMS Antimicrobial Resistance a manual for developing national action plans

OMS Modèle de plan d'action national pour combattre la résistance aux antimicrobiens

OMS Reglement sanitaire international (2005)

PNDS 2021-2025

KINGDOM O F CAMBODIA National policy to combat antimicrobial resistance September 2014

REPUBLIC OF KENYA national action plan on prevention and containment of antimicrobial resistance 2017 -2022 June 2017

REPUBLIC OF MAURITIUS National Action Plan on Antimicrobial Resistance 2017-2020

SENEGAL Plan d'action national multisectoriel de surveillance et de lutte contre les résistances aux antimicrobiens (RAM)

TANZANIE the national plan of antimicrobial resistance 2016-2020

WHO Interventions and strategies to improve the use of antimicrobials in developing countries Drug Management Program

### COMITE DE REDACTION

1	Pr GUESSENND-KOUADIO Nathalie	IPCI
2	Dr DIANE Kouao Maxime	IPCI
3	Pr M'BENGUE GBONON Valérie	IPCI
4	Pr DADIE Adjehi Thomas	SIM / UNA

### COMITE DE LECTURE

1	Professeur DOSSO Mireille	IPCI
2	Professeur KETTE Faye Hortence	IPCI
3	Dr AFFOUE Chantalle	DPLM
4	Dr OUEGNIN Seraphin	CIAPOL
5	Dr BEDJE Felicite	LANADA
6	Dr TOURE ADECHOUBOU Ramatou	CDC
7		OMS
8	Dr KONAN KOKO Regina	USAID
9	Dr ACHO Blaise	DMHP
10	Dr DOUMBIA Mariamou CISSE	MSHP/DGS
11	Dr AHIMON Herodias	MTaPS
12	Dr OUFFOUE Ange Fulgence	MTaPS
13	Dr AOUSSEI Serge	IPCI

## LISTE DES PARTICIPANTS A L'ATELIER DE VALIDATION

N°	Nom et prénoms	Structure	Contact	E-mail
1	Pr GUESSENND Nathalie	IPCI	07 52 45 93	guesssennd@yahoo.fr
2	SINGO Colette	DPVCQ/ Ministère de l'Agriculture et du développement rural	03 32 69 44 05 09 52 02	colettesingo@yahoo.fr
4	Pr ADINGRA Antoinette	CRO	57 20 23 41	adingraantoinette_ama@yahoo.fr
5	Dr DIANE K. Maxime	IPCI	77 01 26 87	dianekouao@yahoo.fr
6	Dr ACHO Blaise	Direction de la médecine hospitalière et de proximité	57 09 99 44	acho_ybm@yahoo.fr
7	Dr TIEKOURA Konan Bertin	IPCI	07 64 14 03	konantiekoura@yahoo.fr
8	Dr TRA BI IRIE Gérard	INSP	05 87 62 90	gerardtrab@gmail.com
9	Dr SORO Raphaël	DIIS	05 64 15 62	sorodou@yahoo.fr
10	Dr MONEMO Pacôme	CHU BOUAKE	08 26 17 58	pacome_monemo@yahoo.fr
11	Dr OUATTARA Lamine	Service de Santé de l'Armée	01 83 00 63	ouatttarra@hotmail.fr
12	M. M'BAHIA KOUASSI Felix	MESRS/DGRI	07 39 89 16	mbahiafelix@yahoo.fr
13	Pr DADIE Adjehi Thomas	SIM / UNA	57 11 13 72	thomasdadie@yahoo.fr
14	Dr KONAN Koko Régina	USAID	54 00 12 29	nkoko@usaid.gov/ korenabland@gmail.com
15	M. GUIEDJI Arcadius	IPCI-PEPFAR	07 20 07 20	arcadius14@yahoo.fr
16	Dr KROMAN Savané Sita	INHP (GHSA)	05 00 22 20	massysavane@gmail.com
17	Dr WOGNIN Affou Séraphin	CIAPOL/MINEDD	07 85 08 75	seraphinwn@yahoo.fr
18	Dr AFFOUE Chantalle	DPML	05 04 51 66	affoue.chantalle@yahoo.fr
19	Dr KOUACOU Amah Patricia epse GORAN	DMS/CHU de Cocody	09 34 50 52 02 42 66 33	kouacou.amah@gmail.com
20	Dr DALI Serge Aimé	Break through action	58 13 34 00	sdali@ccp.ci
21	Pr BEOUROU Sylvain	IPCI	06 26 27 10	sylvainbeourou@pasteur.ci/ be_sylvain@yahoo.fr
22	Ramatou TOURE ADECHOUBOU	CDC	04 83 86 80	hpn2@cdc.gov
24	Pr OUASSA Timothée	CeDReS	02500078	timouassa@yahoo.fr
25	Dr DOUMBIA Mariamou CISSE	MSHP/DGS	07 40 13 65	doumbiamariamou@yahoo.fr

<b>26</b>	Mme TABY Blandine épouse KOFFI	IPCI	71696960	tabygnang@hotmail.fr
<b>27</b>	Dr N'DIAYE SANGARE Marie-Dominique	lab manager San Pedro/ CHR San Pedro	07 07 95 22	ndiaye_mariedominique@yahoo.fr
<b>28</b>	Pr M'BENGUE GBONON Valérie	IPCI	01 44 22 22	valeriecarole@yahoo.fr
<b>29</b>	TEHE André	CDC	05 06 47 13	hpi5@cdc@gov
<b>30</b>	TANOHO Kouamé Parfait	PNLS	49 12 05 16	kouame.parfait@pnls-ci.com
<b>31</b>	Dr YEO Alain	CNR IST/IPCI	05 60 14 49	alainyeo@yahoo.fr
<b>33</b>	Dr DEMBELE Bamory	CNOP CI/ordre des pharmaciens	01 05 07 50	d_bamory@yahoo.fr
<b>34</b>	Dr BEUDJE Félicité	LANADA	01 05 76 62	felicite.beudje@gmail.com
<b>36</b>	Dr TOKPA Cyril	Direction des Services Vétérinaires	77 98 22 53	cyrilcacao1@yahoo.fr
<b>37</b>	Dr N'GATTIA Anderson	INHP/Surveillance	07 99 26 58	jeanandersonk@yahoo.fr
<b>38</b>	KOUAKOU Kouassi Denis	IPCI/UTEP	06122800	
<b>39</b>	TOTOKRA Aurélia	IPCI-GHSA	05 68 19 79	kaurel77@hotmail.com



Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique

Ministère des Ressources Animales et Halieutiques

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

Ministère de l'Environnement et du Développement Durable